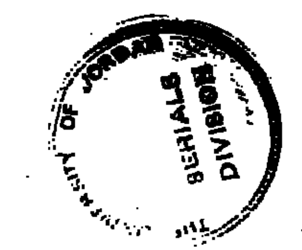
Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15213 – 7 F – DIMANCHE 26 – LUNDI 27 DÉCEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



Entre guerre et paix

UN Noël entre guerre et paix, entre joie et larmes. On a tiré à Sarajevo et à Bihac, faisant un tué parmi les «casques bleus» français – le dix-huitième. On a chanté, pour une fois de bon cœur, en territoire occupé, à Bethléem, où, selon la tradition, est né le Christ. Ces images fugitives, éphémères – ici de combats, là de trêve –, ce «zapping» sur un monde désaccordé, désenchanté, domineront cette fête de Noël 1993.

A Sarajevo, assiégée pour la deuxième année consécutive, au milieu d'une population martyre, obstinée à vivre malgré les privations et les bombes, le froid et les abandons, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, n'a pas eu tort de rappeler l'enjeu de cette guerre : c'est le choix entre la «culture» et la «barbarie». Des obus ont éclaté le soir de Noël, dans la capitale bosniaque, avant que ne commence un concert où les choristes étaient croates, serbes et musulmans. Guerre de religions? Non, guerre de civilisation, qu'encouragent des idéologies revanchardes, des projets totalitaires, la passivité des puissances.

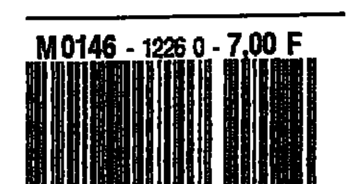
ENTRE nation et confession, l'identification est encore plus ancienne et plus forte au Proche-Orient. Signe de temps nouveaux ouverts par l'accord de Washington du 13 septembre, l'armée israélienne avait desserré l'étreinte, pour Noël, dans les lieux saints chrétiens. Et s'il est encore trop tôt pour s'en réjouir, cette nuit de Bethléem ouvre la voie à une autre réconciliation. Dans quelques jours à Rome et à Jérusalem. Israël et le Vatican signeront un accord qui, même si sa portée est limitée, est sans précédent, effaçant presque deux mille ans d'une histoire douloureuse, préfaçant une «reconnaissance» de l'Etat hébreu par les héritiers du Christ, une reconnaissance qu'Israël et tous les juifs attendaient depuis longtemps.

Le Burundi, la Somalie, l'Angola, le Caucase, Haïti, l'Algérie : plus lointains, d'autres théâtres d'opérations n'en sont pas moins plus cruels. A temps et à contretemps, le pape, dans son message de Noël *orbi et urbi*, devait à nouveau rappeler la communauté internationale à sa responsabilité de gardienne de la paix. Avec quelle chance d'être écouté?

NOËL, c'est le souvenir d'un homme né d'un peuple occupé et méprisé. Et plus près de nous, enfin, devant le cortège des chômeurs, des exclus, des mal-logés, devant le raidissement des intérêts et des mentalités, monte l'urgence d'un monde plus solidaire, juste et tolérant.

Que l'on soit croyant ou non, l'évidence s'étale sous nos yeux. L'histoire chrétienne, depuis son commencement, s'est édifiée sur la rencontre de mondes que tout opposait, le monde juif et le monde grec en particulier. L'histoire des hommes, elle aussi, n'est-elle pas le fruit d'une fécondation de peuples, de cultures et de civilisations? Aussi, comment ne pas rappeler à tous ceux qui se réfugient dans une identité exclusive, qu'elle soit fondée sur la race, sur la terre ou sur la religion, que l'histoire chrétienne comme l'histoire humaine leur apportent chaque jour un démenti formel.

M 0146 - 1226 0 - 7,00 F



Un «casque bleu» français tué à Bihac

La trêve de Noël n'est pas respectée en Bosnie-Herzégovine

En dépit de l'accord conclu jeudi 23 décembre à Bruxelles entre les parties belligérantes, la trêve de Noël a été violée à de multiples reprises vendredi à Sarajevo, et sur l'ensemble du territoire de la Bosnie-Herzégovine. Les bombardements des forces serbes ont été particulièrement intenses sur la capitale ainsi que sur l'enclave musulmane de Gorazde. Un soldat français de la FORPRONU a été tué près de Bihac, peu de temps après la visite de François Léotard, ministre de la défense, au contingent français. Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris a célébré la messe de Noël à Sarajevo, en compagnie de Mgr Vinko Puljic, archevêque catholique de la capitale bosniaque.



Lire nos informations page 4

La violence aux Etats-Unis

Les actes de violence aux Etats-Unis se sont plutôt stabilisés cette année... à un niveau très élevé. Le grand changement est qu'une majorité de la population ne supporte plus cette insécurité. Profitant de cette prise de conscience, le président Clinton a fait adopter par le Congrès un projet de loi qui impose une période d'attente de cinq jours à tout acheteur d'une arme à feu. Mais pour «arrêter le massacre», il faudra aller beaucoup plus loin.

page 3

Espoir de cessez-le-feu en Angola

Les négociations secrètes entamées à la mi-novembre à Lusaka, capitale de la Zambie, entre le gouvernement angolais et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), paraissent en voie d'aboutir. Quatorze mois après la reprise des hostilités, et malgré l'échec des trois précédentes tentatives de pourparlers, il semble qu'un cessez-le-feu puisse intervenir au début de l'année.

page 5

Mère courage et chœur d'espoir

Leçons de vie au centre anticancéreux de Villejuif et dans une cité d'urgence du Secours catholique

«Cette nuit, à Sarajevo, les enfants meurent aussi» : la mère qui, par une sorte de communion de souffrances, prononce ces mots, est penchée sur la silhouette livide d'un enfant de cinq ans, Arnaud, venu d'Orsay, qui va s'éteindre. Qu'y a-t-il de plus scandaleux que de voir un enfant – son enfant – s'échapper la nuit de Noël? Mais elle ne se révolte pas. *«Ce Noël-là*, dit-elle, *bien sûr nous ne l'avions pas prévu. Mais nous croyons, malgré tout, que notre enfant restera, d'une autre façon, avec nous.»*

Les longs couloirs du centre anticancéreux de l'Institut Gustave-Roussy à Villejuif sont plus déserts que d'habitude. Seuls sont restés, pour Noël, les malades condamnés à brève échéance. Dans la salle d'attente des prélèvements, décorée pour la fête, avec des mots qu'il sait pauvres et une peur extrême de blesser, le Père Burdin, aumônier, célèbre la messe de minuit. *«Dehors, il y a les pétards et les banquets*, dit-il, *mais votre Noël est peut-être le plus vrai. Car Noël, c'est l'annonce d'un salut possible. C'est l'homme qui entre dans une nouvelle vie.»*

A l'étage de pédiatrie, les petits lits sont chargés de peluches et de jouets. Entre les poussettes surmontées de leur pompe à perfusion, des crèches, des sapins, des guirlandes – des «poudres de joie» – témoignent que ce jour n'est pas comme les autres. Toute la semaine, on a préparé la fête. Les clowns sont passés. Des dessins d'enfants sont arrivés, souhaitant au jeune malade un bon Noël avec l'espoir qu'il guérira vite.

Une fillette traverse le couloir. Atteinte d'une tumeur au cerveau, elle ne voit presque plus et devra être prochainement amputée d'un membre. Pourtant, devant la petite école aménagée à la «plaine» de l'étage de pédiatrie, elle dit d'une voix mutine : *«J'ai envie d'aller à l'école. Quand je serai grande, j'irai au collège. Mais*, se ravise-t-elle aussitôt, le regard assombri, *j'aurai beaucoup de devoirs à faire!»*

Espérer contre toute espérance. A Villejuif – deux mille cinq cents employés pour six cents malades – le mot d'ordre est que chacun peut guérir, s'en sortir et... sortir. Le prêtre ne raffole pas de ce *«forcing à la joie»* des jours de Noël, qui sonne faux. L'homme ne sait plus affronter la mort, dit-il, expliquant : *«Espérer oui, mais quand on ne peut aller au-delà de l'espoir, alors les mots deviennent vides de sens.»*

En cette veille de Noël, son bureau est meublé de lettres et de souvenirs. Celui de cette Juive lui écrivant : *«En reconnaissant votre pas au fond du couloir, je vais mieux»*, et ajoutant : *«Je soumets ma vie à Dieu.»* Celui d'un jeune père de famille condamné, mais chassant la tentation d'un suicide : *«Je ne peux pas lui faire ce coup-là»*, écrit-il, en parlant d'un fils de sept ans. Enfin, le carnet de bord de Christiane Gleize, écrivant au lendemain de son dernier Noël : *«J'ai un tel appétit de vivre, tout en en connaissant la précarité»* (1).

HENRI TINCQ

Lire la suite page 7

(1) Un livre a été réalisé à partir de ce carnet de notes de Christiane Gleize, à l'initiative de sa sœur Chantal, médecin, et du Père Léon Burdin, aumônier, jésuite. Ce livre s'intitule : *Vers l'autre rive. Une femme face au cancer*, avec une préface du docteur Abiven. Editions Saint-Paul, avril 1993, 86 francs.F

Les enfants de Shakespeare

La diversité de la scène londonienne n'a pas d'équivalent dans le monde

LONDRES

de notre envoyé spécial

Le théâtre anglais va bien, merci. Grands auteurs, grands acteurs, grands spectacles : la lecture des pièces à l'affiche pour les fêtes dans la capitale anglaise laisse pantois. Après plus de dix années de règne conservateur qui ont bien failli mettre KO le théâtre public, après des années de dépression économique qui auraient pu dangereusement réduire le nombre des spectateurs du théâtre privé (en raison de prix de places très élevés), force est de constater que la crise propulse les Anglais dans les salles de théâtre où se manifeste une réjouissante vitalité.

Vitalité substantiellement différente de la nôtre. Quand, ici, on s'interroge sur le prochain spectacle de tel ou tel metteur en scène, là-bas, on se demande ce qu'a écrit tel ou tel auteur, sur quelle scène se produit tel ou tel acteur. Le serpent de mer très français de la «crise de l'écriture contemporaine» n'a pas traversé le Channel. Les auteurs vivants le sont bel et bien : Harold Pinter vient de livrer sa nouvelle pièce, *Moonlight*, qui triomphe au Comedy Theater avec Ian Holm et Anna Massey; Alan Ayckbourn, dont s'est inspiré Alain Resnais pour ses deux films *Smoking* et *No Smoking*, met en scène sa nouvelle pièce, *Wildest Dreams*, créée le 8 décembre dernier par la Royal Shakespeare Company; la RSC vient par ailleurs de présenter la nouvelle mise en scène, signée par son directeur, Adrian Noble, de *Macbeth* avec Derek Jacobi, de retour dans la compagnie après dix ans d'absence, face à Cheryl Campbell.

Le voyou des scènes, le prince noir de l'East End d'avant la réhabilitation à tout crin, Steven Berkoff (auteur de *Greek* et de *Kvetch*, pièces données récemment au Théâtre de la Colline), divise la critique et mobilise les foules au Garrick Theater avec son *One Man*, adapté d'Edgar Poe. *Angels in America*, de Tony Kuscher, première et deuxième partie, peinture impitoyable de la société américaine avant le tournant du millénaire, fait les beaux soirs du National Theater, qui affiche par ailleurs, depuis deux saisons, après une tournée aux Etats-Unis, *The Madness of George III*, d'Alan Bennett, interprété par Nigel Hawthorne, couronné pour sa performance. On va pouvoir découvrir très bientôt à Paris cet auteur, célébré en Angleterre et inconnu ici, avec ses passionnantes *Talking Heads* (*lire l'encadré page 9*).

On peut être certain que les textes fraîchement créés dans la capitale anglaise seront bientôt traduits en français et joués ici. C'est la grande différence entre nos deux pays. Car on peut compter sur les doigts d'une main les auteurs français vivants ou récemment disparus dont les pièces sont présentées sur la scène anglaise. Encore n'est-ce là que l'exception et sur des scènes souvent éloignées du centre-ville – comme celle du Lyric Hammersmith, par exemple. Ce théâtre des faubourgs ouest de Londres est d'ailleurs menacé de fermeture à cause de la réduction de ses – faibles – subventions depuis trois ans. Peter Brook a pris la tête d'un comité de soutien en quête des 3,5 millions de francs nécessaires pour sauver cette institution.

Au chapitre du théâtre plus commercial, Diana Rigg (*Chapeau melon et bottes de cuir*) séduit dans *Médée*, d'Euripide, au Wyndhams Theater; outre *Angels in America*, de nombreuses comédies musicales font chanter le West End. Depuis mars, *Crazy For You*, nouvelle version de *Girl Crazy*, de George et Ira Gerschwin, fait un malheur au Prince Edward Theater, grâce aux talents d'un acteur-danseur-chanteur américain, Kirby Ward, et de sa partenaire anglaise, Ruthie Henshall. Voilà une comédie musicale à l'ancienne, avec sa *chorus line* formée d'artistes qui savent tout faire.

OLIVIER SCHMITT

Lire la suite page 9

Il y a quatre-vingt-dix ans

Le premier Goncourt

par François Bott

LEUR métier, c'était d'être les éternels célibataires de la littérature française. Endurcis comme il se doit, et sans doute misogynes. Misanthropes aussi, naturellement. *« Chaque jour,* disaient-ils, *vous apporte du mépris pour vos semblables. »* Ce n'était pas gentil pour l'espèce humaine, mais celle-ci les avait trop souvent chagrinés ou déçus. Flaubert les appelait *« mes Bichons », « mes bons Vieux »* ou *« mes chers Bons »*, alors qu'ils étaient tout sauf cela. Comme aucune femme ne modérait jamais leur mauvaise humeur, ils furent parmi les plus méchantes langues de notre littérature. Leur maître ou leur modèle, c'était Saint-Simon, car ils admiraient les piques et la férocité du «petit duc». Ils étaient frères également, par nature et par vocation. Peut-être même par religion...

Edmond de Goncourt était né le 22 mai 1822, à Nancy; et Jules le 17 décembre 1830, à Paris. Ancien officier de l'Empire, leur père faisait partie de ces fameux demi-soldes qui traînèrent leur nostalgie sur les boulevards du dix-neuvième siècle. Il mourut en 1834, avec son amertume. Cependant, la famille avait des terres, et l'on vivait des revenus qu'elles rapportaient. Dans sa jeunesse, Edmond connut la condition morose des employés, comme Maupassant plus tard. Mais cela ne dura pas très longtemps. Les frères ne voulaient pas faire une carrière bourgeoise. Ils préféraient avoir une existence d'amateurs et de rentiers. Se consacrer à la littérature, à l'art et à leurs autres manies.

Les « débits de consolation »

Après la mort de leur mère, Annette-Cécile, en 1848, les Goncourt traversèrent la France pour connaître les provinces. Puis, au début de l'année 1850, ils s'installèrent ensemble 43, rue Saint-Georges, dans le neuvième arrondissement. Ils allaient y rester jusqu'en 1868. Ils eurent pour voisines des femmes légères : Anna, la courtisane, et Garcia, la prostituée. Lorsqu'elle ne pouvait faire le trottoir, à cause du froid et de la pluie, celle-ci quémandait quelques francs à Rose, la bonne des Goncourt. Ils mesuraient ainsi les effets de la météorologie sur les âmes et les mœurs. Quant à Rose, elle menait une double existence. Servante modèle durant la journée, elle se dépravait après 10 heures du soir. Mais les frères ne le découvriraient qu'à la mort de Rose. Ils se serviraient d'elle pour écrire *Germinie Lacerteux*, roman considéré par certains comme *« le chef-d'œuvre du naturalisme »*. Car c'était une autre de leurs singularités, avec les moustaches : les Goncourt se présentaient comme des «naturalistes». Les «empailleurs» de la littérature, en quelque sorte...

Quelquefois, ils avaient le cafard. Ce n'était pas étonnant avec leur drôle de vie. Il y avait une odeur de renfermé là-dedans. *« Etre triste et seul,* disaient les frères, *et entendre des éclats de rire de femme au-dessus ou au-dessous de soi. »* Mais leur double religion leur interdisait le mariage. La relation exclusive qu'Edmond et Jules entretenaient l'un avec l'autre ne pouvait admettre la présence d'une épouse. Et la littérature demandait, elle aussi, que l'on fît le vœu de célibat.

Alors, pour soigner leurs accès de mélancolie, les Goncourt allaient dans les cafés. Ils appelaient ceux-ci des *« débits de consolation »*. Ce n'était pas mal trouvé... Néanmoins, il ne fallait pas exagérer sur le thème de la solitude masculine. Il y avait tout de même des femmes dans l'existence des frères. L'une d'elles, qui se prénommait Maria, fut leur *« maîtresse commune »* à partir de 1858. Ils partageaient tout : les états d'âme, les fureurs, les migraines... et les dames. Des énergumènes, des zèbres, je vous dis!

Comment passaient-ils le temps? Ils écrivaient, ils peignaient, ils dessinaient. Ou bien, se promenant dans les rues, à la recherche de *« paysages »* pour leurs romans, ils ressentaient *« cette fièvre qui est le propre de l'existence capiteuse de Paris »*. Très souvent, comme le raconte Maupassant, *« ils visitaient, avec passion, toutes les vieilles boutiques »*. Ils collectionnaient, en effet, les objets d'art. Ils avaient la *« démangeaison du Beau »*. Lorsqu'ils ne restaient pas en tête à tête, rue Saint-Georges, les deux frères dînaient avec Sainte-Beuve, George Sand, Théophile Gautier, Flaubert, Renan, Taine et Zola. La littérature française potinait ou s'interrogeait sur elle-même. Edmond et Jules voyagèrent également : la Suisse et la Belgique, l'Italie, puis l'Allemagne. En 1867, ils prirent les eaux à Vichy, pour soigner leur *« spleen »*...

Cependant, l'occupation principale des Goncourt, c'était leur *Journal*. Ils avaient entrepris celui-ci à la fin de l'année 1851. Le 2 décembre, ils furent réveillés par l'annonce du coup d'Etat. Ils se levèrent, s'habillèrent et sortirent à la hâte, pour aller voir ... Mais ils furent déçus par le spectacle. Et, dans les premières pages de leur *Journal*, ils protestèrent contre les coups d'Etat qui *«mécontentent les badauds»*. Même s'ils trouvaient la bourgeoisie mal élevée, les frères n'étaient pas très à gauche. Mais ce remue-ménage politique les dérangeait, car il risquait de gêner ou d'éclipser la publication de leur premier roman. Si la fin du monde était survenue, les Goncourt auraient demandé : *« Et nos livres? »*

Surnager dans le naufrage des générations

Pour écrire le *Journal*, c'était Jules qui tenait la plume. Il consignait ce qu'Edmond et lui-même dictaient. C'était leur *« confession de chaque soir »*. Il fallait la considérer comme l'expression *« d'un seul* moi *et d'un seul* je ». Les deux frères avaient le souci de livrer leurs sentiments et de *« portraiturer »* les gens qu'ils avaient rencontrés. *« Portraiturer »*, tu parles! Exécuter, oui! Le pauvre Flaubert était qualifié de *« grosse nature »* vaniteuse, lui qui appelait Edmond et Jules *« mes Bichons »*. Le «stupide» dix-neuvième siècle défilait sous leur plume, et ils «arrangeaient» tout le monde, surtout leurs meilleurs «amis». Parfois, ils mariaient le coup d'œil de La Bruyère avec l'aigreur et la verve de Saint-Simon. Quel festival!


PAUL NADAR/Arch. Phot. Paris/SPADEM

Les frères Goncourt, photographiés par Nadar.

En 1868, les Goncourt déménagèrent et vinrent habiter Auteuil. Hélas! Jules n'y demeura que deux années, car le plus jeune disparut le premier, le 20 juin 1870, à quarante ans à peine. «Veuf» de son frère, Edmond pensa clore le *Journal*. Mais il fallait continuer pour Jules. Pour que leur œuvre «passe à la postérité» et que Jules survive de cette manière. Les Goncourt avaient toujours eu le désir ou le souci de surnager dans le naufrage des générations. La mort de son jeune frère redoubla cette obsession chez Edmond. Cependant, on n'est jamais très sûr de ce qu'on écrit. Et l'on redoute forcément le désintérêt ou les négligences de l'avenir.

Alors, en 1874, Edmond ébaucha son testament, imaginant de fonder une institution qui serait susceptible, elle aussi, de perpétuer son patronyme. Il se donnait une deuxième chance, en quelque sorte... Par la suite, il compléta ou remania le testament et le déposa chez son notaire en 1892. *« Le poids de la vieillesse »* lui mettait, disait-il, *« du noir dans l'âme »*. Après avoir été décoré par Raymond Poincaré, au cours d'un de ces banquets où la IIIe République se félicitait d'exister, l'aîné des Goncourt mourut à la campagne, chez son ami Alphonse Daudet, le 16 juillet 1896.

Ouvert le 18 juillet, le testament prévoyait que l'héritage d'Edmond servirait à la constitution d'une société de dix membres, laquelle serait chargée de décerner, en décembre de chaque année, *« le prix des Goncourt »* à une œuvre en prose, novatrice et *« hardie »*. Ce prix serait de 5 000 francs, et chacun des dix membres toucherait une rente annuelle de 6 000 francs. Huit d'entre eux étaient désignés : Alphonse Daudet, Huysmans, Mirbeau, les deux frères Rosny, Léon Hennique, Paul Margueritte et Gustave Geffroy... Les choses furent très longues à se mettre en place, pour diverses raisons. Il y eut, notamment, un procès avec les héritiers naturels, qui voyaient s'échapper la fortune des Goncourt (les objets d'art, la bibliothèque, la maison d'Auteuil et les droits d'auteur). Léon Daudet prit la succession de son père, mort en 1897. Elémir Bourges et Lucien Descaves complétèrent la liste des «dix».

Le deuxième « champion » de 1903

A vrai dire, ils n'étaient que neuf lorsqu'ils se retrouvèrent, le 21 décembre 1903, au restaurant Champeaux, place de la Bourse, pour élire leur premier lauréat. Le plus jeune des Rosny avait, en effet, manqué le rendez-vous. A présent, on déjeune. A l'époque, on dînait... Le repas se termina peu après 22 heures, comme le raconte Jacques Robichon dans *le Défi des Goncourt* (1). C'est la caissière du restaurant qui annonça négligemment, devant les rares journalistes présents, que le prix était décerné à John-Antoine Nau, pour son roman, *Force ennemie*. Les «dix» (ou plutôt les «neuf») adressèrent, le soir même, une lettre à l'auteur, pour l'avertir et lui indiquer le notaire chez lequel il recevrait les 5 000 francs qui lui revenaient. Ensuite, tout le monde rentra vite se coucher, car il faisait sûrement très froid. L'événement n'avait pas enflammé Paris. Tant pis pour Edmond. Il se rattraperait...

John-Antoine s'appelait, en fait, Eugène Torquet. Son métier ou sa passion, c'était de naviguer. Né à San-Francisco, cet homme séjournait à Saint-Tropez, mais il détestait les domiciles fixes. *« On ne devrait pas habiter, on passe »*, disait-il. Ce fut le deuxième «champion» de 1903. L'autre, c'était Maurice Garin, qui avait remporté le premier Tour de France. L'année fut marquée par la vogue des bains de mer, à Deauville, et par les préparatifs de l'Entente cordiale. Celle-ci allait se conclure non pas entre le cyclisme et la littérature, mais entre le Royaume-Uni et la France. Quoique...

(1) Denoël.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi,
Bertrand Le Gendre, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

LE TEMPS D'APPRENDRE A VIVRE
de Michel Droit.
Editions du Rocher.
343 pages, 139 F.

Un apprentissage en liberté

MICHEL DROIT, écrivain et journaliste, membre de l'Académie française, n'a pas fait une carrière politique, même s'il n'a jamais caché ses sympathies gaullistes. Cependant, le premier tome de ses Mémoires, qui relate l'apprentissage d'un jeune homme avide de découvrir le monde, acteur et témoin de son temps, fait revivre une époque marquée par des événements historiques et politiques qui ont orienté l'avenir et, notamment, notre présent : la fin de la deuxième guerre mondiale, la décolonisation, les crises et la chute de la IVe République, les débuts de la télévision.

L'intérêt de ce témoignage tient en particulier au fait que l'auteur s'est engagé très tôt dans l'histoire de son temps et que le désir d'y tenir son rôle ne l'a pas aveuglé et, en tout cas, ne l'a point empêché de regarder son époque et ses contemporains. C'est en 1943 qu'un *« petit étudiant comme tant d'autres, espérant plus tard faire du journalisme »* saisit sa chance, plutôt va au devant d'elle, en prenant contact avec Jean Guignebert, qui avait été chargé par le général de Gaulle de préparer, dans la clandestinité, la reprise en main de la radio au fur et à mesure de la libération du territoire national.

Ses premières leçons de journalisme, Michel Droit les prend dans le parc des Tuileries et ses premières missions s'effectuent pendant l'insurrection de Paris, à vingt ans, ce qui lui vaudra d'être nommé correspondant de guerre auprès de la 1re Armée française, commandée par Jean de Lattre de Tassigny, personnalité hors du commun avec laquelle l'auteur gardera des liens personnels. Aussi peut-il aujourd'hui faire revivre ce personnage flamboyant, qu'il dépeint en diverses circonstances de sa vie.

Au sortir de cinq années de guerre et d'isolement, le monde était vraiment à découvrir pour un jeune homme qui en avait l'envie : c'est ce à quoi va s'employer Michel Droit à la faveur de son métier : l'Europe, les Etats-Unis, l'Amérique latine, le Japon... Le reportage était, alors, très prisé dans la presse écrite, comme à la radio, notamment le récit de voyage. Ce genre journalistique satisfaisait une curiosité du public dont on a peu idée aujourd'hui, alors qu'il suffit d'allumer un récepteur de télévision pour se retrouver à l'autre bout de la planète, quand ce n'est pas dans l'espace sidéral.

L'information s'est banalisée en se développant et même les guerres lassent dès qu'elles se prolongent. Il ne suffit plus d'aller loin, désormais, encore faut-il proposer un sujet qui puisse étonner. Michel Droit, comme les reporters des années d'après-guerre, ont vécu de ce point de vue un âge d'or, qui évidemment ne dispensait pas du talent. S'ils en avaient, ils trouvaient aisément à l'employer, à la radio, mais aussi dans ce journal, dirigé par Hubert Beuve-Méry, ou à *France-Soir*, sur lequel régnait Pierre Lazareff, ainsi que le raconte, pour ce qui le concerne, notre mémorialiste.

Témoignage sur une époque proche, mais appartenant déjà au passé, sur l'esprit du temps et, bien sûr, les gens. Michel Droit évoque son amitié avec André Maurois, ses rencontres avec Joseph Kessel, l'acteur japonais Sessue Hayakawa, pas très fier d'avoir tourné dans *le Pont de la rivière Kwaï*, ou le couple explosif formé par Yves Montand et Simone Signoret. Mais revenons à la politique : il évoque le de Gaulle de la Libération, que de Lattre jugeait *« tout à fait odieux »*, et décrit son retour aux affaires en 1958, après douze ans de traversée du désert et sa tentative en 1947 pour créer un mouvement gaulliste, le RPF. De lui, l'auteur livre cette confidence, à propos de son expérience à la radio de la France libre qui émettait de Londres : *« Vous savez, sans la radio, il n'y aurait probablement jamais eu de Gaulle. »*

On retiendra aussi le récit d'un entretien télévisé entre l'auteur et Félix Gaillard, président du Conseil en décembre 1957, le plus jeune chef de gouvernement qu'aient connu les IIIe et IVe Républiques : il se montre confondant d'aisance et de fantaisie dans l'improvisation en prenant les Français à témoin d'incidents intempestifs qui en auraient troublé bien d'autres (1). Les communicateurs d'aujourd'hui les tiendraient pour autant d'agressions ou, éventuellement, les intégreraient à une mise en scène soigneusement préparée.

(1) Du même, Michel Droit rapporte un autre trait, significatif du climat politique de l'époque. La République traversait, une nouvelle fois, une grave crise nationale et internationale, à la suite du bombardement d'un village tunisien de la frontière algérienne où était installée une base de *« rebelles algériens »* suivant la terminologie alors en vigueur. Félix Gaillard explique à Michel Droit pourquoi il n'a pas sanctionné les militaires français responsables de cette *« bavure »*, pour revenir au vocabulaire d'aujourd'hui. *« Nous risquions tout simplement un putsch à Alger, un putsch soutenu par la population française (...) Voilà ce qu'il faut éviter. Même au prix d'un certain nombre de couleuvres à avaler. Car le régime ne résisterait pas à une crise ouverte en Algérie. Et dans ce cas, où serait le pouvoir? »* Bel exemple de lucidité stérile! La suite devait justifier les craintes de Félix Gaillard, mort accidentellement quelques années plus tard. Malgré les couleuvres, le régime ne survivra pas, mais la question du pouvoir fut tranchée sans trop de dommages, sinon sans quelques réaménagements, pour la République.

Etats-Unis : la croisade de Bill Clinton contre la violence

De plus en plus d'Américains, leur président en tête, estiment qu'il faut réglementer la possession des armes à feu

WASHINGTON

de notre correspondante

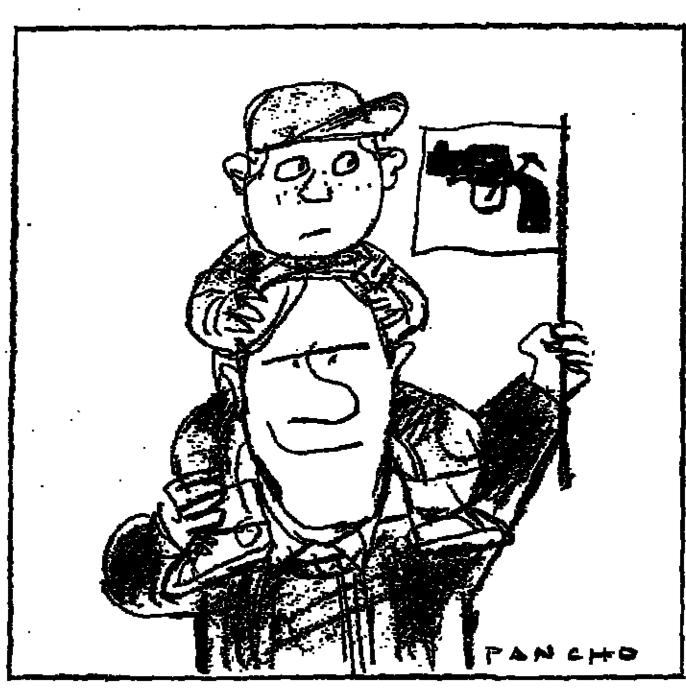
Eddie a tout sauf l'air d'une mauviette. Il a connu la guerre, et pas n'importe laquelle : la guerre civile au Nigéria, où il a servi dans l'armée. Mais même là, assure-t-il, il n'a jamais eu aussi peur que les deux fois où il s'est fait «braquer» au volant de son taxi défoncé à Washington, capitale des Etats-Unis. La dernière fois, c'était il y a quelques semaines : *«Le type, un client, me donne une adresse, dans le sud-est de la ville. Arrivés là, il me pointe un revolver sur la tête et me demande ma recette. Je lui donne tout, ça faisait à peu près 150 dollars. D'habitude, un type comme ça il prend l'argent et il se barre en lançant une boutade du genre* «joyeux Noël!». *Lui, il a continué à me braquer son flingue sur la tête en criant : donne le reste! Alors là j'ai compris qu'il allait me tuer. J'ai donné un grand coup d'accélérateur et j'ai sauté en marche. J'ai sauvé ma peau.»*

Eddie est intarissable sur la criminalité en Amérique. *«Ils sont fous dans ce pays. Ici, c'est plus facile d'acheter un flingue qu'une voiture. A Washington, les Noirs passent leur temps à s'entre-tuer, et personne ne fait rien. Si la ville était dirigée par des Blancs, on pourrait dire que ça leur est égal, mais elle est gouvernée par des Noirs!»* Comme un nombre croissant d'Américains, Eddie a le sentiment que la coupe est pleine : arrêtez le massacre! Non pas que la violence soit un problème neuf aux Etats-Unis, elle est aussi vieille que le pays. Non pas que les statistiques révèlent, cette année, une hausse brutale de la criminalité, au contraire : la criminalité globale est en baisse depuis deux ans; les agressions dans le métro de New-York, par exemple, ont chuté de 12 % cette année. C'est le paradoxe des statistiques : la perception de la violence, elle, est en hausse au sein de l'opinion publique. Dans les sondages, la violence a remplacé l'économie au premier rang des préoccupations.

Que s'est-il passé, pour que cette prise de conscience devienne quasi-obsessionnelle? Quelques faits divers, peut-être plus sanglants, peut-être plus sordides que les autres, ont eu un profond impact sur une société déjà ébranlée par les émeutes de Los Angeles, en 1992, avec leur lot de lynchages en direct, revisionnés jusqu'à l'écœurement lors des procès. Il y a eu les assassinats, particulièrement brutaux, de touristes européens en Floride. Il y a eu le meurtre gratuit, par deux adolescents, sur le bas côté d'une route de Georgie, du père de Michael Jordan, star immensément populaire du basket-ball. Puis il y a eu les victimes des balles perdues : la petite Launice Smith, quatre ans, tuée d'une balle dans la tête à Washington pour avoir eu la mauvaise idée de jouer dans un jardin public au moment où deux gangs de revendeurs de drogue réglaient leurs comptes; ironie du sort, le père de la fillette était en prison pour avoir lui-même, trois ans plus tôt, grièvement blessé une fillette du même âge dans des circonstances similaires. Le 1er novembre, encore, un homme de vingt-trois ans, après une course-poursuite dans les rues de Washington, abandonne sa voiture pour fuir à pied, non sans avoir pris dans ses bras la fillette d'un an qui l'accompagnait; mortellement touché par les balles de ses agresseurs, il s'effondre sur le trottoir, l'enfant blessée toujours serrée contre lui.

A la Maison Blanche, Bill Clinton aussi lit les journaux, regarde la télévision, qui donnent un large écho à ces massacres. Il sent qu'un déclic est en train de se produire chez ses compatriotes. Il le sent d'autant mieux que les scrutins partiels du 2 novembre, dans une centaine de municipalités et pour le poste de gouverneur de deux Etats, confirment cette angoisse de l'électorat des grandes villes américaines face à la criminalité violente. Un article paru le 1er novembre dans le *Washington Post* – il s'y référera d'ailleurs à plusieurs reprises – frappe particulièrement le président : des enfants et des adolescents noirs de la capitale fédérale y racontent comment ils ont déjà organisé, en pensées, les moindres détails de leurs funérailles, convaincus, d'expérience, que la mort peut les prendre à tout moment, au coin de la rue.

Sur la colline du Capitole aussi, on sait interpréter les sondages et les signaux électoraux. Au terme d'une âpre bataille, le Congrès vote la loi Brady, qui impose une période d'attente de cinq jours à tout acheteur d'une arme à feu. La mesure paraît dérisoire et pourtant ici, dans un pays où deux cent millions d'armes à feu circulent librement, c'est presque une révolution. Signant la loi le 30 novembre, le président Clinton la qualifie de premier pas pour *«reprendre nos rues, reprendre nos familles, récupérer nos enfants et notre futur»*. Entre-temps, le 13 novembre, il y a eu le discours de Memphis.



Ce discours, que le président démocrate a choisi de faire devant une assemblée de pasteurs noirs, dans l'église-même où Martin Luther King prononça sa dernière homélie avant d'être assassiné, va être jugé par certains commentateurs comme *«le plus important des dix premiers mois de la présidence Clinton»*. C'est un réquisitoire passionné contre la violence, un vibrant appel à la responsabilité individuelle et collective, déclamé avec une éloquence qui fait éclater l'auditoire en applaudissements. Que dirait Martin Luther King s'il revenait aujourd'hui, demande Bill Clinton? *«Il dirait : je ne suis pas mort pour voir des garçons de treize ans prendre des armes automatiques et abattre des enfants de neuf ans, juste comme ça. Je ne suis pas mort pour voir des jeunes s'autodétruire avec la drogue puis s'enrichir en détruisant la vie des autres. Je me suis battu pour la liberté, dirait-il, mais pas pour la liberté de s'entre-tuer. Ce n'est pas pour la liberté de mourir avant d'avoir atteint l'adolescence que Martin Luther King s'est battu, puis est mort.»*

La communauté noire est la plus touchée

Si le président Clinton a choisi un auditoire noir, ce n'est pas par hasard. La communauté noire est la plus affectée par cette vague de violence urbaine. Le révérend Jesse Jackson mène déjà une croisade sur le thème : *«Plus de jeunes noirs s'entre-tuent chaque année qu'il n'y a eu de lynchages dans toute notre histoire.»* Un soir de décembre, dans l'église baptiste de Jericho, non loin de l'endroit où Eddie s'est fait braquer, le maire de Washington, Sharon Kelly – une Noire – rencontre ses administrés – tous noirs, dans ce quartier; les questions se suivent et se ressemblent : la violence, la drogue (le crack, la cocaïne), l'insécurité, la drogue, les armes à feu, la drogue.

Très bien accueilli par les dirigeants de la communauté noire et par la presse, le discours de Memphis fait mouche. Depuis, Bill Clinton ne perd plus une occasion d'enfoncer le clou. Le récent carnage du train de Long Island lui donne un argument pour tenter d'aller plus loin dans le contrôle des armes à feu : *«Je crois que notre société est réellement prête, comme elle ne l'a jamais été auparavant, à faire quelque chose contre la criminalité violente»*, déclare-t-il, évoquant *«un changement fondamental dans l'attitude du public»*. Le président donne instruction à son ministre de la justice, l'attorney général Janet Reno, d'étudier l'idée d'un permis obligatoire pour tout porteur d'arme à feu. *«Il me semble qu'il devrait être au moins aussi difficile d'obtenir un permis de port d'arme qu'un permis de conduire»*, observe Mme Reno.

Jusqu'où ira Bill Clinton? Les sceptiques font valoir que même si le Congrès a évolué sur la question (le Sénat a déjà voté un texte très musclé sur la lutte contre la criminalité, que la Chambre des représentants examinera début 1994), la puissante National Rifle Association, le lobby des armes à feu, n'a pas dit son dernier mot, et que le président sera sans doute amené à composer avec des parlementaires récalcitrants dont le soutien lui sera nécessaire pour ses autres projets, comme la réforme de la santé. Certains soulignent que derrière la nouvelle croisade de M. Clinton, il y a beaucoup de bon sens et d'emphase, mais peu de stratégie.

«Cela fait vingt ans que nous avons une politique de lutte contre la criminalité aux Etats-Unis, relève David Bositis, chercheur au Joint Centre for Political and Economic Studies, *dix-sept ans que nous avons rétabli la peine de mort, la population dans les prisons a doublé depuis dix ans et nos rues ne sont pas plus sûres pour autant. Nous attendons toujours une authentique tentative de combattre la criminalité.»* A ceux qui lui reprochent de ne pas s'attaquer aux racines du mal, M. Clinton répond : *«Beaucoup de ce que nous allons devoir faire pour maîtriser la violence implique de reconstruire le tissu de nos communautés, de panser nos divisions raciales et économiques. Mais il faut commencer par la sûreté publique.»* Alors, le défient les critiques, pourquoi ne pas proposer tout bonnement d'interdire les armes de poing, comme le souhaitent, selon un sondage diffusé par CBS il y a quelques jours, la moitié des Américains?

SYLVIE KAUFFMANN

Année record pour les ventes d'armes à feu

«C'est probablement la meilleure année enregistrée dans l'industrie des armes à feu depuis vingt ans», dit l'un des plus importants distributeurs américains. *«Les ventes ont plus que doublé par rapport à 1992»*, renchérit le directeur de l'association des vendeurs d'armes à feu.

Cette frénésie est suscitée par l'insécurité et par la prochaine entrée en vigueur d'une loi qui imposera, fin février, un délai entre l'achat et la prise de possession d'une arme (à des fins de vérification des antécédents des clients). Par ailleurs, dans l'un des quartiers les plus violents de New-York, la police propose à la population, contre la remise d'une arme à feu, un chèque de 100 dollars à dépenser dans un magasin de jouets. A Washington, le nombre de meurtres perpétrés cette année a atteint 455, contre 451 en 1992. – *(AFP.)*

MEXIQUE

Un rapport sur le massacre des étudiants en octobre 1968 incrimine les autorités

La Commission de la vérité, constituée en septembre par une vingtaine d'intellectuels mexicains pour déterminer les responsabilités dans le massacre de plusieurs centaines d'étudiants sur la place des Trois-Cultures, à Mexico le 2 octobre 1968, affirme, dans le rapport qu'elle vient de publier, que *«les forces de l'ordre ont commis un génocide»* sur les instructions du président de l'époque, Gustavo Diaz-Ordaz.

MEXICO

de notre correspondant

Dénonçant le manque de collaboration des autorités mexicaines actuelles – le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir depuis 1929), – qui leur ont refusé l'accès aux archives portant sur ces événements, la Commission de la vérité estime dans son rapport que les organisations des droits de l'homme sont aujourd'hui dans l'obligation d'*«ouvrir une enquête sur les crimes commis contre le peuple mexicain car le délit de génocide est imprescriptible»*. Elle demande également une modification de l'article constitutionnel réglementant l'accès aux archives qui, conformément à la pratique en vigueur dans les pays démocratiques, devraient pouvoir être consultées *«vingt-cinq ans au plus tard après les événements»*.

A propos du massacre de Tlatelolco (la place des Trois-Cultures est davantage connue sous le nom de l'ancien marché aztèque qui occupait l'emplacement), le rapport rappelle que le nombre de victimes est encore, vingt-cinq ans après, un secret d'Etat. Les chiffres varient, en effet, entre quelques dizaines et trois cent vingt-cinq morts, *«des centaines de blessés et près de deux mille détenus»*. Mais la Commission *«n'a pu établir l'identité que de trente-huit personnes décédées»*.

Le rapport rejette catégoriquement la version officielle selon laquelle le mouvement estudiantin de l'été 1968 aurait obéi à *«une conspiration communiste et étrangère pour empêcher la tenue des Jeux olympiques»* en octobre. *«S'il y eut complot*, écrivent les auteurs, *c'est plutôt de la part des autorités»* qui, dès la première manifestation étudiante, le 26 juillet, eurent recours à la répression et *«provoquèrent la violence par une série d'actions obéissant à la logique autoritaire d'un régime incapable de tolérer la contestation»*.

A partir d'une cinquantaine de témoignages recueillis, les auteurs constatent que les autorités infiltrèrent de nombreux provocateurs parmi les étudiants pour encourager des actions violentes et discréditer ainsi *«un mouvement essentiellement créé pour défendre les libertés démocratiques et l'autonomie universitaire»*. Les étudiants refusèrent cependant les propositions de certains agents du gouvernement de leur fournir des armes.

Une opération bien planifiée

Le rapport reproche au président Diaz-Ordaz et à ses proches collaborateurs (en particulier le ministre de l'intérieur, Luis Echeverria, qui allait devenir président de la République peu après) d'avoir fait semblant d'être disposés au dialogue avec les étudiants alors qu'ils étaient déjà en train de préparer la gigantesque opération de Tlatelolco qui allait mobiliser *«entre cinq mille et quinze mille soldats et policiers»*, trois cents véhicules blindés et des hélicoptères *«pour résoudre le problème estudiantin»*.

Sur le déroulement des événements du 2 octobre (1), la Commission de la vérité révèle que les feux de Bengale donnant le signal du massacre n'ont pas été lancés, comme on le croyait, par un des hélicoptères survolant la place mais plutôt du quinzième étage du ministère des affaires extérieures qui domine la place des Trois-Cultures et où avait été installé le poste de commandement de l'opération.

Ce détail tend à prouver que le massacre ne fut pas un accident provoqué par une erreur d'appréciation des forces de l'ordre, mais une opération bien planifiée. Selon le témoignage d'un agent de la sécurité du ministère, les fonctionnaires des affaires extérieures avaient été invités à ne pas se présenter au travail ce jour-là.

Réagissant à ce rapport, le ministre de la défense, le général Antonio Bazan, a fait diffuser, jeudi 24 décembre, un film montrant apparemment *«des civils tirant les premiers sur des soldats, et pas le contraire»*.

Les membres de la Commission – les écrivains Elena Poniatowska, Carlos Monsivais, Carlos Montemayor, l'historien José Agustin, les politologues Jorge Castaneda, Lorenzo Meyer, etc. – soulignent que la société mexicaine a profondément changé à la suite de ces événements tragiques. *«La société*, écrivent-ils, *veut exercer de plus en plus ses droits civiques face à un pouvoir dont les structures n'ont pas évolué vers la démocratie (...), le pouvoir restant concentré dans les mains d'une seule personne à la tête d'un gouvernement protégé par l'impunité.»*

BERTRAND DE LA GRANGE

(1) Voir la page «Dates» consacrée au vingt-cinquième anniversaire de ces événements dans *le Monde* du 26 septembre 1993.

REPÈRES

CORÉE DU NORD

M. Boutros-Ghali a reçu un accueil sans chaleur

Boutros Boutros-Ghali a reçu un accueil sans chaleur en Corée du Nord, vendredi 24 décembre. Le secrétaire général des Nations unies s'est rendu à Pyongyang, de sa propre initiative, en vue d'aider à la solution de la crise née des ambitions nucléaires supposées de cette capitale. Les responsables rencontrés par M. Boutros-Ghali lui ont dit qu'ils n'avaient pas besoin de sa médiation, et qu'ils poursuivraient les pourparlers directs qu'ils ont récemment engagés avec les Etats-Unis. Ils lui ont rappelé que l'ONU avait été partie belligérante dans le conflit qui a ravagé la péninsule de 1950 à 1953, et le demeurait dans l'accord d'armistice.

M. Boutros-Ghali a été le premier secrétaire général de l'ONU à franchir la frontière fortifiée qui divise la péninsule pour se rendre au Nord. Il a dit aux dirigeants de Pyongyang qu'il existait, dans l'organisation dont il est responsable, une *«vraie crainte»* tant pour la stabilité régionale que pour l'avenir du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Pyongyang refuse de permettre une inspection de deux de ses installations nucléaires jugées suspectes. – *(AFP, Reuter.)*

CHINE

Spéculations sur la santé de Deng Xiaoping

L'annonce, mercredi 22 décembre, d'une sortie de Deng Xiaoping, la première depuis près d'un an, a relancé les spéculations sur l'homme qui, à quatre-vingt-neuf ans, demeure le maître du pays bien qu'il n'occupe plus de poste officiel depuis 1990. La presse relate que M. Deng est allé voter pour élire les délégués du quartier ouest de Pékin à l'Assemblée populaire. Mais aucune image n'a été diffusée. La question s'est, dès lors, posée de savoir *«si Deng est allé à l'urne ou si l'urne est venue à lui»*, selon les propos d'un diplomate, ou encore si son état ne serait pas trop pitoyable pour qu'on le montre.

Le 22 janvier, M. Deng a été vu à la télévision présentant, depuis Shanghaï, ses vœux de Nouvel An à ses compatriotes. Il était apparu, frêle et le regard vague, au bras de sa fille Deng Rong. Un journal de Hongkong a aussi écrit qu'il avait, fin octobre, inspecté Pékin en minibus. – *(AFP.)*

ESPAGNE

Le roi Juan Carlos souligne la persistance du «terrorisme fanatique»

«Cette année, des Espagnols sont morts ou ont subi des violences graves du fait d'un terrorisme fanatique, dernier bastion d'un totalitarisme et d'une intolérance que nous pensions définitivement vaincus», a dit le roi Juan Carlos d'Espagne, vendredi 24 décembre, dans son message de Noël à la nation. Vendredi, les médias espagnols ont publié des extraits de lettres que se sont adressées quatre-vingts membres emprisonnés du mouvement indépendantiste basque ETA – en très nette perte de vitesse – qui disent vouloir renoncer à la lutte armée mais redoutent des représailles allant jusqu'à leur élimination physique. Le gouvernement autonome basque a confirmé l'existence de ces lettres. – *(Reuter, UPI.)*

INDE

Le ministre des finances a remis sa démission

Le ministre des finances, Manmohan Singh, a remis, jeudi 23 décembre, sa démission au chef du gouvernement indien. M. Rao décidera dans les prochains jours s'il l'accepte. Architecte des réformes économiques libérales lancées en 1991, M. Singh est mis en cause par une commission parlementaire, pour n'avoir pas su empêcher un scandale boursier portant sur 2,5 milliards de dollars.

En avril 1992, avaient été révélés d'énormes détournements d'argent public. Un courtier de Bombay, Ershad Mehta, plaçait à la Bourse de cette ville des fonds obtenus, grâce à ses bonnes relations officielles, de banques et autres organes financiers. Après des mois d'euphorie, les actions s'étaient finalement effondrées, provoquant la ruine de nombreux porteurs. M. Singh avait été taxé de laxisme, une accusation que la commission d'enquête a donc largement endossée.

SÉNÉGAL

L'expertise historique d'un Français sur la Casamance

La Casamance, région au sud du Sénégal confrontée depuis dix ans à une revendication indépendantiste, *«n'existait pas en tant que territoire autonome avant la colonisation»* française, a affirmé, mardi 21 décembre, un expert français, Jacques Charpie, qui présentait au nom de la France les résultats de ses investigations.

Le témoignage historique de la France sur la Casamance avait été requis par le gouvernement sénégalais et le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC, indépendantiste), lors de la signature d'un accord de cessez-le-feu en juillet.

Selon la thèse de M. Charpie, présentée à Ziguinchor, capitale de la région, aucune région n'avait émis le souhait de bénéficier de l'autonomie au moment de l'indépendance du Sénégal, en 1960. Les résultats des investigations de M. Charpie battent en brèche les thèses du MFDC, qui soutenait que des documents de la période coloniale stipulaient que la France s'était prononcée en faveur de l'indépendance de la Casamance. – *(AFP.)*

EUROPE

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Un « casque bleu » français a été tué en Bosnie

Un « casque bleu » français a été tué, vendredi 24 décembre, par balle, dans la poche musulmane de Bihac, au nord-ouest de la Bosnie. Sa mort est survenue sur la route reliant Velika Kladusa à Coralici, que traverse une ligne de front entre les Musulmans séparatistes du nord de Bihac et ceux du sud rattachés à Sarajevo, peu après le passage du ministre de la défense, François Léotard, en visite dans la région pour la nuit de Noël.

L'adjudant Jean-François Lacombe, du 18ᵉ régiment de transmissions d'Epinal et membre du bataillon d'infanterie français déployé dans la poche de Bihac, a été victime d'une rafale d'arme automatique alors qu'il se trouvait dans une Jeep P4, a-t-on précisé de source militaire.

Le sous-officier a trouvé la mort dans la région contrôlée par les Musulmans séparatistes fidèles à Fikret Abdic. Selon les premières constatations, les tirs venaient des lignes des partisans de ce dernier,.

Son décès, survenu alors que M. Léotard rendait visite à des enfants dans l'hôpital civil de Cazin (sud de la Bosnie), a provoqué un profond émoi au sein du bataillon d'infanterie français, qui préparait activement la veillée de Noël à laquelle devait participer le ministre de la défense.

Après un entretien avec le patron du 5ᵉ corps bosniaque, le général brigadier Dudakovic, soumis à l'autorité de Sarajevo, M. Léotard est allé aussitôt se recueillir quelques instants devant le corps du sous-officier français.

Jean-François Lacombe est le dix-huitième militaire tué dans l'ex-Yougoslavie depuis le début, en avril 1992, de l'engagement militaire français (les « casques bleus » ont eu plus de deux cent soixante blessés, dont certains très grièvement).

L'indignation d'Alain Juppé

A Sarajevo et dans le reste de la Bosnie, combats et pilonnages ont fait de nouvelles victimes vendredi, aucune des trois factions belligérantes ne respectant la trêve décrétée pour Noël. Bien que les bombardements aient légèrement diminué en certains points, un porte-parole militaire de l'ONU a déclaré que l'artillerie serbe attaquait en force les unités musulmanes au nord de la capitale. La radio gouvernementale a fait état de trois morts et de trente-quatre blessés en Bosnie centrale, les forces musulmanes ont lancé de nouvelles attaques contre les lignes croates dans la vallée de la Lasva et dans la région de Vitez. La trêve de Noël, qui était apparemment le seul résultat des discussions de Genève et de Bruxelles devait durer jusqu'au 15 janvier.

A Mostar, la principale ville d'Herzégovine, les tirs de mortier du HVO (milices croates de Bosnie) sur la partie musulmane de la ville ont continué, et des tirs de mitrailleuse lourdes et d'armes légères ont été échangés toute la journée le long des lignes de front.

Les bombardements se sont également intensifiés en Bosnie orientale, sur l'enclave musulmane de Gorazde, atteinte dans la journée de vendredi par quatre cent trente obus tirés par les assiégeants serbes, faisant un mort et neuf blessés. Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé a exprimé son *« indignation »* devant la poursuite des bombardements à Sarajevo, constatant qu'*« une fois encore la parole donnée n'a pas été tenue »* et s'élevant contre la *« barbarie avec laquelle on s'acharne sur cette malheureuse ville »*. Le président bosniaque, Alija Izetbegovic, a pour sa part reproché à l'Union européenne sa *« faiblesse »*. – *(AFP, Reuter.)*

SLOVÉNIE
Zagreb
HONGRIE
CROATIE
Rijeka
Velika Kladusa
KRAJINA
BOSNIE-HERZÉGOVINE
SERBIE
Sarajevo
Knin
Split
Gorazde
Mostar
MONTÉNÉGRO
Dubrovnik
50 km
zones contrôlées par:
les Serbes
les Musulmans
les Croates

Réuni au Turkménistan

Le sommet de la CEI a pris fin sans accord sur l'union économique

Le douzième sommet de la CEI s'est terminé vendredi sans que les douze membres de la Communauté des Etats indépendants parviennent à se mettre d'accord,ni sur les moyens de réaliser une union économique, ni sur une convention sur le droit des minorités.

En revanche, les chefs d'Etat des douze anciennes républiques soviétiques ont eu toute une série de rencontres bilatérales à huis clos,au cours desquelles ils ont évoqué en tête à tête les principales questions existant dans les relations d'Etat à Etat.

Le sommet avait affiché comme principal objectif de commencer à mettre en application l'union économique, sorte de marché commun qui doit unir les anciennes républiques soviétiques. Mais le point principal des discussions, *« la coordination des politiques dans le domaine des prix, des taxes et des douanes »*, a été finalement exclu de l'ordre du jour, les signataires ne parvenant pas à se mettre d'accord.

Toutefois le Turkménistan a adhéré, en tant que membre associé, au traité d'union économique, vaste accord-cadre signé en septembre dernier, rejoignant les neufs premiers signataires (Russie, Biélorussie, Azerbaïdjan, Moldova, Arménie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan). L'Ukraine conserve également un statut de membre associé et la Géorgie, qui vient tout juste de rejoindre la CEI, reste pour l'instant à l'écart du traité d'union économique. Les membres de la CEI, et plus particulièrement la Russie, souhaitaient d'autre part signer une convention par laquelle ils s'engageraient à protéger le droit des minorités. Mais les chefs d'Etat n'ont pu se mettre d'accord et cette question a été, elle aussi, retirée de l'ordre du jour.

Vingt-cinq points ont été adoptés, par lesquels les membres de la communauté expriment leur volonté de *« développer leur coopération »* et leur accord pour maintenir le traité d'union économique. Une présidence tournante de la CEI a été décidée. La première sera assurée par la Russie pour les six premiers mois de 1994. – *(AFP.)*

KARABAKH : échec de la rencontre en Finlande. – L'envoyé spécial du président russe, Vladimir Kazimirov, cité par Interfax, a indiqué, vendredi 24 décembre, que la rencontre sur le Karabakh qui s'est déroulée les 21 et 22 décembre entre des parlementaires azerbaïdjanais et arméniens, et des représentants du Karabakh, sur les îles finlandaises d'Aaland, a débouché sur un échec, en raison des *« positions maximalistes »* des parties belligérantes. Vendredi, l'armée azerbaïdjanaise a lancé une vaste offensive dans le nord et le sud-ouest du Karabakh, a-t-on appris de source officielle arménienne. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

Dans la bande de Gaza

Le Hamas revendique l'assassinat d'un officier supérieur israélien

Le mouvement intégriste palestinien Hamas a revendiqué, vendredi 24 décembre, dans un tract distribué à Gaza, l'assassinat, dans une embuscade, de l'un des chefs des opérations militaires israéliennes pour la bande de Gaza occupée. Selon le chef d'état-major israélien Ehud Barak, la victime, le lieutenant-colonel Meïr Mintz, est le coordinateur des opérations des unités spéciales de l'armée israélienne.

Jamais, depuis sa création, le 14 décembre 1987, le Hamas n'avait réussi à frapper aussi haut l'appareil militaire. Selon le porte-parole de l'armée, trois Palestiniens, cachés derrière un muret, ont ouvert le feu à l'arme automatique sur la jeep à bord de laquelle se trouvait l'officier qui a été tué. Un commandant a été légèrement blessé ainsi que deux soldats, a ajouté le porte-parole. – *(AFP.)*

ÉGYPTE

Tension entre Le Caire et Tripoli après la disparition d'un opposant libyen

La disparition d'Alexandrie, il y a quinze jours, d'un dirigeant de l'opposition libyenne a provoqué une vive tension dans les relations entre Le Caire et Tripoli. La presse égyptienne soupçonne la Libye d'avoir organisé l'enlèvement de cet opposant.

LE CAIRE

de notre correspondant

Les relations égypto-libyennes se sont tendues à la suite de la disparition d'Egypte, il y a quinze jours, de Mansour El Kikhia, chef du Rassemblement national, une des formations de l'opposition libyenne en exil. Les soupçons pèsent sur les services secrets de Tripoli, qui auraient enlevé M. El Kikhia – lequel fut ministre des affaires étrangères de 1972 à 1975 –, le 13 décembre à Alexandrie, où il a été vu pour la dernière fois.

Selon la presse, trois voitures appartenant au service du protocole libyen avaient quitté la ville peu après la disparition de M. El Kikhia, arrivé au Caire fin novembre, en provenance de Paris, afin de participer à l'assemblée générale de l'Organisation arabe des droits de l'homme (OADH), dont il est un des membres fondateurs. C'est d'ailleurs l'OADH qui a été la première à tirer la sonnette d'alarme. Le 16 décembre, l'organisation publiait un communiqué où elle faisait part de *« sa profonde préoccupation »* du fait que l'opposant au régime du colonel Kadhafi pourrait avoir été enlevé, *« en vue de sa liquidation en Egypte ou à l'étranger »*.

L'OADH soulignait que la disparition de M. El Kikhia, qui avait récemment réussi à réunir à Alger les principales formations de l'opposition libyenne en exil, faisait suite à des menaces formulées par des responsables à Tripoli contre les opposants à l'étranger. Elle précisait que les autorités libyennes avaient même donné le feu vert à la liquidation de certains de ces opposants, notamment le lieutenant Abdel Monem El Hawni, en exil au Caire depuis 1975.

Face au silence des médias cairotes officieux sur l'affaire, certains opposants libyens étaient allés jusqu'à accuser le gouvernement égyptien d'avoir passé un accord avec Tripoli, en vertu duquel un extrémiste musulman avait été extradé vers l'Egypte en contrepartie d'une coopération passive dans l'enlèvement. Cette hypothèse a été formellement démentie par le ministère égyptien de l'intérieur.

Soumises à des pressions internationales – notamment celle du président américain Clinton et du secrétaire général de l'ONU, Boutros-Ghali – et intérieures, les autorités égyptiennes ont dépêché à Tripoli Oussama El Baz, directeur du bureau du président Moubarak. Sa mission de trois jours semble s'être soldée par un échec, ce qui explique les critiques, jamais vues depuis cinq ans, de la presse contre la Libye. Seul le bi-hebdomadaire islamiste *El Chaab* défend indirectement la Libye en accusant *« le Mossad* (services secrets) *israélien d'avoir ourdi ce complot, pour porter atteinte aux bonnes relations entre Le Caire et Tripoli »*.

ALEXANDRE BUCCIANTI

BELGIQUE

Albert II appelle ses sujets à la solidarité nationale

BRUXELLES

de notre correspondant

Le roi Albert II a adressé à la nation, vendredi 24 décembre, son premier message de vœux de nouvel an depuis son accession au trône, conformément à la tradition qui veut que le roi effectue cette prestation télévisée au journal du soir, dans la nuit de Noël. Après avoir rappelé l'émotion collective qui a rassemblé la Belgique à la mort de son frère aîné, il a lancé un ferme appel à la solidarité nationale et à la lutte contre les exclusions. *« La solidarité,* a-t-il dit, *implique que l'objectif de l'accroissement de revenu de ceux qui travaillent passe à l'arrière-plan au profit de la défense et de la création d'emplois, surtout pour les jeunes. Il faut innover pour mieux répartir le temps de travail et introduire plus de souplesse dans son organisation. »*

Un passage remarqué de l'allocution a trait au civisme fiscal. En invitant chacun à payer ses impôts, Albert II a tenu compte des remarques de plus en plus insistantes de la gauche wallonne, qui souligne la difficulté d'imposer de nouveaux sacrifices aux salariés alors que la fraude fiscale est un sport national, dans lequel excellent possédants et professions libérales. Des documents mettant en évidence l'ampleur du phénomène ont circulé dans les sphères gouvernementales.

J. de La G.

ITALIE : débat de censure le 12 janvier. – Le débat sur les motions de censure présentées par le député radical Marco Pannella contre le gouvernement de Carlo Azeglio Ciampi aura lieu le 12 janvier 1994, selon le calendrier communiqué vendredi 24 décembre par la présidence du conseil. M. Ciampi a annoncé qu'il rencontrerait les 4 et 5 janvier *« tous les groupes politiques représentés au Parlement »*, avant le débat de censure dans les deux Chambres. Le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, devrait ensuite annoncer rapidement la dissolution du Parlement et des élections législatives anticipées pour mars ou avril. Néanmoins, un tiers des parlementaires italiens lui ont demandé de retarder ces élections pour les faire coïncider avec les élections européennes du 12 juin. – *(AFP, Reuter.)*

Une lettre de l'ancien gouverneur du Fonds de développement social du Conseil de l'Europe

Nous avons reçu de Roger Vanden Branden, ancien gouverneur du Fonds de développement social du Conseil de l'Europe, la lettre suivante après la publication, dans le Monde *daté 7-8 novembre, d'un article sur les activités de cet établissement financier :*

En avril 1992, un audit interne a été prescrit par le conseil d'administration du Fonds de développement social du Conseil de l'Europe qui, statutairement, a tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de celui-ci. Le rapport d'audit a été déposé le 22 octobre 1992. Le gouverneur a présenté ses commentaires sur ce rapport le 17 novembre 1992. Le Conseil a examiné ces documents et transmis son avis au comité de direction, organe politique du Fonds, fin novembre. En décembre 1992, les deux instances sont convenues de mettre en œuvre les recommandations faites par l'audit pour corriger les dysfonctionnements et les insuffisances de formalisation relevés. Un inspecteur a été désigné pour vérifier la mise en œuvre en 1993 de ces recommandations.

Un amalgame a été rapidement fait entre l'essentiel, c'est-à-dire le financement de projets et la gestion financière qui le permet au meilleur coût, et les frais de fonctionnement qui représentent moins de 1 % du financement annuel des projets.

Les projets, rappelons-le, sont sélectionnés et présentés par les États membres. Le secrétariat général du Conseil de l'Europe juge qu'ils sont recevables sur le plan statutaire, politique et social, le gouverneur les évalue du point de vue financier et enfin, le conseil d'administration les approuve ou non. Les projets retenus sont financés sur le produit d'émissions lancées par le Fonds. Les services du gouverneur assurent le suivi.

Les critiques de l'audit portent sur des insuffisances de procédures administratives et de formalisation au niveau de la sélection et du suivi des projets. Dans le cas du Fonds, ces insuffisances – que l'on relève dans n'importe quelle organisation publique ou privée, dès lors qu'elle est soumise à un audit – s'expliquent d'autant mieux qu'il a connu une croissance accélérée. Il est vrai que l'accent a été mis sur l'efficacité et la rapidité d'intervention en faveur des États membres plutôt que sur un alourdissement des structures bureaucratiques. Ainsi, 800 millions d'écus ont-ils été financés en 1992.

Tous les projets ont été instruits et financés selon les règles, avec une équipe limitée à 60 personnes, aucune ressource du Fonds n'a été détournée de son objectif et aucun défaut de remboursement ne s'est produit, sauf dans l'ex-Yougoslavie; le risque a été pleinement couvert par prélèvements sur les revenus propres du Fonds.

Sur le plan financier, tant les auditeurs internes qu'externes, respectivement Castel-Jacquet, Ernst et Young international, Paris et KPMG Fides, Lausanne ont constamment conclu que le Fonds a une structure financière saine résultant de sa gestion financière.

Le Fonds est une institution performante qui a dégagé des bénéfices importants : près de 800 millions d'écus ces 15 dernières années, soit plus de 50 millions en moyenne par an. 100 millions d'écus ont été prélevés pour accorder des prêts bonifiés au taux de 1 %. Ainsi, l'efficacité financière a été mise au service d'objectifs sociaux, sans qu'il soit fait appel au contribuable. Les seuls versements faits par les États membres sous forme de capital représentent moins de 20 millions d'écus en tout depuis la création du Fonds en 1956.

Quant aux frais de fonctionnement, ils n'ont cessé de baisser depuis quinze ans : de 15 % du résultat net en 1979, ils n'en représentent plus que 7 % à l'heure actuelle; de fait ils sont très inférieurs à ceux des autres banques de développement, tant par rapport aux prêts financés qu'aux résultats. Même l'audit interne déclare que *« l'évolution globale* (des dépenses) *montre une progression maîtrisée de frais généraux »*. Si les dépenses globales sont maîtrisées, c'est que les différents postes du budget administratif le sont aussi.

Ainsi en est-il des frais de voyage du gouverneur pour 1991 (111 314 FF comme le rapporte précisément votre journal). Ce chiffre dérisoire par rapport à celui du bilan du Fonds (12 milliards d'écus ou 80 milliards FF pour 1991) est justement à l'image du caractère raisonnable qui a toujours prévalu dans la conduite des affaires du Fonds.

On peut également noter que le gouverneur ne dispose d'aucune voiture de fonction, selon ses vœux, traduisant son sens de l'économie.

Tous les comptes et opérations ont été vérifiés par les audits professionnels et par le comité de surveillance du Fonds; le conseil d'administration a toujours donné au gouverneur le quitus de sa gestion et les États membres, représentés au sein du comité de direction, ont à leur tour, chaque année, donné décharge au conseil d'administration.

Le Fonds autonome de pensions (FAP) des agents du Fonds de développement social (FDS) est, comme son nom l'indique, complètement séparé de la gestion du FDS. Il fonctionne par capitalisation. Les retraits effectués sur le FAP par les agents (dont le gouverneur) constituent la contrepartie exacte des droits à pension acquis. En effectuant ces retraits, bien entendu, les agents renoncent au versement ultérieur des retraites correspondantes. Des études actuarielles remises par les experts indépendants ont confirmé que ces retraits ne portaient pas préjudice à l'équilibre financier du FAP. Ces retraits n'ont jamais requis d'intervention budgétaire des États membres ni nécessité un prélèvement sur les ressources générées par le Fonds supérieur à celui nécessaire pour assurer les droits du régime général de retraite des agents des organisations internationales coordonnées, tels le Conseil de l'Europe, l'OCDE ou l'OTAN.

Les comptes annuels clos ayant reçu l'aval des organes compétents du Fonds et les recommandations de l'audit ayant été progressivement mises en œuvre, rien ne permet d'évoquer un quelconque scandale financier. Il est regrettable que cette campagne de presse ait coïncidé avec le processus d'élection, aux échéances normales, des trois charges électives du Fonds (président du comité de direction, président du conseil d'administration et gouverneur).

Enfin, je confirme que le 15 novembre 1993, j'ai présenté ma démission, qui a été acceptée. Ma décision ne peut cependant en aucune manière être interprétée directement ou indirectement comme une reconnaissance de ma part d'aucun des griefs formulés à mon égard.

[Le comité des ministres du Conseil de l'Europe déplorait dans un communiqué daté du 10 novembre 1993 *« les dysfonctionnements et les irrégularités commises au sein du Fonds de développement social »* (FDS). Les représentants des trente-deux gouvernements membres demandaient en outre au comité de direction du FDS de *« suspendre d'urgence les personnes mises en cause par l'audit »* du cabinet Ernst et Young afin de *« protéger la réputation du Fonds »*.

Le comité de direction acceptait, le 15 novembre 1993, à l'issue d'une journée de délibérations, la démission du gouverneur et décidait de *« poursuivre l'éclaircissement des responsabilités dans les faits révélés par l'audit »*. Selon Catherine Lalumière, secrétaire général du Conseil de l'Europe, il était ainsi ouvert *« une enquête administrative qui pourrait déboucher, éventuellement, sur des poursuites judiciaires »*. – M. S.]





AFRIQUE

ANGOLA

Les négociations entre le gouvernement et l'UNITA pourraient aboutir à un cessez-le-feu dans les prochaines semaines

Les discussions entre les délégations du gouvernement angolais et de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), organisées dans le plus grand secret à Lusaka, capitale de la Zambie, depuis le 15 novembre, ont mené à d'importants progrès. Elles pourraient aboutir à un cessez-le-feu dans les premières semaines de l'année nouvelle.

LUSAKA (Zambie)

de notre envoyé spécial

Ce fut sans doute le point de l'ordre du jour le plus rapidement réglé : mercredi 22 décembre, les négociateurs de l'UNITA et du gouvernement de Luanda qui, sous l'égide de l'ONU, tentent de mettre fin au terrible conflit angolais, se sont mis d'accord sur le désir de passer Noël et le Jour de l'an en famille. Deux jours plus tard, à quelques heures d'intervalle, les deux délégations quittaient Lusaka après cinq semaines de discussions quasi ininterrompues.

Cette suspension, intervenue quelques jours seulement après que l'UNITA eut accusé les troupes gouvernementales d'avoir tenté une opération aérienne pour assassiner son chef, Jonas Savimbi, n'a pas manqué de susciter quelques doutes sur la poursuite du processus. Le représentant des Nations unies en Angola, Alioune Blondin Beye, a assuré vendredi, au cours d'une conférence de presse à Lusaka, que ces réserves n'étaient pas justifiées. Selon lui, les négociations devraient reprendre le 5 janvier et se conclure positivement, à une date encore indéterminée mais proche.

Depuis la reprise des combats, en octobre 1992, c'est la première fois que la paix semble à portée de main. A trois reprises, les négociations avaient avorté. La dernière fois, l'UNITA avait refusé de se retirer des villes et des territoires qu'elle occupe. Ce point délicat semble maintenant réglé : au cours des dernières semaines, le mouvement de M. Savimbi a accepté le principe de la démobilisation et du désarmement de ses troupes. La chose faite, ces dernières seront encasernées pour une durée temporaire. Une partie des soldats de l'UNITA devraient par la suite rejoindre la nouvelle armée angolaise, dont la mise sur pied commencera après la signature formelle de l'accord en cours de discussions.

Garantie de l'ONU

Toute l'opération devrait se faire sous la garantie de l'ONU. L'organisation internationale contrôlera les casernes où seront regroupés les soldats de M. Savimbi; la présence des «casques bleus» devrait interdire que les troupes de Luanda réinvestissent le terrain rendu libre par le retrait de leur adversaire. La mission de l'ONU ne se terminera que lorsque le pouvoir angolais pourra réintégrer toutes ses responsabilités, l'administration civile ayant incorporé des fonctionnaires de l'UNITA et la nouvelle armée étant sur pied.

Par bien des aspects, ce plan ressemble à celui mis en place à l'issue des accords d'Estoril, qui, en 1991, étaient censés mettre fin à seize ans de guerre civile. Il diffère cependant sur un point essentiel. A l'époque, l'ONU, qui n'avait qu'une mission d'observation, n'avait déployé que quelques centaines de soldats. La faiblesse de ses effectifs avait interdit d'imposer le désarmement que l'UNITA ne respectait pas.

Cette fois, il est question de confier aux Nations unies un rôle moins passif; cinq mille à dix mille «casques bleus» devraient être mobilisés. Ce qui, après le bourbier bosniaque, les difficultés somaliennes, les prudences haïtiennes et les lenteurs mozambicaines, est loin d'être évident.

Les deux parties sont également convenues de la nécessité de désarmer les civils. Des centaines de milliers d'armes sont dispersées dans tout le pays – on parle de sept cent mille rien qu'à Luanda – et l'opération ne pourra qu'être lente et délicate. L'accord sur la police n'est en revanche pas encore finalisé, bien que l'on assure, du côté des négociateurs, qu'il est en bonne voie.

La création d'une force de police anti-émeutes, à la veille des élections gâchées de septembre 1992, avait suscité la colère de l'UNITA, qui y voyait une tentative du gouvernement de contourner le contenu des accords de paix signés un an auparavant. L'affaire n'avait pas été pour peu dans le raidissement des deux protagonistes. Aujourd'hui, l'UNITA serait sur le point d'accepter le maintien de cette force de police, à condition qu'elle puisse participer à son contrôle et y fondre une partie de ses troupes.

Pas de nouvelles élections

Demeure en discussion tout ce qui, dans l'ordre du jour, relève de la rubrique «réconciliation nationale». Il y a encore quelques mois, l'UNITA réclamait un gouvernement de transition d'une durée de vie de deux ans, l'annulation des résultats électoraux jugés frauduleux et la préparation de nouvelles élections. On n'en est plus là. Il est aujourd'hui question d'un gouvernement dont le noyau serait constitué par l'équipe actuellement au pouvoir à Luanda, mais qui s'ouvrirait à plusieurs ministres issus de l'UNITA.

La discussion porte sur les portefeuilles qui lui seront concédés. Il semble acquis qu'ils le seront dans des domaines qualifiés d'*«importants»*. Dans l'armée, plusieurs généraux de l'UNITA devraient accéder à des postes de haute responsabilité. Le général Arlindo Pena, «Ben Ben», neveu de M. Savimbi et chef d'état-major de ses forces, semble assuré de devenir le chef d'état-major adjoint de la nouvelle armée. L'UNITA n'a pas remis en cause le statut du chef de l'Etat, le président José-Eduardo Dos Santos. Bien que soumis à l'exigence d'un second tour, qui n'a jamais eu lieu pour cause de reprise de la guerre, le président, par la vertu d'un amendement provisoire à la loi électorale, devrait rester chef de l'Etat jusqu'à expiration de son mandat théorique, dans quatre ans.

Quant au statut de M. Savimbi, il est toujours en discussion. Il semble prévu de lui accorder immunités et privilèges, afin de faire de lui une personnalité apte à remplir certaines fonctions de prestige qui restent à définir. Dans l'état actuel des choses, personne n'a intérêt à se soumettre à des élections : ni l'UNITA, qui peut craindre la désaffection d'un électorat qui la rendrait responsable de la reprise des hostilités, ni le gouvernement qui, étant donné le désenchantement général, ne réalisera pas son score de l'an dernier.

Un certain optimisme régnait vendredi à Lusaka sur la suite des négociations, les observateurs espérant que le dossier serait définitivement bouclé à la fin de janvier. Si tel était le cas, les états-majors des deux armées se réuniraient dix jours plus tard pour mettre au point les dernières modalités techniques. Cinq jours après, l'accord final serait signé. Dès cet instant, le cessez-le-feu entrerait solennellement en vigueur.

GEORGES MARION

ÉTHIOPIE

L'opposition appelle à la formation d'un gouvernement de coalition

NAIROBI

de notre correspondant en Afrique orientale

Les participants à la Conférence pour la paix et la réconciliation, organisée par l'opposition éthiopienne du 18 au 22 décembre à Addis-Abeba, se sont séparés mercredi 22 décembre en appelant à la formation d'un gouvernement intérimaire de coalition pour gérer le pays dès la fin du mois de janvier prochain.

C'est à cette date que devait s'achever, en principe, la période de transition de deux ans et demi, selon la Charte élaborée par le régime en juillet 1991, quelques semaines après l'arrivée au pouvoir du président Meles Zenawi. Mais ce dernier vient de reporter à juin 1994 l'élection de l'Assemblée constituante qui doit adopter un nouveau texte fondamental. Les opposants contestent donc la légitimité du gouvernement durant ce laps de temps.

Tentative d'unification de l'opposition

Les délégués ont également demandé la libération des sept opposants arrêtés à leur descente d'avion à la veille de l'ouverture de la conférence (*le Monde* daté 19-20 décembre), opposants avec lesquels un collectif d'avocats cherche aujourd'hui à entrer en contact. Parmi eux figurent l'ancien ministre de l'éducation Ibssa Goutema, membre du Front de libération oromo, et Mme Ghennet Girma (*le Monde* du 23 décembre), qui étaient en exil à Paris.

Le gouvernement a annoncé vendredi la libération de l'une des personnes arrêtées, Alemayehou Deressa, détenteur d'un passeport suédois. Mais l'agence de presse éthiopienne ENA a indiqué qu'un autre opposant, Lencho Leta, vice-secrétaire général du Front de libération oromo (OLF), avait été arrêté la nuit précédente alors qu'il rentrait d'exil du Canada afin de *«remplacer Ibssa Goutema»*.

Durant la conférence, très surveillée par les services de sécurité éthiopiens, un partisan de la Coalition démocratique des peuples du sud de l'Ethiopie a été arrêté et détenu pendant quarante-huit heures, selon M. Abebe Arerou, porte-parole de la conférence et lui-même incarcéré pendant une journée, le 17 décembre. Le gouvernement a déclaré mercredi que les personnes interpellées seraient jugées. *«Il s'agit soit de responsables de l'ancien régime, soit de membres d'organisations qui mènent actuellement des opérations terroristes dans le pays»*, explique le communiqué.

Les représentants de l'opposition ont enfin décidé de créer un Conseil des forces démocratiques. Une tentative d'unifier les différents mouvements d'opposition, afin de doter les adversaires du régime de la crédibilité qui leur fait défaut.

JEAN HÉLÈNE

AFRIQUE DU SUD : un collaborateur du secrétaire général adjoint de l'ANC assassiné. – La police a indiqué, vendredi 24 décembre, que Patford Shuma, un collaborateur du secrétaire général adjoint du Congrès national africain (ANC), Jacob Zuma, a été tué par balles, jeudi, près du centre de Johannesburg. D'autre part, huit personnes, dont trois femmes et un bébé, ont été tuées par balles, et quatre blessées, jeudi, lors d'une attaque dans un camp de squatters près du port de Durban, a indiqué la police. – *(AFP.)*

ASIE

INDONÉSIE

Le régime fixe des limites à son ouverture politique

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du sud-est

Face à des manifestations sporadiques, notamment dans certaines villes de l'île de Java, le président Suharto a fini par réagir en fixant les limites de l'ouverture à laquelle il avait lui-même appelé en août. Arrêtés le 14 décembre alors qu'ils manifestaient dans l'enceinte du Parlement à Jakarta, 21 étudiants vont être traduits en justice sous l'inculpation d'outrage au chef de l'Etat. S'ils sont jugés coupables, ils peuvent subir une peine de six ans de prison. Arrêté en novembre lors d'une manifestation en faveur de la suppression de la loterie d'Etat, Nuku Suleiman, leader d'une organisation humanitaire, sera aussi inculpé du même chef.

Ces derniers mois, les étudiants arrêtés lors de manifestations publiques avaient été aussitôt relâchés. Le gouvernement a même donné satisfaction en novembre aux musulmans qui, invoquant des raisons religieuses, ont réclamé la suppression de la loterie. Mais la manifestation du 14 décembre a provoqué un durcissement du pouvoir.

Ce jour-là, une centaine de personnes, dont des étudiants, qui avaient pénétré dans l'enceinte du Parlement, ont réclamé que les députés se réunissent en session spéciale pour déterminer la part de responsabilité du président Suharto dans ce qu'ils ont qualifié d'*«affaires qui ont provoqué de nombreuses victimes»*. Il pourrait s'agir de références soit aux quatre manifestants tués le 25 septembre alors qu'ils protestaient contre la construction d'un barrage, soit même au massacre de Dili (Timor-oriental), lequel remonte au 12 novembre 1991.

Le gouverneur militaire de Jakarta a fait savoir que les manifestations ne seraient plus tolérées dans la capitale. Surtout, s'adressant à des journalistes indonésiens à bord de l'avion qui le ramenait, le 17 décembre, de New Delhi, le président Suharto a adressé un avertissement direct à ceux qui exploitent la démocratie à leurs propres fins, ajoutant que leurs mouvements lui rappelaient les méthodes du PKI, le Parti communiste indonésien interdit en 1966. *«Nous devons demeurer en état d'alerte»*, aurait-il déclaré.

Des manifestations d'étudiants se sont pourtant poursuivies dans quelques villes, notamment à Surabaya et à Malang (Java). Le gouvernement a alors fait savoir que les jeunes gens arrêtés le 14 décembre seraient traduits en justice, ce qui n'a cependant pas mis fin aux manifestations. Un Front d'action des étudiants demandent la libération des inculpés. L'armée semble appuyer Suharto, réélu pour un sixième mandat consécutif en mars. Mais, de leur côté, les étudiants paraissent mieux organisés et plus déterminés. L'issue de la crise sera donc un test de la libéralisation envisagée il y a cinq mois, par le président.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFGHANISTAN : le général Dostom reprend une ville stratégique. – Le général Dostom a recouvré sans combat, jeudi 23 décembre, le contrôle de Sher-Khan-Bandar, indique un de ses officiers. Le chef de la milice ouzbèke procommuniste à présent ralliée au président Rabbani s'était vu enlever, en novembre, cette position stratégique du nord de l'Afghanistan (située sur l'Amou Daria, elle est frontalière du Tadjikistan) par la faction islamiste Ittehad, pourtant elle aussi proche du chef de l'Etat. M. Rabbani avait dépêché une délégation dans cette ville, qui est un point de passage pour le rapatriement des Tadjiks ayant fui la guerre civile de leur pays. – *(Reuter.)*

LOIN DES CAPITALES

Erdenet, ancien «joyau» industriel



ERDENET

de notre envoyé spécial

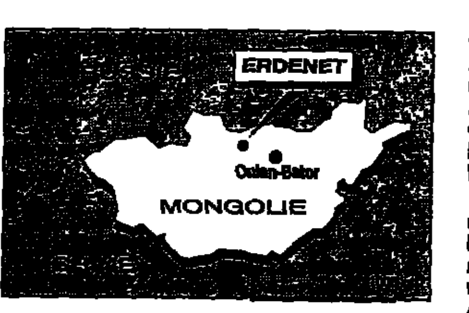
Si Erdenet n'existait pas, il faudrait l'inventer. Il y a là, sur ce qui fut le registre communiste, une sorte d'extravagante poésie dans cette gigantesque mine à ciel ouvert où s'activent des engins d'excavation à la silhouette d'insectes préhistoriques surdimensionnés ; dans ces bouillonnements inquiétants, au creux de cuves où une mystérieuse alchimie, assistée d'une mécanique obsolète, sépare le molybdène, métal entrant dans la composition d'aciers spéciaux, du cuivre ordinaire, pour rejeter dans un lac artificiel de monstrueuses quantités d'eau, de roche broyée et d'ingrédients chimiques divers, mixture au mieux inutilisable, au pire fatale pour les environs en cas d'infiltration souterraine ou de rupture de barrage.

Et surtout, dans cette ville dont plus personne, à commencer par son maire, ne sait où se trouve la clé, en ces temps où l'on se demande en quoi consiste la rationalité économique des réalisations sublimes saupoudrées par la «patrie des travailleurs» hors de ses frontières.

A 425 kilomètres au nord-ouest d'Oulan-Bator, et à trois fois moins au sud de la frontière russe, Erdenet – en langue mongole, *«Montagne au trésor»*, mais la montagne a été rasée pour cause de gisement – est «le» joyau d'industrialisation «offert», au titre de l'internationalisme, par les tenants de Lénine au peuple nomade de Genghis Khan. Problème : déterminer la finalité exacte de cet ensemble humain de 62 000 personnes, implanté en 1978 sur un morceau de terrain vallonné où, de l'aveu général, *«il n'y avait strictement rien auparavant, que des pâturages»*.

Pour atteindre Erdenet quinze ans plus tard, il faut déjà le vouloir intensément. L'avion est quasiment exclu en raison de la pénurie de kérosène. La bretelle de chemin de fer reliée à la ligne Oulan-Bator-Moscou n'est pas faite pour les passagers. Venir de Russie est inimaginable : il n'y a pas de route.

On peut trouver à Oulan-Bator une voiture susceptible de supporter le trajet de sept heures – par beau temps – sur ce que les cartes baptisent *«route améliorée»* : tronçons d'un méchant macadam transpercé de nids ayant dû appartenir à des poules colossales, alternant avec une piste de terre qui coupe à travers les espaces de steppe. Encore faut-il que le propriétaire du véhicule ait accès à une pompe à essence pour constituer une provision permettant de faire l'aller-retour.



Bien sûr, c'est là exactement ce qui attend l'inconscient qui envisage d'aller à Erdenet. Si l'on excepte les plus de 2 000 Russes, familles incluses, qui y travaillent au titre de la société mixte russo-mongole détentrice des droits d'exploitation de la mine. Ou encore quiconque, Mongols compris, se faisant une idée plus altière de la façon de rejoindre le poumon économique d'un pays. Car c'est bien la place que tient, en Mongolie, le *«combinat CuMo»* (pour : Cuivre-Molybdène) d'Erdenet. La faucille, le marteau, le méga-portrait de Lénine ne doivent pas tromper. Il s'agit ici de la seule entreprise industrielle du pays en mesure de faire quelque profit. L'inconvénient réside dans le coût socio-économique.

«Il faut que ça change»

Sans la mine, Erdenet n'existerait pas. Le paradoxe, savoureux mais pas pour tout le monde, réside dans le fait que la ville ne tire aucun bénéfice de cette mine, dont la part mongole est propriété du gouvernement. Le maire, Choijilsuren Dorjpalam, s'en plaint : à l'entendre, la seule contribution de l'exploitation au budget municipal est *«la fourniture d'une partie de l'eau chaude»* à sa ville.

Erdenet-la-cité, exemple encore à peu près décent de ville industrielle soviétique dans son architecture comme dans ses services sociaux, possède bien des parts dans quelques autres entreprises créées autour de la mine : une usine de tapis, une menuiserie industrielle, trois entreprises fraîchement privatisées de produits alimentaires... Mais rien de cela ne permet d'envisager les profits que l'on attendrait dans une ville-champignon de ce type. Résultat : le salaire mensuel moyen à Erdenet-ville est de 4 000 tugriks (au marché libre : 10 dollars américains), tandis que le salaire le plus bas à Erdenet-mine est deux fois plus élevé.

Cette prospérité, relative il est vrai, pourrait ne pas durer. Le gisement est exploitable pour cinquante ou soixante-dix ans, mais il faudra bientôt renouveler les équipements de la mine, précocement périmés. Avec quel argent, nul ne sait. En outre, la production – 125 000 tonnes avant 1992 – a tendance à fléchir du fait des difficultés à l'alimenter en énergie depuis Oulan-Bator.

Tout cela ne serait que désarroi conjoncturel si Erdenet pouvait fonctionner dans une réelle logique économique. Naguère vanté comme le *nec plus ultra* de l'industrie exportée sous Brejnev, le complexe fut conçu pour vendre aux pays du COMECON un produit utilisé dans des industries de pointe. Aujourd'hui, la production sert principalement, par le jeu du troc entre la Russie et la Chine imposé par le gouvernement, à financer les importations de la Mongolie ou ses remboursements d'emprunts. Aucune autre entreprise mongole n'est en mesure de fournir un équivalent en devises.

M. Choijilsuren, le maire, âgé de trente-huit ans, membre du Parti communiste encore au pouvoir, convient qu'il y a là un problème. *«Il va falloir que les choses changent.»* Comment ? C'est un peu la question qu'ont posée au régime les «prolétaires» d'Erdenet en votant, le 6 juin, à plus de 70 % pour le président Otchirbat, devenu candidat de l'opposition contre les mainteneurs désorientés du système communiste.

FRANCIS DERON

POLITIQUE

Les budgets des conseils régionaux

Basse-Normandie : les écologistes s'associent à la majorité UDF-RPR

CAEN

de notre correspondant

Le projet de budget du conseil régional de Basse-Normandie, présenté par René Garrec (UDF-PR), a été adopté, sans difficulté, par les vingt-quatre élus de la majorité de droite, auxquels se sont ralliés les trois élus Verts, parmi lesquels Didier Anger, ancien porte-parole du mouvement, et les trois élus de Génération Écologie. Le groupe socialiste, composé de neuf membres, le seul élu communiste et les cinq élus du Front national ont voté contre.

D'un montant de 1,562 milliard de francs et en augmentation de 22 % par rapport à l'année précédente, le budget de 1994 donne une large priorité aux communications. Les impôts régionaux devraient augmenter de 40 %, mais, a assuré M. Garrec, *« ils ne bougeront plus »* pendant les autres années du contrat de plan.

J.-J. L.

NORD-PAS-DE CALAIS : des élus de Génération Ecologie soutiennent Marie-Christine Blandin. – Un groupe d'élus écologistes de plusieurs régions, qui cherchent à s'organiser en *« sensibilité »* au sein du mouvement dirigé par Brice Lalonde, sous le label « L'écologie autrement », a lancé un appel, jeudi 24 décembre, pour soutenir Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, dont le projet de budget pour 1994 a été rejeté (*le Monde* daté 19-20 décembre). *« L'abstention des cinq élus de Génération Ecologie est incompréhensible pour l'opinion »*, estiment ces conseillers régionaux, en demandant que le prochain conseil national de GE, prévu pour le 30 janvier, soit saisi de ce problème.

POITOU-CHARENTES : adoption du budget régional. – Le budget du conseil régional de Poitou-Charentes a été adopté, jeudi 23 décembre, par trente voix (UDF, RPR, Chasse, Pêche, Nature et Traditions et Génération Ecologie) contre vingt-cinq (PS, PCF, Verts et Front national). Ce budget se traduit par une augmentation de la pression fiscale de 5 % et par la volonté de maîtriser l'endettement à 100 millions de francs par an. *(Corresp.)*

Après avoir traversé une crise

La fédération du RPR de Guyane est restructurée

CAYENNE

de notre correspondant

Léon Bertrand, député (RPR) de Guyane, a été élu, jeudi 23 décembre, président de la fédération néogaulliste de ce département d'outre-mer. Cette fédération a été restructurée après la démission, en octobre dernier, de plusieurs responsables et de militants gaullistes de longue date. Le secrétaire départemental du RPR guyanais, nommé sur proposition du secrétaire général, est Alain Beney.

Eustase Rimane, maire de la cité spatiale de Kourou, a été désigné président d'honneur de la nouvelle fédération. M. Rimane est présenté comme un de leurs proches par les dissidents qui ont quitté le mouvement. Longtemps rival de M. Bertrand, l'ancien député Paulin Bruné, qui s'était éloigné du RPR, prend, pour sa part, la tête d'un comité de réflexion chargé d'évaluer les propositions de quinze commissions techniques mises en place au sein de la fédération.

En octobre, Richard Joigny, président du comité départemental, Roland Ho-Wen-Zsee, secrétaire départemental et conseiller régional, ainsi que Maude Rullier, ancien secrétaire départemental, avaient donné leur démission du RPR pour protester contre la réorganisation de la fédération autour de M. Bertrand. Au début du mois de décembre, ces trois démissionnaires ont créé un nouveau mouvement politique, le Rassemblement pour la Guyane dans la République (RPGR), qui s'affirme *« gaulliste et chiraquien »*.

EDMOND FRÉDÉRIC

Fondateur de la librairie Ogmios

Jean-Dominique Larrieu a été incarcéré à la Santé

Dans son dernier numéro daté 23-29 décembre, *le Nouvel Observateur* se demande « Où est passé le libraire des nazis ? ». Cet hebdomadaire se penche ainsi sur Jean-Dominique Larrieu, fondateur de la librairie Ogmios, dont les nouveaux locaux, rue Saint-Honoré, ont récemment fait l'objet d'une visite de la brigade financière du premier cabinet de délégation judiciaire (*le Monde* daté 19-20 et du 23 décembre). Dans l'article qu'il lui consacre, *le Nouvel Observateur* indique que, sous le coup de poursuites financières, M. Larrieu est en cavale.

Ce n'est plus le cas depuis le 22 décembre. Interpellé, la veille, dans la librairie de la rue Saint-Honoré par des policiers munis d'un mandat d'amener, M. Larrieu a été mis en examen par un juge d'instruction de la neuvième section du parquet et incarcéré à la prison de la Santé. Il est poursuivi dans le cadre d'une information ouverte pour banqueroute, détournement d'actifs, défaut de comptabilité et infraction à l'interdiction de gérer.

Au cours d'une précédente opération, le 16 décembre, la police n'avait pu procéder à l'arrestation de M. Larrieu qui était absent. Quatre dirigeants de cette librairie, qui s'est fait connaître, notamment, pour la diffusion d'ouvrages antisémites et négationnistes, avaient été interpellés et entendus par le juge d'instruction. Au cours de leur perquisition, les enquêteurs avaient saisi des livres interdits à la vente.

O. B.

EXTRÊME DROITE : le MRAP demande la dissolution de l'Œuvre française. – Dans un télégramme adressé au premier ministre, Edouard Balladur, le 17 décembre, le secrétaire général du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Mouloud Aounit, réclame la dissolution administrative de L'Œuvre française, groupuscule antisémite d'extrême droite. La Ligue international contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) avait formulé la même demande auprès du président de la République (*le Monde* du 23 décembre).

COMMUNICATION

L'information continue séduit les radios généralistes

France-Info et ses clones

Le succès croissant de France-Info donne des idées aux radios françaises et... européennes. A RMC et Europe 1, les rendez-vous « tout-info » se multiplient (*le Monde* du 23 décembre). Mais la station de la rue François-Iᵉʳ étudie aussi le projet d'une chaîne d'information continue parisienne, tandis que la BBC va lancer, sur le modèle de la radio de service public française, une station « sports and news ».

Masculin féminin, *Made in USA*... Dans le cinéma des années 60, la radio qui plante le décor s'appelle Europe nº 1. En 1974, quand le Bébel du film *Peur sur la ville* libère des otages retenus dans un immeuble du front de Seine, face à la « maison ronde », les voitures qui l'encerclent portent encore le logo de la station de la rue François-Iᵉʳ et sa couleur – orange. Les temps ont changé. Dans le dernier film d'Olivier Assayas, on entend France-Info. Chez « les Guignols » de Canal Plus, quand la marionnette de Jacques Chirac veut savoir si elle est enfin devenue président, c'est en écoutant cette station. La radio qui signe les années 90 s'appelle bien France-Info. Avec les 4,2 millions d'auditeurs dont la crédite la dernière vague Médiamétrie (9,2 points d'audience cumulée), France-Info fait impression. Née un matin de juin 1987 dans le giron d'un service public accusé à l'époque de tous les conservatismes, France-Info inaugure alors un concept unique en Europe : une radio – nationale – d'information continue, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, avec un journal de sept minutes toutes les demi-heures, des grands titres de l'actualité repris tous les quarts d'heure, le tout « emballé » par des chroniques régulières. Près de sept ans plus tard, France-Info se situe à la première place des radios dans trois grandes villes du Sud – Toulouse, Perpignan, Montpellier. En Ile-de-France, elle talonne les deux « grandes » généralistes, RTL et Europe 1, et dépasse même France-Inter (1).

Une radio « livre d'heures »

Plusieurs raisons président à ce succès. *« Nous avons saisi au vol une idée qui finissait par s'imposer*, se souvient Jérôme Bellay, actuel directeur d'antenne de RMC, qui participa à la conception de France-Info avec le directeur de Radio-France d'alors, Roland Faure, aujourd'hui membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). *L'autorisation des radios libres a cassé le monopole des quatre grandes radios généralistes, sans que personne ne bouge. En quelques années, ces quatre stations avaient vu 30 % de leur audience s'enfuir vers la FM. J'ai compris que les comportements d'écoute avaient changé, et que l'avenir était au thématisme. »*

Jérôme Bellay reprend le vieux *« rêve »* de Roland Dhordain : une radio, confiait ce dernier à la presse en créant France-Inter, en 1963, *« qui soit à la fois un livre d'heures et un calendrier »* (2). En 1987, sur une page blanche, en tablant sur *« vingt à trente minutes d'écoute maximum »* pour chaque auditeur, il imagine la grille de la future station. Mais la radio échappera vite à son Pygmalion. *« France-Info a inventé quelque chose qui n'était pas prévu au programme : un auditoire de personnes qui, au lieu de zapper de temps en temps, entre « leur » radio et France-Info, se contentent de France-Info. Et d'elle seule. »* Le 1ᵉʳ juin 1987, quelques mois après la présentation du projet, France-Info diffuse sur 105,5 points dans sept villes : une chance qui n'est pas étrangère à son succès. Aujourd'hui, ses programmes, relayés par cent quarante émetteurs très puissants (la première radio de France, RTL, n'en compte que cent quatre, et Europe 1, cent dix) touchent 70 % de la population française. Mais pas seulement elle : *via* le satellite Eutelsat II, la radio d'information continue diffuse à travers toute l'Europe (« le Monde Radio-Télévision » daté 7-8 novembre). Avec une fréquence identique dans de nombreuses grandes villes, alors que celles des généralistes et des réseaux musicaux varient de colline en colline, la radio de service public a gagné ce dont rêvent tous les réseaux : un repère mnémotechnique dans la jungle de la bande FM. France-Info a su aussi exploiter le riche « réservoir » de trente-neuf stations locales et de dix bureaux à l'étranger que constitue le réseau de correspondants de Radio-France. Enfin, France-Info a bénéficié d'une « conjoncture de crise », et s'est laissée porter par les événements. *« Le premier micro-auditoire a été conquis avec le « krach » boursier d'octobre 1987 »*, se souvient Roland Faure. Les secousses liées à la démocratisation en Europe de l'Est et, bien sûr, la guerre du Golfe, durant laquelle Europe 1 a d'ailleurs elle aussi proposé une semaine d'informations non stop, ont fait le reste. La radio « tout-info » augmente chaque année sa part de marché sans qu'aucune dépression de l'actualité ne l'affecte réellement.

Du « complexe France-Info » au panachage

Car France-Info a compris qu'elle était, d'abord, une radio de services. Une radio faite pour les gens surinformés, au rythme de vie rapide. Son public de cadres citadins, souvent publiphobes ressemble à celui de France-Inter, en plus jeune. On y trouve, toute la journée, ce que les généralistes n'offrent que lors de leurs « peak-times », ces deux records d'audience qu'enregistrent toutes les radios entre 7 et 9 heures du matin et entre 18 et 20 heures. France-Info est une « radio self-service », selon l'analyse qu'en a dressé Information et Publicité (IP, la régie publicitaire de RTL, Fun radio, etc.). Sa courbe d'audience quotidienne détaillée heure par heure le confirme. Sans être aussi « plate » que la courbe – rêvée et unique en son genre – d'une autre station thématique, Radio-Classique, les fameux « pics d'audience » y sont moins accentués que chez les grandes stations d'information, comme Europe 1 ou RTL. Bref, France-Info s'écoute toute la journée.

On entre, on sort. Mais France-Info est aussi, du coup, la radio qui bénéficie de la plus faible durée d'écoute moyenne. Même si cette dernière ne cesse de s'accroître, comme si de plus en plus d'auditeurs étaient tentés d'écouter l'info en train de se construire (3). Autre obstacle, *a priori*, à une fidélisation de son public, France-Info est sans doute la radio la plus « inhumaine » qui soit. Son ton, monocorde, exclut quasiment tout vedettariat des journalistes ou des chroniqueurs : Yolaine de la Bigne et son célèbre *« Quelle époque, quelle époque épique ! »* pimente souvent à elle seule des chroniques très « basiques ».

Et à côté d'un Nicolas Poincaré qui baroude d'une guerre à l'autre, beaucoup de reporters sont noyés dans une information anonyme... « Media fast-food », France-Info incarne, jusque dans sa froideur, les nouveaux modes de consommation, et préfigure à sa manière les futurs journaux personnalisés, livrables sur imprimante ou sur fax et consultables à domicile.

Peu lui importe, à vrai dire, qu'on la traite de radio « prêt-à-penser » ou qu'on la juge « plan-plan » (la grille n'a guère évolué depuis 1987), institutionnelle. *« Nous ne sommes pas France-Inter*, argumente Pascal Delannoy, son directeur de la rédaction, *notre rôle n'est pas de commenter l'information. »* Seule radio nationale d'information continue, France-Info se laisse peut-être aller à une paresse qui guette tout programme que n'aiguillonne pas un ou des concurrents. Mais sa réussite, dans un secteur où prédominent aujourd'hui les logiques de groupes, fait éprouver aux autres stations un « complexe France-Info ». Et ici et là éclosent des velléités d'enfanter, sinon des clones, du moins des variantes de ce nouveau « format » radio.

A côté de nouvelles radios thématiques – comme « Rire et chansons », sorte de grand magasin de sketches et de « tubes », en pleine progression à Paris et dans l'Ile-de-France –, nombreuses sont celles, qui déclinent ou souhaitent décliner la ligne de l'information. Les essais se font d'abord par petites touches, sur des tranches. Pionnier de France-Info, Jérôme Bellay, actuellement directeur de l'antenne de RMC, tente ainsi de regagner des auditeurs en proposant, sur un rythme plus enlevé, de longues plages mêlant information, sports et interactivité. Il n'a, pour le moment, réussi qu'à « rajeunir » l'audience de la station monégasque. Plus payante, la tranche du soir d'Europe 1 (22 heuresminuit), animée par Pascale Clark et Christophe Delay, témoigne de ce que pourrait être une radio « tout-info » plus parisienne et plus tonique. Avec ses rubriques malignes – la reprise des titres des journaux télévisés de 20 heures, par exemple –, son ton très personnel et très enlevé, « Europe nuit » tranche sur le rythme un peu monocorde et le traitement plus « institutionnel » de l'actualité de France-Info. La récente refonte du « 5-9 » d'Europe 1 s'inscrit dans la même lignée (*le Monde* du 23 décembre).

Contre-programmation astucieuse au « tout-musical », plages offertes en test à de nouveaux journalistes, ces nouvelles tranches sont sans doute autant de manières d'éprouver des projets radiophoniques plus vastes. Le coup d'envoi est déjà donné. BFM, la radio « tout éco-tout info » (Paris, 96,4), vient de fêter son premier anniversaire. Radio des cadres actifs, des « golden boys » des années 80 et de cette génération qui interroge pendant trente minutes, sans complexes, un directeur de musée sur ses comptes, la FM d'information économique n'a cependant pas réussi à percer. *« France-Info ne s'est pas faite en un jour*, rappelle Denis Poncet, le directeur de la rédaction. *L'économie est en perpétuel mouvement. C'est avec des événements successifs, comme les négociations sur le GATT, que nous pourrons construire lentement un auditoire. »* Les nouveaux projets s'orientent aujourd'hui dans deux voies différentes, pas forcément contradictoires. D'une part, le « tout-info » de proximité, à l'image des réseaux américains qui, depuis les années 60, fédèrent les chaînes d'information continue installées dans différentes villes ; d'autre part, le « panachage » de l'info avec une autre « thème », comme la musique ou le sport. *« L'audience des généralistes va continuer à s'effriter*, analyse Jérôme Bellay. *Chaque chaîne va être obligée de s'identifier. L'heure est au bi ou au tri-thématisme, avec une prime à l'info, dont les gens sont particulièrement demandeurs. »* Ainsi Radio-Classique, qui mêle musique classique et rendez-vous d'information économique, enregistre un tel succès à Paris qu'elle dépasse, en audience cumulée, NRJ, Skyrock ou Fun (4). Après une étude approfondie du « phénomène France-Info » à Paris, la BBC s'apprête à lancer fin mars 1994 une chaîne *« sports and news »*.

Les divergences qui se font jour à Europe 1 témoignent de l'importance de l'enjeu et des choix. Rue François-Iᵉʳ, on s'interroge sur la forme que pourrait revêtir un troisième réseau, thématique (après le programme musical Europe 2), dès que la réforme de la loi sur l'audiovisuel aura définitivement fait « sauter » les verrous anticoncentration (*le Monde* du 11 décembre). Certains estiment qu'il faut résister à la tentation de développer un « France-Info commercial », lourd en investissements, et qui n'aurait pas sa place dans le paysage radiophonique français. D'autres y voient une piste nouvelle pour la station.

La mise en place d'une radio d'info continue pour Paris et l'Ile-de-France, si elle voit le jour, témoignerait du développement que souhaite prendre Europe 1. Pour l'instant, elle se contente de « conseiller » Radio-Tour Eiffel, la radio de la mairie de Paris (95,2), en peaufinant, sous la houlette d'Edouard Pellet, une grille très nerveuse qui intègre les cours des marchés de la rue de Lévis et de la rue d'Aligre (« Paris prix »), les « Capitale, mode d'emploi » et les rubriques « Circulation », où l'on hésite pas à donner l'adresse d'une... pré-fourrière. Toutefois, Jean-Pierre Ozannat, directeur général d'Europe 1, dément vivement que cette aide logistique teste ou préfigure le lancement d'une radio d'information continue parisienne ou le premier « pion » d'un troisième réseau. Officiellement, on se contente de continuer à regretter, à Europe 1 comme à RTL, de s'être laissé « griller », il y a six ans, par France-Info...

ARIANE CHEMIN

(1) RTL (21,8 %), Europe 1 (16,5 %), France-Info (11,9 %), France-Inter (11,5 %). Ces chiffres représentent l'audience cumulée des stations, c'est-à-dire le nombre de personnes de plus de quinze ans ayant écouté la station au moins une fois dans la journée, quelle que soit la durée de leur écoute. Le point d'audience cumulée représente 85 710 personnes en Ile-de-France, d'après l'enquête « 75 000 Médiamétrie, Ile-de-France, avril-juin 1993 ».

(2) Cité par Jean-François Remonté dans *les Années radio 1949-1989* (Editions l'Arpenteur, 1989).

(3) 69 minutes, en janvier-février 1988, 74 minutes en janvier-mars 1993, 81 minutes en septembre-octobre 1993.

(4) Radio-Classique : 6,3 points d'audience cumulée ; NRJ : 5,4 points ; Skyrock et Fun : 4,7 points. En parts de volume d'écoute, Radio-Classique se classe en cinquième position, derrière RTL (16,4 %), France-Inter (13,8 %), Europe 1 (10,3 %) et France-Info (7 %).

EN BREF

Lancement du « Revenu français hebdomadaire ». – Le groupe de presse spécialisé en économie et finances et en aéronautique Le Revenu français, qui publie les magazines *le Revenu français*, et *Air et cosmos*, *Interavia*, etc., mais qui contrôle aussi un service Minitel, des guides et des lettres confidentielles, a lancé jeudi 17 décembre *le Revenu français hebdomadaire*, qui traite d'économie, de Bourse, offre des conseils financiers, des reportages et des enquêtes, en 40 pages quadrichromie réparties en cinq cahiers. Distribué en priorité aux 162 000 abonnés du magazine financier et patrimonial *le Revenu français* (205 000 exemplaires de diffusion totale) pour un prix d'abonnement inchangé, *le Revenu français hebdomadaire* sera ensuite vendu en kiosque (10 F), le 14 janvier 1994. La dernière semaine de chaque mois, il sera couplé au mensuel et coûtera 20 F.

NRJ condamnée à verser 5,8 millions de francs à Fun Radio. – NRJ a été condamnée le 20 décembre par le tribunal de commerce de Paris à verser 5,8 millions de francs de dommages et intérêts à Fun Radio pour violation d'une clause de non-concurrence. Le réseau de M. Baudecroux avait embauché un ancien directeur des programmes de Fun Radio. Déjà, le 4 novembre, le tribunal de grande instance de Paris avait condamné NRJ à payer à Fun Radio la somme de 600 000 francs pour n'avoir pas respecté les décisions ordonnant la mutation de ce salarié.

Dans un communiqué, Fun Radio estime *« avoir subi un préjudice de 29 millions de francs »*. Selon elle, la condamnation, *« bien qu'elle ne tienne pas compte de l'intégralité du préjudice, est une sanction sans équivoque de la déloyauté de son concurrent NRJ »*. Cette dernière a fait appel.

SOCIETE

Noël en France et dans le monde

Simone Veil au réveillon des sans-abri

Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a rendu une visite-surprise, vendredi 24 décembre, à une vingtaine de SDF, une « coordination des sans-abri » installée avenue de Ségur, à Paris, à proximité de son ministère et de la tente des infirmières qui y fêtaient leur troisième réveillon. *« Je suis venue vous souhaiter un joyeux Noël »*, a déclaré Mme Veil aux SDF. Plusieurs d'entre eux lui ont demandé la permission de l'embrasser, ce qu'elle a fait, visiblement très émue.

Tandis que quelques gardes du corps interdisaient toute photo, le ministre a longuement interrogé les sans-abri sur leurs conditions de vie et leur a adressé tous ses vœux *« pour trouver un toit »*. *« Votre situation est très difficile, je le sais bien, mais que faire ? »*, a-t-elle demandé. C'était la première visite de Simone Veil à cette coordination, depuis le début de son mouvement, le 3 décembre. Les responsables ont appelé tous les sans-abri de Paris à venir les rejoindre et ont indiqué qu'ils continueraient à camper avenue de Ségur, *« tant que des solutions ne seraient pas trouvées pour tous les sans-abri »*.

A l'Espace Austerlitz, dans le treizième arrondissement, d'autres déshérités ont célébré Noël avec le Secours catholique qui organisait son traditionnel *« Noël ensemble »*.

Espace Austerlitz : menu copieux et cartes de vœux

1 400 personnes se sont retrouvées autour d'un repas de fête, après la messe et ont pu envoyer des cartes de vœux à leur famille. *« Je viens ici tous les ans. J'y retrouve des amis. L'ambiance est chaleureuse et le menu est copieux »*, a dit Stéphane qui vient de sortir de prison et est hébergé chez des amis. Jacques, lui, ne passait pas inaperçu dans la foule des sans-abri : ce clochard à la barbe blanche avait revêtu, comme chaque année, un costume de Père Noël qu'il a acheté 80 francs à un fripier.

A l'intérieur de l'entrepôt, les SDF ont fait connaissance avec les bénévoles venus partager le repas avec eux. *« L'an dernier, j'avais à ma table un ancien comptable »*, raconte Laurent, dix-huit ans, qui préfère ce réveillon *« à une soirée classique en famille »*.

Quelques rues plus loin, Médecins du monde (MDM) avait ouvert les portes de sa Mission France, rue du Jura, aussi dans le treizième arrondissement, aux sans-abri qui viennent s'y faire soigner quotidiennement. Toasts, petits gâteaux et clémentines étaient proposés à quelques dizaines d'invités, étrangers isolés ou clochards du quartier. A neuf heures et demi, les SDF ont regagné la rue. Certains sont allés à la station de métro Saint-Martin, où les attendait pendant toute la nuit, un autre réveillon organisé par MDM.

A Marseille, le réfectoire du foyer d'accueil des frères de Saint-Jean de Dieu, qui accueille tous les jours, depuis 1872 (!), des SDF, a reçu près de trois cents « oubliés » de Noël. L'archevêque de la ville, le cardinal Coffy, venu leur rendre visite en compagnie du préfet et du président du conseil régional, a souhaité qu' *« un jour, il n'y ait plus de maison comme celle-ci. Cela voudra dire que tous seront reconnus dans leur dignité »*.

« C'est surtout à Noël qu'on se sent le plus étranger », disent les chrétiens en Algérie

ALGER

de notre correspondante

Il fait encore grand jour, vendredi 24 décembre, et un pâle soleil d'hiver barbouille la baie d'Alger, quand la quarantaine de fidèles catholiques, réunis dans le quartier de Bab-el-Oued pour célébrer Noël, prend place dans la petite chapelle, sobrement décorée pour la messe de minuit.

Ici, comme dans les quartiers riches d'Hydra ou d'El-Biar, la naissance de Jésus est fêtée, pour cause d'insécurité, avec six ou huit heures d'avance. Par mesure supplémentaire de prudence, le nombre des lieux de prière a été drastiquement réduit et les ouailles des diverses paroisses ont été « regroupées », afin de diminuer les risques.

Même si personne n'en parle, chacun garde en mémoire l'atroce supplice des douze Croates et Bosniaques, de confession chrétienne, assassinés à l'arme blanche, il y a exactement dix jours, du côté de Tamezguida, à une soixantaine de kilomètres de la capitale.

« Bethléem, c'est ici, à Bab-el-Oued. Mais c'est aussi au Tchad, au Cameroun, au Japon ou en Chine », lance le vieux prêtre, imperturbable. *« Bethléem, c'est partout*, poursuit-il, *là où il y a des hommes qui cherchent à savoir s'il existe une étoile pour les guider. »*

Les *« hommes »*, ici comme ailleurs, sont très majoritairement... des femmes : une petite dizaine de bonnes sœurs, quelques Européennes aux cheveux grisonnants, et une vieille dame kabyle, superbement voilée, dont on murmure qu'elle fut conseillère municipale à l'époque coloniale. *« Seigneur, nous t'offrons nos prières pour la paix, la réconciliation en Algérie, dans les pays d'Afrique, dans le monde »*, récite une fidèle. *« Regarde, Seigneur, les souffrances, les angoisses des uns et des autres, et, en cet anniversaire de ta naissance, donne à tous l'intelligence du cœur, pour que cessent les violences, les guerres, les vengeances. »*

Trois jeunes Africains sont également présents. Leur peau noire et leurs prénoms chrétiens ne rendent pas excessivement doux leur séjour algérien. *« Pour moi, Alger est une école, dans tous les sens du terme »*, sourit l'un d'eux, qui suit des cours de management et d'administration. *« J'apprends la gestion, bien sûr. J'apprends aussi à écouter et à me taire. C'est d'autant plus instructif que la plupart des Algériens qui m'entourent ne se doutent pas que je comprends la langue arabe... »*, ajoute-t-il.

« L'essentiel est de vieillir jeune »

Assise en face de lui, dans la salle à manger décorée de guirlandes et de boules de Noël, où chacun est convié à partager un bouillon de légumes et des sardines grillées, une religieuse acquiesce. Comme la plupart de ses « collègues » européennes, elle vit dans un quartier *« populaire »* – c'est-à-dire islamiste. Et elle y a, comme tout le monde, ses habitudes et ses *« amis barbus »*. Pas question d'en partir. Sur les quelque quatre cents prêtres et religieuses encore présents en Algérie, bien rares sont ceux qui ont quitté le quartier ou le *bled*, où ils vivent et travaillent depuis souvent plus de vingt ou trente ans.

« L'essentiel est de vieillir jeune ! », renchérit une retraitée. Quant à mourir... *« Je préfère que ce soit ici. Mes parents, mes grands-parents, et même une des mes arrière-grands-mères sont enterrés à Alger. Je ne connais pas la France. Qu'est-ce que j'irais y faire ? »*, s'exclame-t-elle. A El-Biar, le *credo* est le même. Chacun le module, pourtant, à sa manière.

« Pendant longtemps, on a préféré occulter le fait qu'on était étranger. Maintenant, ces réalités apparaissent. Dans la rue, les gamins parlent de nous en disant les « roumi » [français], *sans agressivité d'ailleurs. Plutôt comme s'ils étaient étonnés de nous voir là... »*, commente une pied-noir. Comme le résume, avec une pointe de tristesse, une chrétienne de la Casbah, *« c'est surtout à Noël qu'on se sent le plus étranger »*.

CATHERINE SIMON

Lançant un message d'espoir aux Bosniaques

Le cardinal Lustiger a célébré la messe de minuit à Sarajevo

L'archevêque de Paris, le cardinal Jean-Marie Lustiger, a concélébré, avec Mgr Vinko Puljic, archevêque de Sarajevo, chef de la communauté catholique bosniaque, la messe de minuit à Sarajevo, vendredi 24 décembre, dans une cathédrale archi-comble.

L'assistance se composait surtout de fidèles de la communauté croate de la ville, qui compte à présent quelque 30 000 personnes, mais aussi de membres d'autres communautés, comme c'était la tradition avant la guerre. Des militaires de la FORPRONU (Force de protection des Nations Unies), français, canadiens, slovaques, s'étaient aussi joints à la messe.

« Je dois d'abord vous demander de me pardonner de ne pas être venu plus tôt à Sarajevo, et peut-être aussi de pardonner à tous les évêques d'Europe occidentale de n'avoir pas pu non plus venir vous rendre visite », a dit Mgr Lustiger, en commençant son homélie. *« Je dois aussi vous remercier, car depuis ce matin j'ai parcouru votre ville et rencontré beaucoup de monde, et j'ai mieux compris la réalité de la vie à Sarajevo »*, a-t-il poursuivi, en rendant hommage au courage de la population.

« Personne ne vous a oubliés et nombreux sont ceux qui prient pour vous », a-t-il dit. L'archevêque de Paris a rappelé le message du pape Jean-Paul II à la jeunesse polonaise, il y a près de dix ans : *« Il n'y a jamais de situation sans issue, il y a toujours un chemin »*, et il a adressé aux fidèles et à la population un message de *« consolation et d'espérance »*. – (AFP.)

A Bethléem

Le drapeau palestinien a flotté près du parvis de la basilique de la Nativité

BETHLÉEM

de notre envoyé spécial

La colombe et le drapeau ont fait cette année la différence à Bethléem. La première, géante, avait été accrochée au-dessus de la nef de la basilique de la Nativité. La bannière, immense, aux couleurs palestiniennes, flottait avec insolence près du parvis où se pressaient Palestiniens, pèlerins venus des quatre coins du monde et militaires israéliens. Le sapin était, pour la première fois après six ans de soulèvement dans les territoires occupés, illuminé à souhait et ployait sous les guirlandes entreposées depuis décembre 1987 dans les caves de la mairie.

A l'intérieur de l'église, le maire Elias Freij, flanqué de responsables israéliens de l'administration militaire, savourait l'instant. Avec ténacité, et avec l'assistance efficace du chef de l'OLP, Yasser Arafat, le petit homme replet avait réussi à faire céder les autorités israéliennes et à imposer le drapeau palestinien sur la grand-place après une partie de cache-cache, puis de bras de fer, avec les militaires.

La bannière qu'il avait fait hisser sur le toit de sa mairie avait d'abord été décrochée, à la faveur de la nuit de jeudi à vendredi, par des soldats, puis hissée à nouveau par des activistes du Fatah, et encore une fois ôtée par l'armée. *« C'est mon plus mauvais Noël depuis 1967 »*, lançait alors M. Freij, menaçant de boycotter les festivités comme le réclamaient à hauts cris les administrés.

L'onde de choc de l'accord du 13 septembre entre Israël et l'OLP continuant de produire son effet, l'entêtement céda finalement – quelques heures avant la paix – au bon sens et à la conciliation. *« Il ne sert à rien de lutter contre un drapeau. Et bien que nous pensions qu'il est dommage de mélanger nationalisme et religion, nous avons décidé de ne pas gâcher les festivités »*, déclarait vendredi 24 décembre le chef de l'administration militaire en Cisjordanie occupée, le général Gadi Zohar. Instantanément, la ville se para de centaines de fanions rouge, noir, vert et blanc, les couleurs du mouvement palestinien.

Le patriarche latin de Jérusalem, Mgr Michel Sabbah, pouvait prononcer son sermon de Noël où allaient se mêler l'espoir et l'impatience de voir s'instaurer la paix dans la région. *« Nous disons à nos frères israéliens : « La voie de la justice et de la paix vous est ouverte. Elle vous aidera à atteindre la sécurité et la tranquillité »*, a affirmé le prélat, pour qui la Déclaration de principes signée à Washington le 13 septembre dernier a fait *« naître un espoir nouveau dans les cœurs »*.

Cependant, a-t-il ajouté devant des milliers de pèlerins attentifs, *« notre vie quotidienne n'a pas changé. Les souffrances sont toujours les mêmes. Les prisonniers politiques sont toujours dans les prisons »*. Visiblement préoccupé par l'opposition palestinienne au processus de paix, il a martelé : *« A nos frères palestiniens, nous demandons de garder l'unité du cœur quelles que soient vos divergences. »*

A l'extérieur, sous une légère bruine, des touristes australiens se pressent aux côtés de franciscains en sandales et soutane et de musulmanes au visage voilé. Une chorale des îles Fidji entonne un chant liturgique. Des militaires observent la scène paisiblement en déambulant sous les fanions aux couleurs de la Palestine.

Intérim

CHAMONIX : M. Balladur a assisté à la messe de Noël. – Edouard Balladur, qui passe les fêtes de fin d'année à Chamonix (Haute-Savoie), a assisté à la messe de Noël samedi matin 25 décembre. Le premier ministre est arrivé à l'église à pied, sous la neige, et il a rejoint la quarantaine de fidèles présents à l'office.

L'homélie du pape

« Le Christ est né pour chaque homme » a rappelé Jean-Paul II

Le pape Jean-Paul II a célébré, vendredi 24 décembre, la traditionnelle messe de minuit en la basilique Saint-Pierre de Rome, en communion avec les paroisses du monde entier. La cérémonie a été retransmise en Mondovision dans quarante-huit pays dont la Russie et la Bosnie-Herzégovine. Les attentions de la prière universelle ont été lues en tagalog (Philippines), croate, swahili, portugais, arabe et lituanien.

Dans son homélie, le souverain pontife a évoqué le concile Vatican II qui avait rappelé que *« le Christ est né pour chaque homme »*. Il a invité les croyants à la joie en cette veillée de Noël, en dépit de la *« mort »* et des *« déserts »* de l'époque.

Jean-Paul II a, notamment, commenté la situation politique et économique qui reste précaire dans les territoires occupés, et a demandé que *« les responsables des nations cherchent la paix même quand il semble à tous que l'impossible a déjà été accompli »*. *« Que l'humanité entière exulte de la splendeur de la vérité : qu'est-ce que l'homme peut désirer de plus pour l'homme ? »*, a-t-il interrogé, en terminant : *« Que la fête de Noël soit pour tous un nouveau départ. Joie au ciel, exulte la terre, mais, surtout, que l'homme se réjouisse. »*

Mère courage et chœur d'espoir

Suite de la première page

A Noël, le Chœur du Village a chanté du Purcell, du Schubert, et l'inusable *Douce nuit* en plusieurs langues, dont le lingala du Zaïre. Ici également, on chante contre toute espérance. Le « Village », c'est la communauté des malades du sida, réunis à la Cité Saint-Martin du Secours Catholique, qui, près de la Bastille à Paris abrite, dans son CHRS (2) des « lits adaptés », et, à l'extérieur, des « appartements-relais » trop rares, pour permettre à des malades de finir leur vie dans le confort et en famille.

Ce soir, le Chœur du Village s'exécute, toute distinction effacée entre les séropositifs, les malades, les équipes soignantes, les volontaires, dont un dermatologue à la retraite, un acupuncteur et un soliste professionnel des Arts florissants de Versailles. *« On ne pratique pas le chant pour le chant*, dit Anna Pagella, chef de service. *On chante parce que c'est bon pour le souffle et pour la respiration du malade. »*

Le moindre souffle, la moindre étincelle, on la guette ici avec ferveur et, dans cette antichambre de la mort, se bousculent même les « projets » de vie. Tel artiste peintre, ancien toxicomane, s'est remis aux pinceaux ; un autre à la guitare, pour apprivoiser des insomnies qu'il traîne depuis la prison où il a appris, par courrier décacheté, sa séropositivité ; un troisième réalise un vieux rêve d'enfant et collectionne les trains électriques. *« Certes, le circuit est bouclé, l'horizon du malade bouché, mais le train est synonyme de mouvement, de voyage, d'évasion »*, commente le docteur Pascale Bouthillon.

L'équipe vit encore sous le choc de la disparition, le 10 nvembre dernier, de Mme N..., du Zaïre. *« Jusqu'au dernier jour*, raconte-t-elle, *on l'a maquillée, on lui a mis son rouge à lèvres, son vernis à ongles. »* Forte de sa solitude et de sa fierté, Mme N... a refusé pendant longtemps la morphine. C'est après avoir écouté des contes de Grimm qu'elle a accepté des comprimés pour apaiser sa douleur. Quelques jours auparavant, l'équipe l'avait vue, pour la première fois, pleurer en silence, sans force. *« Tout notre travail*, dit le docteur, parlant de ses malades du sida, *est de lutter contre l'auto-exclusion. »*

« On est plein tous les soirs »

C'est l'exclusion tout court que combattent les autres « modules » de la Cité Saint-Martin. A la veille de Noël, un couple de Macédoniens, avec ses trois enfants, mais sans papier et sans parler un mot de français, frappe à la porte du service d'accueil « 24 heures sur 24 ». Dix-sept mille personnes ont franchi cette porte depuis le début de l'année. Douze mille « nuits » d'hébergement, en séjour d'urgence (quatre jours au maximum) ou de plus longue durée pour les femmes seules ou des familles, ont été offertes. *« La demande a explosé. On est plein tous les soirs »*, dit Jean-Louis Dauteuil.

Ici, entre Seine et Bastille, des tranches de vie, des pans entiers de société se dévoilent. Ils racontent un monde d'exclusion qui gangrène le corps social aussi sûrement que le cancer de Villejuif. Clochards ? SDF ? Jeunes en galère ? C'est la partie la plus visible d'un iceberg qui s'étend désormais à des ouvriers spécialisés tout à coup frappés par le chômage, à des jeunes sortis de l'école sans qualification, à des couples débarqués de province, avec quelques milliers de francs d'économies qui ont flambé à l'hôtel, faute de logement, à des demandeurs d'asile comme ces Macédoniens du soir de Noël, à des toxicomanes, à des « sortis » de prison et, de plus en plus nombreux, à des « sortis » d'hôpitaux psychiatriques. *« En dix ans, le concept d'urgence sociale a changé du tout au tout »*, dit Pierre Sauvageon, directeur de la Cité Saint-Martin.

Là aussi, âme d'un combat pour espérer contre toute espérance, une équipe d'une trentaine de travailleurs sociaux accueille, écoute, évalue, oriente des gens adressés par des bureaux d'aide sociale de la ville, par des paroisses et des ambassades, ballottés d'un service à l'autre, dans une administration trop éclatée, morcelée. Des gens qui « percutent » leurs interlocuteurs, dans cette cité d'urgence qui fonctionne comme une pompe aspirante et refoulante.

« Nous devons dépasser un abominable sentiment d'impuissance, pour renouer des fils qui sont de l'ordre du lien social », explique Daniel Terlizi. A distance, celui-ci partage la même double frustration que l'aumônier de Villejuif : *« D'une part, on peut sentir, palper, toucher une détresse profonde*, dit-il, *mais on ne peut pas la traiter. D'autre part, la qualité du rapport avec des personnes brisées n'est jamais suffisante. »*

A la Cité Saint-Martin, comme à l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif, Noël est toujours un moment critique, le réveil d'une blessure, le souvenir d'une cassure. Mais à l'étage des enfants cancéreux, au Village des malades du sida comme à la cité d'urgence, dans le dédale des auto-exclusions et exclusions de toute nature, il reste des hommes et des femmes pour créer, ici et là, de rares et minuscules oasis.

HENRI TINCQ

(2) CHRS : centre d'hébergement et de réadaptation sociale.

Lire la chronique « Images » page 15.

JUSTICE

Les ramifications de l'affaire Médecin

Un deuxième mandat d'arrêt lancé contre le gérant de Monaco Sponsoring

Placé sous écrou extraditionnel, le 23 novembre, à Casablanca, en exécution d'une demande d'arrestation provisoire et d'un mandat d'arrêt décerné à son encontre dans le cadre d'une affaire de surfacturation concernant l'ex-association paramunicipale Nice-Communication (*le Monde* daté 28-29 novembre), Philippe Prat, l'un des principaux personnages du « système Médecin » mis en place par l'ancien maire (CNI) de Nice, vient de faire l'objet d'un nouveau mandat d'arrêt international, en vue d'extradition, lancé, le 20 décembre, par André Bonnet, juge d'instruction à Grenoble, pour son rôle de co-gérant de la société Monaco Sponsoring.

NICE

de notre correspondant régional

Résident monégasque, Philippe Prat, qui est un ancien pilote de rallye, est impliqué, entre autres, dans une procédure de détournement de fonds publics au préjudice du conseil général des Alpes-Maritimes. Il vient de faire l'objet d'un mandat d'arrêt international, en vue d'extradition, lancé, le 20 décembre, par André Bonnet, juge d'instruction à Grenoble.

Cette affaire, mise au jour par la direction nationale d'enquêtes fiscales, remonte à août 1988. A cette date, une société niçoise, COM'06, dirigée par Maurice Domenge, un proche de Jacques Médecin, avait signé une convention avec le conseil général des Alpes-Maritimes visant à l'installation de vingt-cinq salles multimédias dans des communes de l'arrière-pays niçois. Le marché, conclu le 1er septembre de la même année, portait sur une somme de 18 millions de francs. COM'06 avait passé, peu après, un contrat de fourniture et de pose du matériel, avec Monaco Sponsoring, qui s'était adressée elle-même à un sous-traitant.

Comme devait le révéler une enquête confiée à la 8e section de la direction centrale de la police judiciaire, les prestations, objet du contrat avec le conseil général, avaient été, en fait, surfacturées par les deux sociétés, qui s'étaient partagé 6 millions de francs de commissions occultes, dont 2 millions de francs au profit de COM'06 et 4 millions de francs au bénéfice de Monaco Sponsoring. Il était, notamment, apparu que trois sociétés de bâtiment censées intervenir en tant que sous-traitantes de COM'06 avaient cessé leurs activités depuis plusieurs années...

Un autre personnage-clé en fuite

Inculpé, le 20 décembre 1991, de faux et usage de faux, recel d'abus de confiance et d'abus de biens sociaux, Maurice Domenge – détenu pendant près de quatre mois – a reconnu les faits qui lui sont reprochés. Il a déclaré tout ignorer, en revanche, de la destination exacte des fonds versés à Monaco Sponsoring. Virés sur un compte de la Banque monégasque de crédit, ces fonds avaient aussitôt été retirés, en espèces, par Philippe Prat. M. Médecin *en* a-t-il prélevé une partie ? Cette hypothèse, qui avait justifié le dépaysement de l'affaire à Grenoble – en vertu du privilège de juridiction concernant certains élus, privilège supprimé par le nouveau code de procédure pénale – n'a pu, jusqu'ici, être vérifiée.

D'où l'impatience du juge Bonnet de recueillir les explications de Philippe Prat. Comme l'avait fait son collègue niçois dans l'affaire de Nice-Communication, le magistrat grenoblois avait, primitivement, délivré une commission rogatoire, restée vaine, aux fins d'entendre l'intéressé au Maroc.

Le second mandat d'arrêt qui vient d'être lancé contre M. Prat vaut mise en examen pour faux, usage de faux, recel d'abus de confiance et abus de biens sociaux. Le magistrat grenoblois s'intéresse, par ailleurs, à un autre personnage-clé des affaires Médecin, Pierre Michaud, responsable d'un bureau d'études niçois, qui a également pris la fuite à l'étranger.

GUY PORTE

Le rapport du juge Jean-Pierre sur les affaires de Roger-Patrice Pelat

Selon l'Elysée, M. Mitterrand a pu être rémunéré avant 1981 par la société Vibrachoc en sa qualité d'avocat

Dans une déclaration faite vendredi 24 décembre à l'Agence France-Presse, après la publication par l'hebdomadaire *le Point* de l'ordonnance de soit-communiqué faisant le bilan des investigations du juge Thierry Jean-Pierre sur les affaires dans lesquelles a été impliqué l'industriel Roger-Patrice Pelat, décédé en mars 1989 (*le Monde* du 25 décembre), la présidence de la République indique :

« Un hebdomadaire publie cette semaine un certain nombre d'informations présentées comme mettant en cause la personne du président de la République. A la lecture de cet article, il apparaît qu'aucune de ces informations ne concerne la période postérieure à l'élection du 10 mai 1981. En ce qui concerne la période antérieure, il ne pourrait s'agir que des activités professionnelles de François Mitterrand en sa qualité d'avocat au barreau de Paris, qui n'ont jamais été mises en cause auparavant et auxquelles il a renoncé dès son accession à la présidence de la République. »

Le communiqué conclut : *« On ne voit donc pas quels autres commentaires pourraient être faits à ce sujet sur des documents qui n'ont pas été autrement portés à la connaissance du président de la République. »*

De son côté, le Mouvement des radicaux de gauche (MRG), qui voit dans le document publié *« amalgames, allusions, approximations, préjugés »*, estime : *« Un fait est indiscutablement nouveau : qu'un ou plusieurs magistrats puissent sans encourir aucune observation du garde des sceaux ou des autorités judiciaires du pays, livrer à la presse des raisonnements aussi partisans, aussi peu scrupuleux, sur des pseudo-instructions. »*

A titre personnel, Jean-François Hory, président du MRG, exprime *« son écœurement devant ces procédés et particulièrement devant les nouvelles attaques contre la mémoire de Pierre Bérégovoy, homme d'honneur et d'intégrité, qui a payé de sa vie les mauvais procédés du juge Jean-Pierre et de certains médias ».*

[Dans les larges extraits de l'ordonnance de soit-communiqué publiés par *le Point*, le juge évoque notamment les sommes versées par la société Vibrachoc à François Mitterrand, avant son élection en 1981, puis de 1981 à 1989 à son fils Gilbert, maire de Libourne (Gironde). Avant d'être élu président de la République, entre 1972 et 1980, François Mitterrand aurait ainsi reçu 293 000 francs, tandis que de 1981 à 1989 le fils du chef de l'Etat aurait bénéficié au total de 579 429 francs. Interrogé par le juge Jean-Pierre sur la justification de ces versements, l'ancien directeur financier de Vibrachoc, Michel Guénot, a répondu : *« Les sommes portées au regard de son nom* [François Mitterrand] *ne correspondent à aucune prestation réelle. Il s'agit d'un cadeau fait par M. Pelat à M. Mitterrand. Gilbert Mitterrand quant à lui facturait des prestations mensuelles à hauteur de 7 500 francs HT. Ces prestations étaient fictives. Il s'agissait là d'un moyen détourné pour assurer une rente amicale de Roger Patrice-Pelat à M. Mitterrand. »*]

Militant d'Iparretarrak

Joseph Etcheveste est gracié par le président de la République

BAYONNE

(de notre correspondant)

Joseph « Ttotte » Etcheveste, trente et un ans, militant de l'organisation clandestine basque Iparretarrak, a été gracié vendredi 24 décembre par le président de la République française. Le militant nationaliste a quitté la maison d'arrêt de Fresnes et il a été immédiatement hospitalisé pour subir un bilan médical. Joseph Etcheveste était incarcéré depuis le 17 mai dernier en exécution d'une peine de cinq ans de prison prononcée en 1989 et jusqu'alors non effectuée.

La grâce de Joseph Etcheveste était réclamée par les nationalistes basques pour qui la libération du militant, paraplégique depuis 1988, tenait de l'urgence. Une campagne avait été menée ces derniers mois par plusieurs associations de soutien aux détenus basques pour obtenir sa remise en liberté. Depuis cinq jours les membres du collectif des prisonniers basques, qui regroupe une soixantaine de personnes incarcérées pour des dossiers concernant Iparretarrak et ETA, refusaient d'être extraits de leurs cellules *« tant que la libération de Ttotte Etcheveste ne sera pas effective »* (*le Monde* du 23 décembre).

Joseph Etcheveste était présenté pendant les années 80 comme le lieutenant de Philippe Bidart, chef présumé d'Iparretarrak, avec qui il avait vécu cinq ans dans la clandestinité. Très gravement blessé à la colonne vertébrale par une balle perdue tirée par un gendarme lors de leur interpellation le 20 février 1988 à Boucau (Pyrénées-Atlantiques), le militant basque se déplace depuis sur une chaise roulante et doit très fréquemment se soumettre à des contrôles médicaux. En 1988, Joseph Etcheveste est incarcéré à Fresnes mais remis en liberté provisoire *« pour raison médicale »* un an plus tard par le juge d'instruction Michel Legrand.

Selon sa mère, qui lui rendait visite chaque semaine depuis sa réincarcération en mai 1993, *« l'administration pénitentiaire ne pouvait lui assurer les soins que nécessite son état »*. A la suite du recours en grâce déposé en sa faveur l'été dernier, un collège d'experts conduit par le professeur Diamant-Berger avait rédigé un rapport sur son état de santé. Dans leurs conclusions, ils estimaient que la paraplégie de Joseph Etcheveste *« peut s'accommoder de la détention même si ce malade a perdu quelque douze kilos depuis sa réincarcération au mois de mai »*. Me Antoine Comte, avocat du condamné, avait fustigé ce rapport rédigé par un professeur qui *« a comblé les vœux du ministère puisque ses conclusions prennent le contrepied de toutes les expertises précédentes faites par les médecins indépendants »*.

La grâce présidentielle est intervenue deux jours avant une manifestation prévue à Paris par des nationalistes basques entre le Centre Georges-Pompidou et le Palais de justice pour soutenir les détenus incarcérés dans la capitale.

MICHEL GARICOIX

MÉDECINE

Avec un déficit de 60 millions de francs

Le Centre de transfusion de Montpellier menacé de dépôt de bilan

MONTPELLIER

de notre correspondant

Le Centre régional de transfusion sanguine de Montpellier, qui emploie 294 salariés, pourrait être, après Toulouse, le second centre en France à déposer son bilan. Son conseil d'administration a prévu une réunion de la dernière chance le 29 décembre, deux jours avant que ne devienne effectif le désengagement de la Société générale, à qui le centre doit 21 millions de francs.

Le déficit d'exploitation du CRTS de Montpellier atteint au total 60 millions. Pour la direction et les syndicats, la solution doit venir des collectivités locales, mais surtout du ministère de la santé, accusé d'avoir écrasé la situation financière du centre par ses *« blocages et atermoiements »*. Le principal reproche concerne l'unité de fractionnement du plasma, qui, chaque mois, creuse le déficit du centre de 1 million de francs supplémentaire.

En juin dernier, le ministère a refusé de céder cet outil pour 35 millions à la société suisse Octopharma, *« sans aucune alternative possible, si ce n'est l'intégration, dans le laboratoire français, du fractionnement qui, malgré des promesses, n'a toujours pas été mis en place »*, précise la direction. Le préfet de région, Charles-Noël Hardy, explique le refus du ministère par *« un problème de fiabilité des produits d'Octopharma, dont certains sont interdits dans plusieurs pays d'Europe »*. – *(Intérim.)*

REPÈRES

EXPULSION

Mobilisation en faveur d'un Chilien à Bordeaux

L'expulsion de José Luis Diaz Canete, un Chilien âgé de vingt-huit ans et arrivé en France en 1985 pour fuir le régime Pinochet, a provoqué un mouvement de protestation à Bordeaux. S'étant vu refuser le statut de réfugié politique en 1988, M. Diaz Canete vivait depuis en situation irrégulière dans l'Hexagone. Interpellé le 13 décembre lors d'un contrôle d'identité, il a été expulsé vers le Chili, le 16 décembre, sur la base d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière qui lui a été notifié par fax au centre de rétention des étrangers de Bordeaux.

Ne sachant ni lire ni écrire le français, le jeune homme n'avait pas déposé de recours devant la justice administrative pour contester cet arrêté. Son frère, qui jouit du statut de réfugié, avait toutefois réussi à saisir le tribunal administratif de Bordeaux, deux heures après l'expiration du délai légal. Cela n'a pas empêché le tribunal administratif d'annuler le 17 décembre l'arrêté préfectoral d'expulsion. Le jeune homme peut désormais revenir en France.

JEUX

L'autorisation du futur casino de Sète retardée

La commission supérieure des jeux n'a pas examiné, le 14 décembre, la demande d'autorisation du futur casino de Sète (Hérault), présentée par le groupe Tranchant (*le Monde* du 28 octobre). Georges Tranchant refuse de faire le lien avec l'audition, quatre jours plus tôt, par un juge d'instruction montpelliérain, d'Alain Verbyst, son émissaire dans l'opération sétoise. L'ancien député RPR, principal importateur français de machines à sous, évoque un retard de la préfecture de l'Hérault dans la transmission du dossier.

C'est à sa demande qu'Alain Verbyst a été entendu le 10 décembre dans le cadre de l'information judiciaire ouverte pour abus de biens sociaux contre Francis Perez, l'ancien patron de la holding des Casinos du grand sud. Alain Verbyst, qui avait détourné le cahier des charges du casino de Sète aux dépens de Francis Perez, semble aujourd'hui se retourner contre Georges Tranchant. Durant son audition, l'ancien avocat aurait confirmé le contenu de plusieurs articles de presse parus récemment et l'existence de traites émises par certains fonctionnaires du ministère de l'intérieur au profit de Georges Tranchant. Ce dernier dément avoir eu besoin *« d'espions ou de documents confidentiels »* pour obtenir le casino de Sète. – *(Corresp.)*

TOXICOMANIE

La commission de réflexion sur les problèmes de drogues sera présidée par le professeur Roger Henrion

Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, répondant, mercredi 22 décembre à l'Assemblée nationale, à une question d'Henri Lalanne, député (UDF) des Landes, sur la dépénalisation des drogues dites « douces », a annoncé la nomination du professeur Roger Henrion, ancien chef de service à la maternité Port-Royal de Paris, à la tête de la commission de réflexion sur les problèmes de drogues. Contacté par Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, il y a une quinzaine de jours, le professeur Henrion a appris sa nomination par la presse, tout comme la Délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie (DGLDT). Les membres de cette nouvelle instance de réflexion, chargée d'analyser l'évolution de la loi du 31 décembre 1970, la réduction des risques sanitaires et la pertinence des traitements de substitution, restent à désigner. La commission, annoncée par Edouard Balladur, le 21 septembre (*le Monde* du 23 septembre), devait remettre ses travaux avant la fin de l'année 1993.

[Roger Henrion est né le 18 août 1927 à Villeneuve-Saint-Georges (Seine-et-Oise). Docteur en médecine en 1961, il est agrégé de gynécologie-obstétrique en 1966. Professeur à la faculté de médecine Cochin-Port Royal depuis 1971, il est nommé chef de service à la maternité Port-Royal de Paris en 1979. Membre de l'Académie de médecine depuis 1987, il présida cette même année le comité d'éthique des hôpitaux de Paris. Le professeur Henrion est l'auteur de deux « abrégés » de médecine (*Gynécologie et obstétrique* et *Diagnostic prénatal et médecine fœtale*, éditions Masson), d'un ouvrage intitulé *les Femmes et le sida* (Flammarion), et il est actuellement médecin-consultant dans les trois services de gynécologie-obstétrique des maternités Port-Royal-Baudelocque.]

HÔPITAUX

Le père d'une adolescente décédée porte plainte

Le père d'une adolescente âgée de treize ans, décédée mercredi 22 décembre après un séjour au centre hospitalier de Rochefort (Charente-Maritime), a déposé plainte auprès du procureur de la République de la ville. Le plaignant, Patrick Eche, a estimé que sa fille Sabrina n'avait pas reçu les premiers soins appropriés à son état.

Selon le récit de son père, Sabrina avait été hospitalisée à Rochefort sur les conseils du médecin de garde, dans la nuit de samedi 18 à dimanche 19 décembre, pour un œdème au larynx. Admise en service de pédiatrie, elle avait été victime quelques heures plus tard d'un arrêt cardiaque, puis sombrait dans un coma profond. Elle était transférée, lundi matin, au CHR de Bordeaux, où elle devait décéder. La direction du centre hospitalier de Rochefort et les médecins du service de pédiatrie se sont déclarés *« prêts à fournir aux autorités et à la famille les informations en leur possession pour essayer d'expliquer cette évolution dramatique dans la clarté et la vérité »*.

TENNIS

L'ATP dément les accusations de dopage de Boris Becker

L'Association des joueurs professionnels (ATP) a démenti, vendredi 24 décembre, les affirmations de Boris Becker selon lesquelles des joueurs de tennis se dopent alors que les responsables le savent et se taisent (*le Monde* du 24 décembre). *« A ce jour, aucun joueur n'a été reconnu positif pour avoir consommé une substance qui lui aurait valu une suspension »*, a déclaré Mark Miles. Le directeur exécutif de l'ATP a précisé que 431 tests avaient été conduits, en 1993, lors de neuf épreuves auprès de 231 joueurs. Dix-neuf des vingt meilleurs mondiaux ont été testés, certains plus de trois fois. – *(AP.)*

EN BREF

RASSEMBLEMENT DE TAIZÉ : 80 000 jeunes attendus à Munich. – Quelque 80 000 jeunes en provenance de toute l'Europe participeront du 28 décembre au 1er janvier à un rassemblement animé par la communauté des frères de Taizé (Saône-et-Loire). C'est la seizième rencontre internationale de ce type. Plus de 8 000 jeunes Baltes, 2 500 Roumains, plus d'un millier d'Ukrainiens et de Croates participeront à cette rencontre œcuménique. Tous ces jeunes sont de confession catholique, protestante ou orthodoxe. Ils seront accueillis par plus de trois cents paroisses de Munich et de la région. Le thème de réflexion sera la résistance aux tentations du découragement et du repli.

SÉISME : légère secousse dans la région d'Almeria. – Un séisme de magnitude 5 sur l'échelle ouverte de Richter a provoqué, dans l'après-midi du jeudi 23 décembre, de légers dégâts matériels dans la région d'Almeria (sud de l'Andalousie). Le tremblement de terre, dont l'épicentre se situait entre les villes d'Adra et de Berja, a provoqué l'effondrement de plusieurs maisons, mais ne semble avoir fait aucune victime. La secousse, qui a été suivie d'une réplique douze minutes plus tard, a été ressentie à Grenade, Malaga et Cordoue, et même jusqu'au sud de l'agglomération de Madrid. – *(AFP.)*

NUCLÉAIRE : « non-respect des prescriptions techniques » au réacteur Phébus. – Le rejet accidentel de gaz radioactifs hors de l'installation Phébus de Cadarache (Bouches-du-Rhône) le 8 décembre dernier (*le Monde* du 10 décembre) vient d'être classé au niveau un de l'échelle de gravité (qui en compte six) par la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN). Cette décision est motivée par *« le non-respect des prescriptions techniques concernant la disponibilité des pièges à iode »*, et non par l'ampleur des rejets, restés *« très en deçà des limites autorisées pour le centre de Cadarache »*, précise la DSIN dans un communiqué publié vendredi 24 décembre.

THÉATRE

LE BILAN DU FESTIVAL D'AUTOMNE

Fidélité et révélations

Le XXII[e] Festival d'automne à Paris, qui s'achèvera le 30 décembre par la dernière représentation de *Woyzeck* au Théâtre du Rond-Point, a comptabilisé plus de 140 000 entrées. Un engouement qui fait la preuve de la vitalité de la création et du spectacle vivant.

Les Américains – comme il est de tradition pour le théâtre et la danse – ont été nombreux au Festival d'automne. Au premier rang, comme presque chaque année, le plus européen d'entre eux, Robert Wilson. Sa mise en scène d'*Orlando*, d'après Virginia Woolf, avec Isabelle Huppert, a fait déborder le Théâtre de l'Odéon, à tel point qu'il a fallu annoncer la reprise des représentations en juin 1994. Le nom d'Isabelle Huppert y est pour quelque chose, et surtout l'adéquation de la comédienne au spectacle, à un personnage parfaitement ambigu. C'était encore la foule à l'Odéon pour le *Baruffe Chiozzotte*, mis en scène par Giorgio Strehler, premier hommage du Festival à Goldoni dont l'Europe fêtait le bicentenaire de la mort, suivi par *Une des dernières soirées de carnaval*, joliment mis en scène par Lluis Pasqual à la tête d'une troupe catalane.

Wilson-Huppert, Strehler, Sellars pour le théâtre, Lucinda Childs, Twyla Tharpe, la Compagnie Bagouet, Régine Chopinot et Anne Teresa de Keersmaeker pour la danse, sans oublier Daniel Auteuil et Dominique Blanc dans *Woyzeck*, mis en scène par Jean-Pierre Vincent : de tels noms ont séduit les spectateurs, trois fois plus nombreux que l'an dernier à retenir leurs places dès la parution de l'avant-programme, entre fin mai et septembre. Ces noms ont eu un effet d'entraînement vers les découvertes à l'affiche cette année. Le Festival offre des systèmes de réservation et d'abonnement suffisamment souples, et compte sur la curiosité de publics au moins aussi divers que les programmes.

L'équilibre entre prestige et révélation, entre fidélité – y compris à des gens comme Joël Jouanneau, Marc François, Bruno Meyssat, Jan Fabre, qui ne sont pas des stars – et renouvellement tient à un fil. Il tient à la façon dont les spectacles «jouent» les uns par rapport aux autres, à la qualité de chacun. Et ça, c'est impossible à prévoir, d'autant que les contacts sont pris des années à l'avance. Par exemple, si Luc Bondy présente en 1994 au Châtelet son spectacle d'après *la Ronde* sous forme d'opéra (musique de Philippe Boesmans) et la nouvelle pièce – sans paroles – de Peter Handke (*l'Heure où nous ne savions rien l'un de l'autre*), c'est à la suite de conversations avec Alain Crombecque, alors directeur du Festival d'Avignon, où Luc Bondy donnait en 1988 dans la Cour d'honneur *le Conte d'Hiver*, avec Michel Piccoli. Michel Piccoli qui avait manifesté son désir de jouer *le Roi Lear*. Spectacle qui aurait dû, dans une mise en scène d'André Engel, être l'un des clous du Festival 1993, si l'acteur n'avait été pris par la tournée de *John Gabriel Borkman*, d'Ibsen, mise en scène de... Luc Bondy. Si Luc Bondy et Alain Crombecque peuvent engager ensemble des projets lointains, c'est qu'ils se font confiance, c'est qu'ils se sont rencontrés sous l'égide de Patrice Chéreau, aux Amandiers de Nanterre. Si le Festival d'automne peut programmer deux spectacles de Luc Bondy en 1994, c'est parce qu'il attend une subvention exceptionnelle, et qu'il a trouvé des alliés : la Monnaie de Bruxelles – *la Ronde* –, la Schaubühne de Berlin où doit être créé *l'Heure où nous ne savions rien l'un de l'autre* en janvier prochain. De même, la version française d'*Orlando* – d'abord joué en allemand à la Schaubühne avec Juta Lampe en 1991 – a pu voir le jour grâce à la collaboration du Festival et du Théâtre Vidy de Lausanne, où ont eu lieu les premières représentations.

Le Festival se trouve au centre d'une sorte de réseau informel, international et parisien car il ne possède pas de théâtre et dépend des accords passés avec ceux qui existent. Ce n'est pas si mal dans la mesure où il se veut le plus diversifié possible. Selon les spectacles, les accords varient. D'une manière générale, un «partage des déficits prévus» s'établit. Mais il arrive que le Festival prenne tous les risques, ainsi pour *The Hip-Hop Walz of Euridyce* et *The Law of Remains*, deux spectacles de Reza Abdoh qui ont eu quelque mal à trouver leur public à Nanterre.

La décrue des subventions

Avec Reza Abdoh, Bill T-Jones, avec *le Jour de fête* de Mladen Materic créé au Théâtre Garonne de Toulouse, repris au Théâtre de la Bastille, le Festival a tenu son rôle en faisant connaître et reconnaître des personnalités, parmi les plus importantes aujourd'hui. Et aussi en accueillant l'Académie expérimentale du Théâtre, dirigée par Michèle Kokozowski, vouée à «la transmission du savoir». Du 3 octobre au 29 novembre une série de manifestations a réuni les artistes les plus variés, de Vassiliev à Stuart Seide en passant par Heiner Müller, et des «professionnels en devenir». Les séances publiques, et même les lectures de pièces inédites, ont presque toutes fait le plein de spectateurs. On peut toujours compter sur l'avidité de connaissance de quelques-uns.

Côté musique, le programme du Festival se donne comme mission – périlleuse – d'être à la fois éclectique et radical. L'éclectisme, c'est le prix payé au devoir moral que les organisateurs se sont imposé : suivre les créateurs auxquels ils ont accordé leur confiance tout au long de leur évolution. Ce fut le cas, cette année, de John Cage, l'ami de toujours, disparu voici deux étés, dont l'œuvre ultime fut présentée. Le cas aussi de John Adams, invité à monter au pupitre d'un Ensemble InterContemporain aux réactions mitigées. Celui des «jeunes» comme Yves Tanguy, Marco Stroppa. Le cas, surtout, de Steve Reich. Ce qui a permis au Festival 1993 de moissonner avec *The Cave* (réalisé avec la vidéaste Beryl Korot) l'un des spectacles multimédias les plus originaux jamais réalisés et l'un des événements culturels de l'année. Comme quoi, la fidélité paie.

Noter, au passage, que le mode de production de *The Cave* souligne de façon exemplaire des stratégies de financement désormais internationales, et en tout cas européennes, imposées par la décrue des subventions (1) et par les coûts atteints désormais par le spectacle vivant de qualité. *The Cave*, dont le budget global tourne autour de 20 millions, aura été vu cette saison par environ 20 000 spectateurs aux Etats-Unis puis en Europe. Pour notre seul continent, le spectacle aura été présenté à Vienne, Berlin, Amsterdam, Londres, Bruxelles et Paris. La contribution française aura été de 2 millions, partagée à égalité entre la Maison de la culture de Bobigny (lieu d'accueil) et le Festival d'automne.

Actes de foi

Radicale, la manifestation l'est restée depuis sa création, l'intransigeance de ses choix étant devenue en quelque sorte sa marque de fabrique. C'est dans cet état d'esprit que l'édition de cet automne a vu défiler cinq concerts dédiés à un seul compositeur allemand dont la notoriété n'avait passé nos frontières qu'auprès des professionnels attentifs. D'Helmut Lachenmann, musicien de la cassure formelle et de l'infinitésimal sonore, le public parisien découvrit ainsi, parmi quelques pages essentielles, la merveilleuse *Musik mit Leonardo* sur des textes de Léonard de Vinci, première page chorale d'un opéra à venir. Gageons que, pour se conformer derechef à son principe de persévérance, le Festival saura se réserver la création française de cette œuvre lyrique dont les prémices assurent qu'elle sera sans précédents.

Et puis, il y a les actes de foi, comme le cofinancement cette année, avec plusieurs institutions strasbourgeoises, des *Fragments* de Marc Monnet. L'œuvre a fait grincer quelques dents mais elle confirme l'auteur dans son rôle de provocateur, fervent inconditionnel du théâtre musical expérimental. La partition instrumentale était, au demeurant, l'une des plus raffinées que cet automne nous ait données, l'une des mieux exécutées aussi, par l'Ensemble Ars Nova et son chef Philippe Nahon.

Au chapitre de la qualité d'interprétation, levons également notre chapeau à l'Ensemble Fa, dirigé par Dominique My, qui, par son acharnement perfectionniste, a su transformer en soirée de haute tenue un programme tout entier consacré aux travaux de jeunes compositeurs complètement inconnus, préalablement sélectionnés pour les cours d'interprétation donnés par Bryan Ferneyhough aux «Voix nouvelles» de Royaumont.

Aller chercher, par ce genre de collaborations, les créateurs au berceau, rameuter un nouveau public dans les conservatoires, les universités (grâce aux réseaux de Michel Thion, ancien directeur artistique du Festival Sons d'hiver), constituent les nouvelles stratégies, de proximité cette fois, du Festival créé par Michel Guy. Invité principal de l'année prochaine : le compositeur hongrois Gyorgy Kurtag (encore une affaire de fidélité). Un grand cycle Schoenberg, en collaboration avec le Châtelet et le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, est prévu pour 1995.

COLETTE GODARD et ANNE REY

(1) Sur son budget de 18 millions cette année, le Festival d'automne a reçu 2,5 millions du mécénat. L'association Les amis du festival réunit désormais, dans le but de réunir des fonds, des personnes physiques représentant pour l'essentiel de grandes entreprises comme André Benard (Eurotunnel), Maurice Lévy (Publicis), Henry Racamier (Orcofi)...

Les enfants de Shakespeare

Suite de la première page

Ses décors imposants vont et viennent sur le plateau comme par magie et son final est dans la grande tradition du genre, strass, plumes, corps magnifiques et voix irréprochables. Toujours à l'affiche, les grands succès des saisons passées : *Blood Brothers*, *Miss Saigon*, *le Fantôme de l'Opéra* ou le contesté *Sunset Boulevard*, d'Andrew Lloyd Weber...

A cinq minutes de là, le Picadilly Theater présente une nouvelle production de *Piaf*, pièce mêlée de chansons écrites à la fin des années 70 par Pamela Gems et créée par Jeanne Lapoteyre, aujourd'hui servie par Elaine Paige, star dans son pays grâce au théâtre et à la télévision. Elle est dirigée par l'un des grands de la scène, Peter Hall. Dans les lumières très soignées de David Hershey qui font l'essentiel du décor, l'œuvre porte à la scène la vie de la chanteuse, depuis ses débuts dans la rue jusqu'à sa retraite. Sur son chemin, l'essentiel de ceux qui l'ont aidée, aimée, haïe, trahie, sauvée.

Bien sûr, durant deux heures, la pièce expédie un peu vite toutes les subtilités et les ambiguïtés de l'âme Piaf, mais Elaine Paige réussit une composition remarquable, particulièrement quand elle chante en anglais, dans un style bien à elle – en français, sa voix, ses intonations nasillent un peu. Les chansons de Piaf résonnent avec une violence et une poésie intactes.

La diversité de la scène londonienne n'a pas aujourd'hui d'équivalent dans le monde. Quand Broadway donnait le *la* de la comédie musicale, c'est aujourd'hui Londres qui prend tous les risques et expédie outre-Atlantique le meilleur de ses créations. La Royal Shakespeare Company, menacée au milieu des années 80 par le désengagement thatchérien, a retrouvé lustre, et jeunesse aussi, sous la direction d'Adrian Noble. Constat semblable pour le National Theater de Richard Eyre, qui a succédé à Peter Hall en 1988.



Nigel Hawthorne, dans « The Madness of George III » au National Theater.

Et, un peu comme dans le Paris de l'immédiat après-guerre, avant Malraux et l'invention du théâtre subventionné, il se trouve quelques propriétaires et directeurs de théâtres privés pour promouvoir au cœur de la capitale un théâtre d'art exigeant et novateur.

Certes, les scènes britanniques n'abordent que rarement aux rives du théâtre d'images, théâtre de la perfection formelle qu'ont su si bien inventer et défendre les grands continentaux français et allemands, mais cette préoccupation gagne peu à peu les scènes.

Enfin, il y a en Angleterre une école d'acteurs à l'engagement total, et un goût des écrivains pour s'emparer des petits et grands malheurs du royaume. On rêve qu'un peu de cet engagement, un peu de cette habileté à se saisir de l'époque pour la réfléchir sur les scènes, arrivent à s'acclimater sur les bords de la Seine.

OLIVIER SCHMITT

Alan Bennett, portraitiste de l'Angleterre

Le public français connaît Alan Bennett, mais ne le sait pas. Cet Anglais de cinquante-neuf ans vit dans un quartier résidentiel de la capitale anglaise entre ses livres, soigneusement dispersés dans une petite maison victorienne qu'on jurerait sortie d'un film. Il est l'auteur de nombreuses pièces de théâtre, scénarios pour la télévision, adaptations d'œuvres étrangères, et c'est lui qui a écrit le scénario du film de Stephen Frears, *Prick Up Your Ears*, qui a connu une brillante carrière internationale.

Tandis que le National Theater de Londres présente *The Madness of George III*, à l'affiche avec succès depuis 1991, portrait vif et drôle du monarque qui régnait en Angleterre pendant la Révolution française – l'occasion de dire son fait à la famille régnant aujourd'hui sur le royaume – le Théâtre Paris-Villette présente à partir du 31 décembre une mise en scène, signée Laurent Pelly, de trois des six monologues-récits de *Talking Heads (Moulins à parole)*, conçus en 1988 pour la télévision, puis portés à la scène. C'est Jean-Marie Besset qui les a traduits.

«J'aime écrire des dialogues plutôt que des intrigues, indique Alan Bennett. *Je ne sais jamais quelle histoire je vais raconter quand je commence un travail. En revanche, j'imagine d'abord des personnages et leur façon de parler, une façon assez simple, presque populaire. C'est peut-être une réminiscence de mon enfance à Leeds ; c'est un choix aussi, car, s'ils s'exprimaient dans une langue plus sophistiquée, ils maîtriseraient mieux leur destinée. Si mes personnages étaient vivants, ils n'auraient sans doute pas beaucoup aimé M[me] Thatcher et les gouvernements conservateurs. Mes personnages avouent leurs handicaps sociaux, leurs émotions brisées, et souffrent du manque de considération. Truffaut dit que tous ses films traitent de la timidité ; je crois qu'on peut le dire aussi de mes personnages.»*

S'il confesse son admiration pour les grands auteurs anglais vivants, Alan Bennett ne se reconnaît pas dans l'agressivité d'Edward Bond ou de Steven Berkoff : *«J'essaie toujours de me tenir à l'écart des autres auteurs, car, bons ou mauvais, je suis de toutes les façons déçu par leur travail. Et puis, il y a Shakespeare... A chaque fois qu'on le relit, on y découvre quelque chose qu'on était sûr d'avoir enfin trouvé soi-même... Il vaut mieux le considérer comme un paysage : plus vous le voyez, plus il vous faut l'oublier.»*

Les pièces d'Alan Bennett disent toujours leur fait à l'Angleterre contemporaine, où la lutte des classes est plus que jamais d'actualité, où les tabous persistent et où la société paraît bloquée : *«Les problèmes sociaux de la Grande-Bretagne sont immenses. Tout notre système d'éducation tend à nous séparer les uns des autres. Notre pays est devenu moins attractif, moins tolérant, beaucoup plus fermé qu'il y a une quinzaine d'années. A Paris, j'ai toujours l'impression que les gens sont plus intelligents, éduqués, ouverts, qu'il y a moins de mépris de classe. Et puis, comme l'affaire du GATT vient de le prouver, les Français savent encore mener des combats culturels admirables. Ici, personne n'a rien dit, on n'aurait jamais pu réunir autant de personnalités et d'énergie pour défendre la même cause.»*

O. S.

► *Talking Heads*. Mise en scène de Laurent Pelly. Avec Christine Brücher, Charlotte Clamens et Nathalie Krebs. Du 31 décembre au 5 février. Théâtre Paris-Villette. 211, avenue Jean-Jaurès, Paris (19[e]). Tél. : 42-03-02-55. Métro : Porte-de-Pantin.

EN BREF

CHANSON : Barbara annule ses représentations au Châtelet. – Barbara ne terminera pas, pour raison de santé, sa saison au Châtelet. Elle annule définitivement les dernières représentations de son spectacle, prévues pour les 28, 29, 30 et 31 décembre. La chanteuse avait effectué sa rentrée parisienne le 6 novembre. Elle avait annulé une première fois son récital pour cause de grippe, du 3 au 10 décembre. Les billets vendus sont remboursés aux caisses du théâtre ou par correspondance.

► **Théâtre du Châtelet, tél. : 40-28-28-00.**

MUSIQUES : mort de la pianiste Merces De Silva Telles. – La pianiste brésilienne Merces De Silva Telles est morte à Paris, le 21 décembre 1993. Ses élèves et ses amis ne connaissaient pas son âge. Dans son appartement de la rue de Solférino, elle recevait des élèves venus du monde entier. Dans sa jeunesse, Merces De Silva Telles avait été l'élève d'Eduard Steuermann, disciple d'Arnold Schœnberg et de Ferruccio Busoni. Elle avait ensuite travaillé avec Claudio Arrau. Parmi les élèves de Merces De Silva Telles, il faut relever, entre autres, les noms de la française Caroline Sageman – Prix Chopin de Varsovie – et de José Carlos Cocarelli – Prix Marguerite Long et Van Cliburn. Merces De Sylva Telles était un professeur aussi intransigeant que désintéressé.

Sur la scène londonienne

Moonlight, de Harold Pinter. Mise en scène de David Leveaux. Avec Ian Holm et Anna Massey. Comedy Theater. Panton Street, SW1. Tél. : 867-10-45. Métro : Piccadilly.

Wildest Dreams, de et mis en scène par Alan Ayckbourn. Avec Brenda Blethyn et Sophie Thompson. Barbican Theater (The Pit). Barbican, EC2. Tél. : 638-88-91. Métro : Moorgate/Barbican. De 6,5L à 14L.

Macbeth, de Shakespeare. Mise en scène d'Adrian Noble. Avec Derek Jacobi et Cheryl Campbell. Barbican Theater. Barbican, EC2. Tél. : 638-88-91. Métro : Moorgate/Barbican. De 6,5L à 21L.

One Man, de et par Steven Berkoff. Garrick Theater. Charing Cross Road, WC2. Tél. : 494-50-85. Métro : Leicester Square. De 5,5L à 18,5L.

Médée, d'Euripide. Mise en scène de Jonathan Kent. Avec Diana Rigg. Wyndhams Theater. Charing Cross Road, WC2. Tél. : 867-11-16. Métro : Leicester Square. De 9L à 20L.

Angels in America, Millenium Approches (première partie) **et Perestroika** (deuxième partie), de Tony Kushner. Mise en scène de Declan Donnellan. Musique de Paddy Cunneen. Avec Stephen Dillane, Nancy Crane, Jason Isaacs, Joseph Mydell et Harry Towb. National Theater (Cottesloe). South Banb, SE1. Tél. : 928-22-52. Métro : Waterloo. De 8,5L à 13,5L.

The Madness of George III, d'Alan Bennett. Mise en scène de Nicholas Hytner. Avec Nigel Hawthorne, Selina Cadell, Nick Sampson, Richenda Carey et Julian Wadham. National Theater (Lyttelton). South Bank, SE1. Tél. : 928-22-52. De 7L à 21L.

Crazy For You, de George et Ira Gershwin. Mise en scène de Ken Ludwig et Mike Ockrent. Avec Kirby Ward, Ruthie Henshall et Chris Langham. Prince Edward Theater. Old Compton Street, W1. Tél. : 734-89-51. Métro : Leicester Square. De 11,5L à 30L.

Piaf, de Pam Gems. Mise en scène de Peter Hall. Avec Elaine Paige, Wendy Morgan, Greg Hicks, Dawn Hope. Picaddily Theater. Denman Street, W1. Tél. : 867-11-11. Métro : Piccadilly. De 12L à 25L.

(Tous les numéros de téléphone doivent être précédés, en cas d'appel de France, du préfixe 19-44-71).



LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

LA FERME DES ANIMAUX. Film britannique de John Halas et Joy Batchelor, v.o. : Reflet République, 11e (48-05-51-33) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; v.f. : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

IT'S ALL TRUE. Film américain de Richard Wilson, Myron Meisel et Bill Krohn, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

LA NAGE INDIENNE. Film français de Xavier Durringer : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-56) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

LES VALEURS DE LA FAMILLE ADDAMS. Film américain de Barry Sonnenfeld, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

VUK LE PETIT RENARD. Film hongrois d'Attila Dargay, v.f. : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

DIMANCHE

Festival d'automne : Alain Cuny et Luc Moullet : Carte blanche à Luc Moullet : le Navire des filles perdues (v.f.), de Raffaello Matarazzo, Histoire de glace, de Raul Ruiz, 16 h 30 ; Valéria (1957, v.o.), de Gerd Oswald, Octopus de Natura, de Marie-Christine Questerbert, 19 h ; Jeux pervers (1968, v.o. s.t.f.), de Guy Green, Il ne faut jurer de rien, de Julien Cunillera, 21 h.

SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24)

DIMANCHE

Histoire permanente du cinéma : la Bourse et la Vie (1965), de Jean-Pierre Mocky, 17 h ; Prends l'oseille et tire-toi (1969, v.o. s.t.f.), de Woody Allen, 19 h 30 ; Milliardaire pour un jour (1961, v.o. s.t.f.), de Frank Capra, 21 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

DIMANCHE

Le Cinéma coréen : Hwang Chini (1986, v.o. s.t.f.), de Pae Ch'angho, 14 h 30 ; le Ticket (1986, v.o. s.t.f.), d'Im Kwont'aek, 17 h 30 ; la Danse des veuves (1983, v.o. s.t.f.), de Yi Changho, 20 h 30.

LUNDI

Le Cinéma coréen : Rancune et chagrin infini (1992, v.o. s.t.f.), de Hong Kison, 14 h 30 ; le Sang et le Feu (1991, v.o. s.t.f.), de Sonu Wan, 17 h 30 ; l'Incendie dans la montagne (1967, v.o. s.t.f.), de Kim Suyong, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie
porte Saint-Eustache.
Forum des Halles
(40-26-34-30)

DIMANCHE

Paris fantastique : Masques : le Fantôme de l'Opéra (1990) de Tony Richardson, 14 h 30 ; Masques : le Fantôme de l'Opéra (1990) de Tony Richardson, 16 h 30 ; l'Homme en question : la Vis (1993) de Didier Flamand, Delicatessen (1990) de Marc Caro et Jean-Pierre Jeunet, 18 h 30 ; les Diaboliques : Duelle (1976) de Jacques Rivette, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ADIEU MA CONCUBINE (Chin., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Reflet Médicis salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55).

ALADDIN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-55) ; v.f. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Rex (le Grand Rex), 2e (40-28-95-10 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-55) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

ALLÔ MAMAN C'EST NOËL (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

ALPHA BRAVO (A., v.f.) : Cinaxe, 19e (42-09-34-00).

AMOK (Fr.-Por.-All.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Reflet Médicis I (ex Logos I), 5e (43-54-42-34).

L'AMOUREUSE (Fr.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIATHÈQUE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

AUTOMNE, OCTOBRE A ALGER (Alg.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

BAD LIEUTENANT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

BASIC INSTINCT (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA BATAILLE DE SALAMMBÔ (Fr.) : La Géode, 19e (36-68-29-30) ; La Géode, 19e (36-68-29-30).

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BEETHOVEN 2 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; v.f. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BLADE RUNNER. Version inédite (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE BONHOMME DE NEIGE (Brit.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Reflet République, 11e (48-05-51-33).

BRATAN, LE FRÈRE (Sov., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

CEMENT GARDEN (Brit., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 19e (36-68-29-30).

CHASSE A L'HOMME (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).

CHOMSKY, LES MÉDIAS ET LES ILLUSIONS NÉCESSAIRES (Can., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LA CLÉ (iranien, v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55).

CLIFFHANGER (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; v.f. : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

DANS LA LIGNE DE MIRE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LES DÉCOUVREURS (A.) : La Géode, 19e (36-68-29-30).

DENIS LA MALICE (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

DRACULA (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

EL MARIACHI (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'ENFANT LION (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES ÉPICES DE LA PASSION (Mex., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ÉPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

FAUT-IL AIMER MATHILDE ? (Fr.-Bel.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

FERDYDURKE (Fr.-Brit.-Pol., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE FILS DU REQUIN (Fr.-Bel.-Lux.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LA FIRME (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).

LA FRONTERA (Chil., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LE FUGITIF (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; v.f. : Montparnasse, 14e (36-68-75-55).

GALÈRES DE FEMMES (Fr.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

GARÇON D'HONNEUR (A.-taïwanais, v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81).

LES GENS NORMAUX N'ONT RIEN D'EXCEPTIONNEL (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

GERMINAL (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

L'INCROYABLE VOYAGE (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

JAMBON JAMBON (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

JURASSIC PARK (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Miramar, 14e (36-65-70-39).

KALIFORNIA (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

LATCHO DROM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

LA LEÇON DE PIANO (Austr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LIBERA ME (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LITTLE BUDDHA (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; v.f. : Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).

LOVE FIELD (A., v.o.) : Le Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE MAITRE DE MARIONNETTES (Taïwan, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60).

LES MARMOTTES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55).

MAZEPPA (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MEURTRE MYSTÉRIEUX A MANHATTAN (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-88) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55).

NAKED (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55).

NO SMOKING (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).

NOËL CHEZ LES MUPPETS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

NUITS BLANCHES A SEATTLE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47).

LES NUITS FAUVES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE (vietnamien, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

ORLANDO (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

PRÉSIDENT D'UN JOUR (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

PROFIL BAS (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

RAINING STONES (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60).

RESERVOIR DOGS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

SACRÉ ROBIN DES BOIS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).

LE SAINT DE MANHATTAN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SIDA, PAROLES DE L'UN A L'AUTRE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

SIMPLE MEN (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

SMOKING (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).

SNAKE EYES (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

SOLEIL LEVANT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

LE SOUPER (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

SURVIVING DESIRE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Médicis II (ex Logos II), 5e (43-54-42-34) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE TEMPS DE L'INNOCENCE (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

THE SNAPPER (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55).

THE UNBELIEVABLE TRUTH (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOM ET JERRY, LE FILM (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

TOUT LE MONDE N'A PAS EU LA CHANCE D'AVOIR DES PARENTS COMMUNISTES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

TRAHIR (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86)

TROIS COULEURS-BLEU (Fr.-helvético-Pol.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

TRUE ROMANCE (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81).

UN, DEUX, TROIS, SOLEIL (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

UN JOUR SANS FIN (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

UN MONDE PARFAIT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS (Brit.-A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LES VISITEURS (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE VOYAGE (Arg., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 20 h.

BLUE VELVET (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 0 h 05.

BRAINDEAD (Néo-Zélandais, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 0 h 25.

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

CHRONOS (A.) ; La Géode, 19e (36-68-29-30) 21 h.

LES COMMITMENTS (Irlandais, v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 17 h 30.

CRIN BLANC (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 20 h.

EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60) 0 h.

FREUD, PASSIONS SECRÈTES (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 19 h 30.

LA GRANDE VILLE (Ind., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) 17 h, 19 h 15, 21 h 30.

GROCK (Suis.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 18 h.

GUELWAAR (Sénégalo-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 16 h, 20 h.

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 0 h 20.

HISTOIRE DE LA VITESSE (A.) : La Géode, 19e (36-68-29-30) 19 h.

MAMAN J'AI ENCORE RATÉ L'AVION (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 16 h 45.

METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 45.

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 16 h.

LA NUIT SACRÉE (Fr.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 18 h.

POUR QUI SONNE LE GLAS (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89 ; 36-65-70-48) 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

REGGAE SUNSPLASH (All., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 21 h.

RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 30.

TAXI DE NUIT (Fr.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 22 h.

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) 16 h 30, 21 h 30.

LE TESTAMENT DU DOCTEUR MABUSE (All., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) 16 h 30, 20 h 15.

THE HARDER THEY COME (Jamaïcain, v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 19 h 30.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 22 h 30.

TINA (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 16 h 15.

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 16 h 45.

LE TOMBEAU HINDOU (All., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62) 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LES TORTUES NINJA 3 (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) 16 h 40.

V'LA LES SCHTROUMPFS (A.-Bel.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 16 h.



DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



ECONOMIE

ETRANGER

Après quatre ans de blocage

La Bulgarie a réussi à renégocier sa dette

La Bulgarie a conclu récemment un accord de principe avec ses banques créancières. Cet accord devrait faciliter le redressement économique de ce petit pays des Balkans, handicapé par la guerre en ex-Yougoslavie et quelque peu négligé par les Occidentaux.

Foie gras au menu, pour les fêtes ? Si oui, vous avez de bonnes chances de déguster le foie d'une bête gavée en Bulgarie. La France en a importé, en 1993, pour 95 millions de francs. Les Bulgares ne mangent pas de foie gras, mais ils ont quelques raisons de réveillonner un peu plus *gaiement cette année* que les précédentes. En effet, 1993 s'achève pour leur pays sur deux bonnes nouvelles : l'accord de principe avec ses banques créancières pour un rééchelonnement de la dette extérieure – environ 10 milliards de dollars (58 milliards de francs) – et la mise en œuvre par l'Union européenne de l'accord d'association avec la Bulgarie (décidée le 6 décembre, avec des mois de retard, pour une entrée en vigueur le 1er janvier).

Le problème de la dette a constitué un lourd handicap pour la transition économique de la Bulgarie, depuis la chute du vieux dictateur Todor Jivkov en novembre 1989. Cette dette, contractée à plus de 80 % auprès des banques commerciales (allemandes en tête, japonaises, autrichiennes et italiennes ensuite, les françaises n'intervenant que minoritairement), s'était creusée vertigineusement dans les toutes dernières années du régime communiste, camouflant un déficit croissant des paiements courants. C'est pourtant un gouvernement néo-communiste qui décrétait, en 1990, un moratoire unilatéral sur les remboursements, ce qui eut pour effet de bloquer tout apport d'argent frais de la part des banques occidentales.

La lenteur des réformes

En septembre 1992, le gouvernement de l'Union des forces démocratiques (UFD) décidait de reprendre le remboursement partiel des intérêts de la dette, au rythme d'environ 20 % des sommes dues par trimestre. Mais les négociations avec les créanciers du « Club de Londres » (qui se tenaient le plus souvent à Francfort...) n'avançaient pas pour autant. Il est vrai que les Bulgares ont mis un certain temps à accepter la responsabilité de l'Etat pour l'ensemble des dettes contractées sous le régime communiste, puis ont demandé un effacement pur et simple de la dette dans des proportions inacceptables pour les créanciers.

En mars 1993, le pays suspendait à nouveau ses remboursements, marquant ainsi sa mauvaise humeur vis-à-vis de l'Occident : la Bulgarie s'estimait particulièrement lésée par le blocage simultané de l'accord d'association avec la CEE, des négociations de la dette, et de ses demandes d'aide internationale destinée à compenser le manque à gagner très lourd pour son économie résultant de l'embargo international sur la Serbie.

Il aura fallu encore huit mois de pourparlers pour qu'un accord de principe soit réalisé avec les créanciers, le 25 novembre dernier. La dette sera en partie effacée (entre 35 et 50 %, tout dépendra des modalités finalement adoptées), la Bulgarie s'engageant à rembourser d'entrée de jeu 865 millions de dollars, puis environ 300 millions par an. Le règlement définitif ne peut toutefois intervenir qu'après le vote du budget 1994 par le Parlement (courant janvier au plus tôt), lequel rendra possible un prêt du FMI de quelque 400 millions de dollars et une aide conjointe FMI-Banque mondiale pour le rachat d'une partie de la dette extérieure par la Bulgarie.

Ces bonnes nouvelles arrivent à point nommé pour un gouvernement très critiqué pour la lenteur des réformes économiques (les privatisations, notamment, sont au point mort). La Bulgarie est parvenue à éviter l'hyperinflation (la hausse des prix devrait avoisiner les 65 % en 1993, après 80 % en 1992), mais est toujours sous la menace d'un déficit public abyssal : 3 millions de Bulgares reçoivent un revenu de l'Etat, alors que celui-ci a les plus grandes difficultés à engranger des recettes. Dans ce contexte, le redressement des échanges commerciaux avec l'Europe des Douze (45 % des exportations bulgares), rendu possible par l'accord d'association, est de très bon augure.

Certains commentateurs bulgares voient un sens politique au règlement soudain de leurs problèmes extérieurs avec l'Europe : l'Allemagne, principal partenaire commercial et premier créancier *via* ses banques, aurait décidé de réactiver ses traditionnelles alliances dans les Balkans, avec la Bulgarie et la Turquie.

SOPHIE GHERARDI

Afin de redynamiser l'économie

Le premier ministre japonais annonce un plan de relance pour mi-janvier

Le premier ministre japonais, Morihiro Hosokawa, a présenté, vendredi 24 décembre, les grandes lignes d'un programme de relance économique et demandé aux principaux ministres chargés des questions économiques de détailler ce programme avant la mi-janvier. *« La situation économique actuelle m'inquiète beaucoup et le gouvernement, pour sa part, doit prendre le plus d'initiative possible »*, a déclaré M. Hosokawa lors d'une conférence de presse télévisée.

Le plan de relance envisagé par le premier ministre japonais comprend des mesures de déréglementation boursière, un troisième budget additionnel et le budget de l'année fiscale à venir (avril 1994-mars 1995). Outre des mesures d'aide à la restructuration de l'agriculture et du commerce de détail, il inclut également un programme d'aide aux employés affectés par les restructurations dans l'industrie et des mesures, notamment fiscales, de stimulation du marché immobilier.

En revanche, ce nouveau plan de relance – le quatrième depuis août 1992 – n'inclurait pas de baisse de l'impôt sur le revenu, selon Tsutomu Tanaka, adjoint de Manae Kubota, directeur général de l'Agence de planification économique. M. Hosokawa souhaite que ces nouvelles mesures de soutien à l'économie soient adoptées par le Parlement avant la fin de sa session prévue le 29 janvier.

Les derniers indices publiés montrent que l'économie japonaise continue de se dégrader. Les exportations d'automobiles ont baissé, en novembre, de 22,5 % par rapport à novembre 1992 et atteint leur plus faible niveau depuis avril 1979. Les constructeurs ne s'attendent pas à une reprise prochaine des exportations de véhicules, même en cas d'affaiblissement du yen, a annoncé, vendredi 24 décembre, un responsable de leur association. Et la plupart ont déjà entamé une politique de délocalisation de la production.

Les bénéfices avant impôts des 150 banques japonaises ont, eux, chuté de 17,6 % au cours du semestre qui s'est achevé le 30 septembre, comparé à la période correspondante de 1992. L'Agence de planification économique a, par ailleurs, révisé à la baisse le chiffre de la croissance pour l'année fiscale 1992 (avril 1992-mars 1993). Le produit intérieur brut du Japon a augmenté de 0,7 % au lieu de 0,8 %, initialement annoncé.

INDUSTRIE

Lors de son assemblée générale d'actionnaires

Rhône-Poulenc a annoncé un important programme de cessions d'actifs

Rhône-Poulenc va procéder dès 1994 à un important programme de cessions d'actifs *« sur une dizaine d'activités qui n'ont pas leur place dans le groupe »*, a indiqué, vendredi 24 décembre, son président, Jean-René Fourtou, lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. *« J'exclus donc de grandes acquisitions puisque nous ferons un effort de sortie d'un certain nombre d'activités afin de réduire la dette »*, a ajouté le président de Rhône-Poulenc, en souhaitant que les cessions se fassent dès 1994 et *« pendant un à deux ans »*. Ainsi, le groupe chimique devrait voir ses résultats *« s'améliorer dans les années à venir »*, a indiqué le président au cours de l'assemblée générale extraordinaire qui devait modifier les statuts après sa privatisation. Outre l'harmonisation des statuts, suite à la sortie de la société du champ d'application des lois de nationalisation et de démocratisation du secteur public, l'assemblée a adopté notamment comme résolution l'introduction du droit de vote double, attaché aux actions inscrites au nominatif pendant trois ans à compter du 1er janvier 1994. Depuis la privatisation du mois de novembre, 67 % des titres sont dans le public, 24 % dans le groupe d'actionnaires stables, 6 % chez les salariés et 3 % encore aux mains de l'Etat, comprenant 2,4 % réservés pour les actions gratuites.

M. Fourtou a confirmé, pour l'instant, les prévisions de résultats pour 1993 qui ne seront définitivement arrêtés qu'en février. En novembre, le groupe avait prévu une baisse de 30 % de ses bénéfices en 1993. En 1992 le résultat net part du groupe s'était élevé à 1,5 milliard de francs.

Les actionnaires familiaux se désengagent

Thiriez & Cartier Bresson cède ses derniers titres DMC

La société Thiriez & Cartier Bresson (TCB) vient de céder le dernier paquet d'actions DMC qu'elle détenait encore. Regroupant plus de 200 actionnaires familiaux du groupe textile, TCB a vendu 560 000 titres (8 % du capital de DMC, un peu moins du double en droits de vote). 500 000 actions ont été reprises, pour 150 millions de francs environ, par la société de Bourse Chevreu de Virieux, filiale de la banque Indosuez, qui aurait déjà commencé à les reclasser sur le marché. *« Une opération qui demande de la discrétion »*, commente-t-on à la société de Bourse, en refusant de donner plus de détails. La cotation du titre TCB a été suspendue, mercredi 22 décembre, sur le hors-cote de la Bourse de Paris.

Bien que, selon Julien Charlier, PDG de DMC, les familles Thiriez et Cartier Bresson – entrées dans DMC lors de la fusion de leur société lilloise avec le groupe alsacien – aient *« toujours été des actionnaires fidèles »*, ce désengagement était devenu inéluctable avec l'accroissement, au fil du temps, du nombre des héritiers familiaux. Leur départ laisse, en tout cas, DMC avec un actionnariat composé uniquement de grands institutionnels, banques et compagnies d'assurances qui contrôlent 40 % environ du capital : Clinvest (5 % environ) qui fédère le pool bancaire, BNP, Crédit du Nord, AGF (10 % probablement avec ses SICAV)...

« Il y a fort à parier qu'en cas d'OPA [offre publique d'achat] *hostile, il ne serait guère difficile de mobiliser nos actionnaires pour atteindre le seuil fatidique des 50 % »*, remarque M. Charlier, peu inquiet des conséquences pratiques de ce désengagement. Mais le retrait de Thiriez & Cartier Bresson relance les spéculations sur l'avenir du groupe cotonnier. Celui-ci devrait afficher, malgré la très mauvaise conjoncture textile, 50 millions de francs de résultat net cette année. Un résultat obtenu au prix d'une politique impitoyable : les effectifs (11 000 personnes environ) ont été diminués de 25 % en trois ans, des usines fermées, les stocks et les délais de fabrication ramenés au stric minimum. Mais ces résultats ne devraient pas empêcher le chiffre d'affaires du groupe (8,6 milliards de francs en 1992) de reculer cette année pour la troisième fois consécutive. DMC, pour survivre et mener à bien son indispensable mondialisation, sera peut-être contraint de chercher des alliés...

P.-A. G.

FINANCES

Selon une nouvelle estimation

Les Lloyd's auraient perdu 15,4 milliards de francs en 1991

Le groupe londonien d'assurance Lloyd's aurait accusé une perte de 1,8 milliard de livres (15,4 milliards de francs) en 1991, a indiqué l'Association des membres des Lloyd's (ALM), citée vendredi 24 décembre par la BBC. Les résultats sont annoncés avec trois ans de retard pour permettre le traitement des sinistres. Le chiffre officiel pour 1991 ne sera donc publié qu'au mois de mai prochain. Cette nouvelle prévision est cependant la plus pessimiste. Au printemps, l'estimation officielle faisait état d'une perte d'environ un milliard de livres pour 1991. Au début de l'automme, le montant évoqué était de 1,5 milliard de livres (*le Monde* du 23 octobre). Les déficits ont dépassé 5,5 milliards de livres entre 1988 et 1990.

L'ALM est le plus important syndicat de *« names »* qui regroupe près de la moitié des actionnaires du Lloyd's. Les *« names »* sont les noms donnés aux riches particuliers, membres d'un ou de plusieurs syndicats d'assurances. Au total, 21 000 d'entre eux ont été partiellement ou totalement ruinés à la suite des pertes enregistrées par le numéro un mondial de l'assurance. Aux premiers jours de décembre, les dirigeants de la compagnie d'assurances ont offert une indemnisation de 900 millions de livres pour indemniser ces actionnaires. Chacun d'entre eux a jusqu'au 31 janvier pour se déterminer.

REPÈRES

CAPITAL

L'Immobilière Phénix aura une minorité de blocage dans la FNAC

La Compagnie immobilière Phénix (CIP, filiale de la Compagnie générale des eaux) a annoncé, vendredi 24 décembre, son intention de porter sa participation dans la FNAC à 34 %, contre 20 % actuellement, conformément à un pacte d'actionnaires signé avec Altus Finance (Crédit lyonnais), l'autre actionnaire principal de la FNAC. Cette opération permettra à la CIP de disposer d'une minorité de blocage dans la FNAC, et son partenaire Altus ne pourra pas faire entrer un autre actionnaire dans le tour de table sans obtenir l'accord de la filiale de la Générale des eaux. Le rachat des 14 % supplémentaires dans la FNAC, soit 134 000 actions, se fera en Bourse, sur la base de 3 026 francs environ par action, ce qui porte son coût total à 405,5 millions de francs. Altus Finance et la CIP avaient racheté en juillet le premier distributeur français de livres et de disques.

RÉMUNÉRATION

Le taux de salaire horaire en hausse de 0,7 %

Le taux de salaire horaire ouvrier (TSH) a augmenté de 0,7 % au cours du troisième trimestre, selon les statistiques rendues publiques vendredi 24 décembre par l'INSEE. Sur les douze derniers mois, la progression du TSH atteint 2,6 % contre 2,3 % pour le SMIC et 1,9 % pour l'indice des prix (hors tabac). Par ailleurs, la hausse de l'indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés s'établit à 0,6 % au troisième trimestre (2,6 % sur un an).

JAPON

Mitsubishi Kasei et Mitsubishi Petrochemical vont fusionner

Le numéro un de l'industrie chimique japonaise Mitsubishi Kasei Corp. va fusionner avec sa filiale Mitsubishi Petrochemical Co. Ltd., le plus important groupe pétrolier nippon, ont indiqué, vendredi 24 décembre, des responsables du géant japonais. Cette fusion devrait être effective en octobre 1994. Mitsubishi Petrochemical Co. est un joint-venture entre les groupes japonais Mitsubishi et anglo-néerlandais Shell. Mitsubishi Kasei fabrique des produits pétrochimiques et du carbone et, plus récemment, s'est diversifié dans la biochimie, la pharmacie et les matériels électroniques.

La nouvelle société, qui portera le nom de Mitsubishi Kagaku Co. Ltd., devrait enregistrer un bénéfice de 20 milliards de yen (1,4 miliard de francs) avant impôts, pour un chiffre d'affaires consolidé annuel de plus de 1 600 milliards de yen (83,5 milliards de francs) et 14 000 salariés.

ÉNERGIE

L'exploration-production d'hydrocarbures a continué de décroître en France en 1993

Le déclin amorcé en 1989 en matière d'exploration et de production d'hydrocarbures en France s'est poursuivi en 1993, avec notamment une baisse de 4,4 % de la production de pétrole brut par rapport à l'année précédente, selon le bilan provisoire de la direction des Hydrocarbures (DHYCA), publié mercredi 22 décembre. La production de pétrole brut en France a ainsi atteint 2,74 millions de tonnes en 93 (– 4,4 %), dont 0,99 Mt en Aquitaine (– 1,3 %) et 1,74 Mt dans le Bassin de Paris (– 6,1 %). En 1988, la production avait atteint un record de 3,4 millions de tonnes. S'agissant du gaz naturel brut, la production française totale est en très légère augmentation (1,8 %) à 4 847 millions de m³. En 1994, la production de pétrole brut pourrait légèrement augmenter à 2,83 Mt grâce à l'exploitation des Arbousiers et la poursuite du développement d'Itteville. Par contre, la production de gaz brut devrait décliner à 4,7 milliards de m³ ainsi que celle des autres produits extraits.

La maîtrise des dépenses de santé

Un accord cadre sera conclu avec l'industrie pharmaceutique

Un *« projet d'accord cadre pour la mise en œuvre d'une politique conventionnelle du médicament »* a été élaboré entre les pouvoirs publics et l'industrie pharmaceutique, a annoncé, vendredi 24 décembre, le ministère des affaires sociales. Des conventions, négociées entre les laboratoires et le comité du médicament, devront permettre d'*« améliorer le niveau des prix de certaines spécialités, moyennant une meilleure maîtrise des dépenses de promotion et du volume des ventes, sur la base d'une approche médicalisée »*.

L'objectif de cet accord, qui doit être officiellement signé début janvier par les ministres des affaires sociales, de la santé, de l'économie et de l'industrie, ainsi que par les représentants de la profession, est de mieux contenir les dépenses de médicaments. Cette année, celles-ci auront progressé de 8 % et représenté une dépense de 55 milliards de francs pour l'assurance-maladie. Les pouvoirs publics entendent amener les laboratoires à limiter leurs actions de promotion auprès du corps médical et à s'engager sur le volume de vente de certaines spécialités.

De même, il s'agit d'aboutir à un plus grand respect des autorisations de mise sur le marché (AMM), en s'assurant que les médicaments, notamment les plus coûteux, sont prescrits à bon escient. Il y a quelques années, le ministère des affaires sociales avait ainsi observé qu'un produit destiné à traiter l'hypercholestérolémie était également utilisé pour les patients dont le taux de cholestérol était nettement inférieur au seuil prévu.

FAMILLE : Mme Veil souhaite « élargir » l'allocation parentale d'éducation. – Le projet de loi sur la famille, qui sera présenté lors de la session parlementaire de printemps, prévoira un *« élargissement de l'allocation parentale d'éducation »* sans pour autant introduire la notion de *« salaire maternel »*, a déclaré, mercredi 22 décembre, Simone Veil, ministre des affaires sociales, devant l'Assemblée nationale. Limitée aux couples ayant au moins trois enfants, l'APE pourrait à l'avenir être accordée dès le deuxième enfant.

CONTRAT DE PLAN : accord conclu en Languedoc-Roussillon. – Les négociations relatives au contrat de plan Etat-Région viennent d'aboutir, a indiqué le conseil régional du Languedoc-Roussillon, dans un communiqué publié vendredi 24 décembre. Le document, qui scelle l'accord entre la région, les villes, les départements, les responsables socio-professionnels et l'Etat, prévoit de mobiliser, sur les années 1994-1998, 5,7 milliards de francs, dont 2,2 issus du conseil régional, que préside Jacques Blanc (UDF-PR).

MARSEILLE : une partie des éboueurs reprennent le travail. – Les éboueurs de deux des quatre sociétés privées de traitement des ordures ménagères à Marseille ont repris le travail, vendredi 24 décembre, après cinq jours de grève. Sur les cent vingt employés menacés de licenciement, selon les syndicats, la municipalité de Marseille a accepté d'en reprendre cinquante alors que les entreprises en garderaient vingt. La mairie s'est également engagée à *« réfléchir »* au reclassement de vingt autres personnes.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 20 AU 24 DÉCEMBRE 1993

PARIS

Au plus haut

INDICE CAC 40

+ 2,5 %

Les fins d'année se suivent et se ressemblent. Si la semaine dernière la trêve des confiseurs semblait avancée de huit jours, un petit « rallye » de fin d'année a permis à la place de Paris de renouer avec la tradition : en cinq séances, les valeurs françaises se sont appréciées de 2,5 %. Avec cette dernière progression, la cote parisienne a terminé le terme boursier de décembre sur une avance de 8,69 %, soit le meilleur mois boursier de l'année devant celui d'octobre où l'indice CAC 40 avait gagné 8,47 %. Pour mémoire, la liquidation du mois de novembre avait été perdante de 7,19 %.

Cette fin de mois boursier en fanfare, à l'image des autres places mondiales, qui comme Paris ne cessent de battre des records, permet aux valeurs françaises d'afficher un gain non négligeable de 21,19 % depuis le début de l'année. Le principal indicateur de la place s'inscrivant pour sa part à 2 251,48 points.

Dès le début de la semaine, le ton était donné. Confirmant la reprise amorcée vendredi dernier, le marché parisien continua lundi à accroître ses gains avec une progression sensible de 1,23 %. Les transactions restant très étoffées avec près de 4,7 milliards de francs échangés sur le marché à règlement mensuel. Le lendemain, quelques petites prises de bénéfice empêchèrent l'indice CAC 40, qui n'était plus qu'à un petit pas de son record historique, de dépasser ce niveau. Pourtant, l'arbitrage que l'on observait depuis plusieurs séances entre les sicav monétaires et les actions – essentiellement pour bénéficier de l'exonération fiscale sur les plus-values – amenait un flot de liquidités relativement important. Mais qu'à cela ne tienne, le marché butait sur ses plus haut niveaux, pour finalement abandonner 0,34 %.

Mercredi, après un début de séance faible, le marché, malgré la publication d'indices conjoncturels plutôt médiocres, reprit un peu d'altitude au fil des échanges pour gagner au terme des transactions 0,45 %. Jeudi, à la veille de la liquidation mensuelle, paradoxalement dopé par des statistiques médiocres – celles-ci plaidant pour une baisse des taux pour relancer l'économie – le marché s'apprécia de 0,77 %.

La dernière séance de la semaine fut placée sous le signe de l'hésitation : après une ouverture en hausse de 0,18 %, l'indice replongea rapidement dans le rouge avant de se ressaisir franchement peu après 15 heures. En clôture, le baromètre de la place parisienne s'inscrivait en hausse de 0,38 % à 2 251,48 points, soit son plus haut niveau jamais atteint.

Rhône-Poulenc et Euro Disney

Du côté des valeurs, plusieurs titres ont retenu l'attention des investisseurs, à commencer par Ortiz-Miko racheté par l'anglo-néerlandais Unilever en début de semaine. L'annonce de la transaction a entraîné, lundi 20 décembre, la suspension du titre sur le second marché de la Bourse de Paris. Une offre publique d'achat devrait être déposée pour acquérir les 15 % restant dans le public.

Notons encore, pour cette semaine que selon Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc, la parité des actions Institut Mérieux et du groupe chimique Rhône-Poulenc devrait être « légèrement modifiée » pour le projet de fusion-absorption du groupe Mérieux, qui a été reporté le 13 décembre. M. Fourtou a indiqué, lors d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, qu'une nouvelle évaluation des parités avait été confiée à la Banque Lazard et qu'il en attendait le résultat au cours du premier trimestre. La parité qui avait été retenue était de 77 actions Rhône-Poulenc pour 5 actions Institut Mérieux. Par ailleurs, Rhône-Poulenc sera coté à partir du 27 décembre, premier jour de la liquidation du mois de janvier 1994, par quotités de 10 et multiples de 10.

Enfin, Guilbert SA, spécialisé dans la distribution de fournitures de bureau, a demandé le transfert de ses actions du second marché à la cote officielle au règlement mensuel. Sous réserve de l'accord du Conseil des Bourses de valeurs (CBV), le transfert pourrait s'effectuer au cours du premier semestre 1994. A cette occasion, une assemblée générale se réunira pour attribuer deux actions gratuites pour une action ancienne. Guilbert a été introduite au second marché de la Bourse de Paris le 20 mars 1984. A l'époque, le cours de l'action était de 105 francs. Il évolue aujourd'hui autour de 1 600 francs.

Pour conclure, Euro Disney a encore tenu le devant de la scène : les réserves émises par les commissaires aux comptes, qui n'excluent pas un dépôt de bilan de la société exploitant le parc d'attractions de Marne-la-Vallée, ont nettement pesé sur le titre qui a perdu 5 % sur la semaine à 33,20 francs.

FRANÇOIS BOSTNAVARÔN

Agroalimentaire

	24-12-93	Diff.
Bongrain	3010	+ 57
BSN	937	+ 43
Eridania Béghin	878	- 16
Fromageries Bel	4 995	- 5
LVMH	3 758	- 72
Pernod-Ricard	430,10	+ 26,50
Remy-Cointreau	231	- 10
Saint-Louis	1 502	+ 108

Assurances

	24-12-93	Diff.
AGF	708	- 4
AXA	1 570	+ 34
GAN	545	+ 11
Groupe Victoire	1 480	inchangé
SCOR SA	600	+ 2
UAP	688	+ 10

Bâtiment et matériaux

	24-12-93	Diff.
Bouygues	695	+ 9
Ciments français	335	+ 5
Colas	1 081	+ 50
Eurotunnel	47,30	+ 1,50
Eiffage	1 250	+ 50
GTM Entrepose	482	- 13
Imétal	543	- 15
Immob. Phénix	113,50	- 4,50
Jean Lefebvre	1 227	+ 7
Lafarge-Coppée	455,50	+ 19,60
Poliet	425	+ 15,80
Saint-Gobain	592	+ 14
SGE	289	+ 19
Spie-Batignolles	419,50	+ 25,50

Chimie

	24-12-93	Diff.
Air liquide (L')	856	18
ELF Sanofi	1 000	35
Gascogne	495	14
Institut Mérieux	2 089	19
Michelin	209	13,40
Plastic Omnium	739	14
Rhône-Poulenc A	145	- 0,30
Rhône-Poulenc CI	156	- 3,50
Roussel-Uclaf	713	- 1
Synthélabo	218,40	- 1,60

Consommation non alimentaire

	24-12-93	Diff.
BIC	1 288	+ 3
Chargeurs	1 388	+ 124
Christian Dior	344,50	+ 1,50
Clarins	548	+ 15
DMC	383	+ 1
EBF	711	- 8
Essilor Int.	740	+ 5
Groupe André	680	- 6
L'Oréal	1 320	+ 78
Moulinex	104	+ 0,50
Salomon	2025	- 106
SEB	523	+ 23
Skis Rossignol	1 970	- 18
Sommer-Allibert	1 981	- 17
Zodiac	2 050	+ 171

Crédit et banques

	24-12-93	Diff.
Comp. bancaire	548	+ 4
BNP CI	285,30	+ 5,30
Cetelem	1 320	+ 20
CPR	508	- 22
CDE	219	inch.
CCF	298	+ 5
CFF	1 175	+ 59
CLF	498,70	+ 6,60
Créd. lyon. CI	740	+ 35
Crédit national	570	- 2
Société générale	770	+ 19
SOVAC	1 887	+ 117
UFB Locabail	385	- 5
UIC	532	- 15
Via Banque	424,20	+ 3,70

Electricité et électronique

	24-12-93	Diff.
Alcatel-Alsthom	844	+ 41
Alcatel-Câble	740	+ 37
CSEE	558	+ 20
Intertechnique	445	- 25
Labinal	700	+ 42
Legrand	5 550	+ 330
Matra Hachette	149,20	+ 4,70
Radiotechnique	354	+ 0,90
Sagem	2 800	+ 50
Schneider	460,20	+ 45
Sextant Avionique	300	inch.
Thomson CSF	181	+ 10

Distribution

	24-12-93	Diff.
Alsacienne Sup	2 250	inchangé
Bon Marché	659	+ 24
Carrefour	4 290	+ 190
Casino	199	+ 4,30
Castorama Dubois	916	+ 81
Compt. Modernes	1 800	+ 89
Damart	5 650	+ 570
Docks de France	737	+ 17
Gal. Lafayette	2 000	+ 60
Guilbert SA	1 590	+ 100
Guyenne Gasc.	1 869	- 16
Pinault Pr.	990	+ 41
Primagaz	995	+ 8
Promodès	1 097	- 34
Rexel (ex-CDME)	678	+ 48
SCOA	9,5	- 0,30

Immobilier et foncier

	24-12-93	Diff.
CFI	300	- 5
GFC	511	+ 16
Lucia	132	-
Olipar	27,70	- 0,80
Rue Impériale	4051	+ 101
Safimag	520	+ 1
Silic	882	+ 12
Simco	585	- 1
Sogeparc	930	+ 25
UIF	637	+ 11

Investissement et portefeuille

	24-12-93	Diff.
Amault et Assoc.	282	+ 48,80
Bolloré	361,90	+ 11,80
Cerus	127,80	+ 5,30
CGIP	1 196	+ 4
Eurafr. CP 48F	2 318	+ 38
Gaz et Eaux	2 050	+ 29
Lagardère MMB	140,40	- 1,20
Marine-Wendel	402	+ 2
Navigation mixte	1 040	+ 7
Nord-Est	165	+ 2
Origny-Desvroise	934	+ 25
Parfinance	209	- 3,60
Paribas	481,90	+ 13,90
Pinault	NC	-
Suez	347,20	+ 6,40
Worms	325	- 2,60

Métallurgie, mécanique

	24-12-93	Diff.
CarnaudMetalbox	190	+ 9
Dassault Aviation	488	+ 17
De Dietrich	2289	+ 139
Fives-Lille	533	+ 43
Legris Industrie	282,20	+ 7,20
Métaleurop	72	+ 0,80
Pechiney CI	393,10	+ 0,60
Pechiney Int.	200,60	+ 5,60
Peugeot SA	770	+ 49
Strafor, Facom	585	+ 45
Valeo	1303	+ 83
Vallourec	243,90	+ 33,90

Mines d'or, diamant

	24-12-93	Diff.
Anglo-American	255	- 1
Buffelsfontein	67,60	+ 0,10
De Beers	128	- 6,50
Driefontein	72	inch.
Gencor	11,10	+ 0,60
Harmony	28,85	- 0,90
Randfontein	57,80	- 0,10
Sainte-Helena	55,20	- 3,80
Western Deep	257	- 10,70

Pétrole

	24-12-93	Diff.
BP-France	125	+ 5
Elf-Aquit.	415,90	+ 1,70
Erap-Elf	372,60	-
Esso	1 018	- 19
Géophysique	585	+ 65
Total	321	+ 5,30

Sicomi ou ex-Sicomi

	24-12-93	Diff.
Bail Investis.	1 110	+ 69
Genefim	356	- 13
Immobail BTP	525	- 4
Interbail	501	+ 16
Klepierre	750	+ 7
Locindus	1 070	+ 46
Sélectibanque	200	- 2
Unibail	595	+ 11

Transports, loisirs, services

	24-12-93	Diff.
Accor	592	+ 21
BIS	221	+ 13,60
Canal Plus	1 110	+ 7
Cap Gemini	162	- 6
CEP Comm.	446	+ 12,90
Club Méditerranée	348	- 1
Dauphin Ota	260	inchangé
Génér. des eaux	2 845	+ 82
Ecco	635	+ 27
Euro Disney	33,05	- 1,85
Filipacchi Médias	840	+ 25
Havas	430	- 8
Lyonnaise-Dumez	560	+ 23
OGF	675	+ 2
Publicis	1 100	+ 106
Delmas Vieljeux	575	- 15
SITA	808	+ 29
Sligos	540	+ 5
Sodexho	1 090	- 5
TF1	494	- 14

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	24-12-93	Diff.
9 % 1979	100,74	-
10,80 % 1979	102,80	inchangé.
EDF-GDF 3 %	5 720	- 60
CNB 5 000 F	101,30	+ 1
CNB Par. 5 000 F	100,46	-
CNB Suez 5 000 F	100,30	-
CNI 5 000 F	100,85	+ 0,22

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres	Valeur en cap. (MF)
Eaux gle des	2335487	1920773
Lyon. Eaux Dumez	3111584	1641031
Alcatel Alsthom	1740322	1424024
AGF	1696920	1178314
Suez	3186495	1078945
BSN	1004402	928217
Valéo	730200	893295
Rhône-Poulenc	5567938	813854
ELF-Aquitaine	1943979	808481
Cr. Lyonnais CIP	1003375	711409
Michelin	3390865	691471
Total	2119135	670128
Sté Générale	850220	648581
LVMH	166447	637609

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
SAT	+ 28,5	Sodero	- 13,4
Vallourec	+ 16,7	CCMC Managix	- 7,3
Redoute	+ 13,8	Dynaction	- 6,9
Géophysique	+ 12,8	Métalu. Int	- 6,8
Bic	+ 12,5	Sade	- 6,2
Eiffage	+ 12,4	Bert. Faure	- 5,7
Schneider	+ 11,9	Intertechnique	- 5,7
Valéo	+ 10,7	Casinart. part.	- 5,2
Thomson	+ 10,5	Immo. Phénix	- 5,1
Rexel	+ 9,8	Euro-Disney	- 5
Gr. de la Cité	+ 9,1	Sodexho	- 5
Chargeurs	+ 8,3	Bque Colbert	- 4,5
De Dietrich	+ 8,2	Remy Cointreau	- 4
Saupiquet	+ 8,1	Métaleurop	- 3,7

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	17-12-93	20-12-93	21-12-93	22-12-93	23-12-93
RM	4 583 014	6 680 144	5 518 575	7 879 734	4 748 859
Comptant R. et obl.	27 819 114	31 280 880	28 185 496	28 851 047	34 611 268
Actions	506 085	350 942	1 398 678	486 006	388 448
Total	32 908 213	38 311 966	35 102 749	37 216 787	39 748 575

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	20-12-93	21-12-93	22-12-93	23-12-93	24-12-93
Ind. SBF 120	1536,22	1534,26	1539,43	1550,86	1555,13
Ind. SBF 250	1467,85	1467,18	1471,77	1482,21	1486,37
(base 100, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40	2 223,47	2 215,86	2 225,79	2 243,02	2 251,48

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 24 décembre 1993

Nombre de contrats : 28 982 environ

COURS	ÉCHÉANCES DEC. 1993	MARS 1994	JUIN 1994	SEPT. 1994
Premier	126,48	130,64	130,08	129,30
Dernier	126,32	130,44	129,90	129,30

NEW-YORK

Sans relief

INDICE DOW JONES

+ 0,16 %

La semaine a été sans relief à Wall Street, celle-ci manquant de peu d'établir un nouveau record jeudi 23 décembre, après la publication de bonnes statistiques économiques et des achats par les investisseurs institutionnels avant la présentation des portefeuilles à leurs clients. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fini jeudi à 3 757,72, en hausse de 6,15 points (+ 0,16 %) par rapport à la semaine précédente. Le marché était fermé vendredi, veille de Noël.

L'attention des opérateurs s'est portée principalement sur la réunion à huis clos de l'Open Market de la Réserve fédérale (Fed) en début de semaine, qui n'a pas donné lieu à un changement immédiat de la politique monétaire américaine. De nombreux analystes estiment que la Fed pourrait pencher en faveur d'un relèvement des taux. Les statistiques publiées ont contribué à la progression de Wall Street, avec notamment la hausse de 2 % des commandes de biens durables et la progression des revenus individuels (+ 0,6 %) et des dépenses des ménages (+ 0,4 %) le mois dernier.

Une nette baisse des taux d'intérêt à long terme mercredi, attribuée à une bonne demande lors des adjudications de bons à cinq ans par le Trésor, a également encouragé la hausse de Wall Street. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est descendu à 6,21 % jeudi contre 6,28 % vendredi dernier.

Indices Dow Jones du 23 décembre : 3 757,72 (c. 3 751,57).

	Cours 17 déc.	Cours 23 déc.
Alcoa	68 7/8	68 1/4
ATT	54 5/8	54 3/8
Boeing	42 3/8	43 3/4
Chase Man. Bank	34 1/4	34 5/8
Du Pont de Nemours	49 3/8	49 1/8
Eastman Kodak	55 1/4	55 7/8
Exxon	64	63
Ford	62 5/8	64 7/8
General Electric	105 1/8	106
General Motors	54 3/4	55 1/8
Goodyear	43 3/8	44 3/4
IBM	59 3/4	58 5/8
ITT	93 1/4	92 1/8
Mobil Oil	74 5/8	77 1/4
Pfizer	64 7/8	67 1/8
Schlumberger	57 1/2	58
Texaco	63 3/8	63 7/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	143 3/8	146 5/8
Union Carbide	21 3/8	22 1/4
United Tech.	61 3/4	62 1/8
Westinghouse	14	14 1/8
Xerox Corp	88 5/8	39 7/8

TOKYO

Rechute

INDICE NIKKEI

- 5,3 %

La Bourse de Tokyo a perdu du terrain au cours de la semaine écoulée en raison des incertitudes pesant sur la vie politique japonaise et notamment de la possibilité d'une dissolution du Parlement et de nouvelles élections législatives en janvier. L'indice Nikkei a perdu 910,8 points, soit 5,3 %, durant la semaine, terminant à 17 141,11 points, alors qu'il avait gagné 794,48 points la semaine précédente. Le volume des échanges a porté en moyenne sur 236,5 millions de titres contre 259,5 millions la semaine précédente.

Le Nikkei avait commencé la semaine à 17 854,49 points avant de chuter lundi et mardi, en raison de rumeurs selon lesquelles le gouvernement pourrait dissoudre le Parlement si l'opposition continuait à faire obstacle à l'adoption des projets de lois sur la réforme de la vie politique nippone. Le premier ministre, Morihiro Hosokawa, avait affirmé en août qu'il démissionnerait s'il ne parvenait pas à faire adopter ces textes qui visent à remédier à la corruption.

Mercredi, la cote a connu une légère reprise après l'annonce par le ministre des finances d'une série de 70 mesures de déréglementation destinées à stimuler la Bourse. Toutefois, un haut responsable de Yamaichi Securities a estimé que ce plan n'avait suscité « aucun optimisme » et que la hausse de la Bourse n'était qu'une correction normale après deux jours de baisse.

Indices du 24 décembre : 17 141,11 (c. 18 051,91) ; Topix, 1 428,70 (c. 1 490,97).

	Cours 17 déc.	Cours 24 déc.
Ajinomoto	1 250	1 140
Bridgestone	1 310	1 250
Canon	1 490	1 500
Fuji Bank	1 970	1 910
Honda Motors	1 520	1 450
Matsushita Electric	1 530	1 470
Mitsubishi Heavy	640	625
Sony Corp.	5 510	5 400
Toyota Motors	1 790	1 720

LONDRES

Record de Noël + 2,25 %

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a affiché un nouveau record historique de clôture, vendredi 24 décembre au Stock Exchange, terminant la journée en hausse de 15,8 points (+ 0,4 %) à 3 412,3 points. La Bourse de Londres, qui fermait ses portes vendredi midi, ne les rouvrira que mercredi matin, après un week-end de Noël de quatre jours et demi.

Le gain hebdomadaire a ainsi été de 2,25 %. Le Stock Exchange a été soutenu par des espoirs de baisse des taux d'intérêt de la Banque d'Angleterre, en début d'année prochaine, et par le boom des ventes de Noël qui augure bien de la poursuite de la reprise économique au Royaume-Uni.

Indices « FT » du 24 décembre : 100 valeurs, 3 412,3 (c. 3 337,1) ; 30 valeurs, 2 557,70 (c. 2 496) ; Fonds d'Etat, 106,96 (107,16) ; mines d'or 247,4 (c. 247,6).

	Cours 17 déc.	Cours 24 déc.
Allied Lyons	6,41	6,63
BP	3,47	3,60
BTR	3,55	3,77
Cadbury	4,98	5,08
De Beers	15,75	NC
Glaxo	7,07	7,20
GUS	6,06	6,35
ICI	7,67	7,76
Reuters	17,58	18,67
RTZ	7,75	7,91
Shell	7,11	7,17
Unilever	11,73	12,14

FRANCFORT

Nouveaux sommets + 3,34 %

La Bourse allemande a repris sa hausse cette semaine, l'indice Dax des trente valeurs vedettes établissant chaque jour un nouveau record historique. L'indice Dax à terminé jeudi à 2 222,89 points, soit une progression de 3,34 % par rapport à la clôture de la semaine passée. La Bourse allemande était fermée vendredi. Depuis quelques séances, les participants tablaient sur un franchissement du seuil des 2 200 points à court terme, qui a finalement été franchi jeudi. La hausse a été provoquée par un afflux massif d'investisseurs allemands et étrangers, souhaitant gonfler leurs portefeuilles avant le 31 décembre. Selon les courtiers, les investisseurs anticipent sur l'année à venir. La Commerzbank estime dans son rapport boursier annuel que le marché allemand des actions devrait être en nette hausse en 1994.

Indice Dax du 23 décembre : 2 222,89 (c. 2 151,02)

	Cours 17 déc.	Cours 23 déc.
AEG	166,90	167,90
BASF	282	293,50
Bayer	352	361
Commerzbank	380,80	388
Deutschebank	854,80	889,50
Hoechst	297,50	306,50
Karstadt	572,50	579
Mannesman	397,30	419
Siemens	746,90	769,50
Volkswagen	420,60	435,20

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Les Allemands suivent l'exemple français

Les grands emprunteurs allemands se préparent à suivre l'exemple de leurs homologues français. En 1994, ils seront nombreux à lever des fonds en quantité importante sur le marché international des capitaux, réduisant d'autant leur appel au marché national des titres allemands. En émigrant vers l'euromarché, ils laisseront le champ libre à l'Etat et à ses dépendances immédiates, dont les besoins de fonds sont immenses. Cette perspective paraît rassurante à ceux qui s'inquiètent des conséquences pour le marché allemand d'une campagne électorale qui va être entretenue en permanence outre-Rhin ces prochains mois. Plusieurs Parlements de Land seront renouvelés et, sur le plan national, il y aura des élections législatives cet automne.

S'effacer devant l'Etat, c'est bien ce qu'ont fait la plupart des grands emprunteurs français en 1993, année électorale pendant laquelle le Trésor public avait un immense programme d'emprunts à réaliser. Les choses ont été facilitées par l'éclatement au grand jour d'une querelle que les banques françaises ont mis un temps considérable à vider. Elles se disputaient pour des questions de rang et de préséance sur le marché national des capitaux, et beaucoup d'emprunteurs, redoutant de faire les frais des disputes de leurs banques, ont préféré bifurquer vers l'euromarché, qui est d'accès beaucoup plus libre et où il est également possible de lever des fonds en francs. L'Etat lui-même n'avait rien à craindre de la querelle des banques parce que les emprunts du Trésor sont émis par voie d'adjudication.

Un des résultats de cette évolution a été de renforcer le poids relatif du compartiment de l'eurofranc au sein de l'euromarché. Les banques spécialisées ne s'en plaignent pas. Cela rehausse d'autant leur profil international. En un an, le volume des émissions nouvelles en eurofrancs français a augmenté considérablement. Il a atteint environ 217,5 milliards de francs contre 118 milliards en 1992. Une grande partie de cette augmentation est artificielle, due aux difficultés internes du marché français, et il est vraisemblable que, dans plusieurs cas, le gros d'un nouvel euro-emprunt ait fini par se placer dans les portefeuilles d'investisseurs français. Cela serait contraire au but de l'euromarché. Les euro-emprunts sont normalement destinés à être distribués pour l'essentiel hors de France. Quoi qu'il en soit, les emprunteurs n'y ont, pour leur part, pas vu d'objection, car l'euromarché, pour qui veut y drainer des fonds, était jusqu'à présent beaucoup moins coûteux que le marché national. Il faut toutefois préciser que la situation a récemment évolué, que la dispute entre banques semble être terminée et qu'en outre, de grands efforts ont été accomplis qui rendront en janvier l'accès du marché national des emprunts aussi peu onéreux que celui de l'euromarché.

Les emprunteurs émigrent vers l'euromarché

Ces allègements ne vont pas tarder à être suivis d'effets. Un rapatriement va se produire. Déjà, un des emprunteurs français les plus en vue a fait savoir qu'il n'allait pas délaisser le marché national. Il entend y retourner pour y puiser entre 5 et 10 milliards de francs l'an prochain contre 3,7 milliards seulement en 1993. Venant du Crédit local de France, qui est un des débiteurs les plus importants à l'échelle mondiale – il a émis en tout pour plus de 40 milliards de francs d'obligations cette année –, l'exemple sera certainement suivi. Il reste que le pli est pris et que même ceux des emprunteurs qui sollicitent le marché pour des montants moyens n'abandonneront pas entièrement l'euromarché, où ils trouvent, en plus des ressources financières qu'ils recherchent, un bénéfice publicitaire non négligeable.

Les Allemands n'en sont qu'au premier stade de ce développement. Il n'est pas question pour eux de rapatriement. Au contraire, beaucoup songent à s'évader hors de leur marché intérieur. Certes, il n'y a pas de directive émise en haut lieu par le pouvoir central qui les inviterait à faire place à l'Etat. Mais tout se passe comme si c'était le cas. Ces derniers mois, on pouvait compter sur un volume d'investisseurs étrangers pour acquérir les effets publics allemands. Maintenant que le niveau de l'intérêt a considérablement baissé, les achats étrangers pourraient diminuer. Il convient de se préparer à une telle éventualité.

Ces emprunteurs allemands, poussés hors des frontières de leur pays, suivent tous un parcours semblable. Ils commencent par effectuer une sortie plutôt discrète en Suisse. Puis, normalement, ils lancent une opération internationale en deutschemarks. C'est certainement l'étape la plus intéressante, car elle met en évidence une différence de taille avec le compartiment de l'eurofranc. Ces affaires internationales en marks sont en effet toujours émises à des conditions plus sévères que celles qui prévalent alors sur le marché national. Cela exclut toute possibilité de vendre les obligations dans le pays même. On s'adresse donc exclusivement aux investisseurs internationaux, qui normalement se laissent convaincre par deux éléments : la qualité de la signature, d'une part, et la standardisation des obligations, d'autre part. Sur l'euromarché, la forme des titres est normalisée, et cela permet aux investisseurs du monde entier de s'intéresser à une signature nouvelle alors que les particularismes qui subsistent sur les marchés nationaux constituent de véritables obstacles. Après ce passage en francs suisses et en eurodeutschemarks viennent les autres grandes monnaies, dont le franc français.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le franc encore un peu plus ferme

La fermeté retrouvée du franc constitue le « petit Noël » du gouverneur de la Banque de France, M. Trichet, du directeur du Trésor, M. Noyer, du ministre de l'économie, M. Alphandéry, et du premier ministre, M. Balladur. Cette semaine encore, notre monnaie s'est raffermie vis-à-vis du mark dont le cours à Paris, a franchi encore un cran à la baisse, s'établissant à 3,4080 francs environ, soit 1 centime de moins que la semaine dernière. La devise allemande a même, lundi 20 décembre, touché 3,4020 francs avant de remonter un peu par la suite, comme si un seuil de résistance apparaissait à ce niveau-là : mais les seuils sont faits pour être franchis. Les réserves nettes de devises continuent à se reconstituer, mais à un rythme lent, 2 milliards de francs de plus au 16 décembre, ce qui porterait à 7,5 milliards de francs environ ces réserves nettes.

De toute façon, la Banque de France entretient sur le sujet un flou artistique, ou, plutôt, un épais brouillard, le niveau réel de ses réserves étant un secret d'Etat. Ne l'avait-on pas vu, dans son bilan au 18 novembre, ressortir de dessous ses comptoirs l'équivalent de 43 milliards en devises. Ils provenaient, probablement, d'achats à terme effectués auparavant pour être livrés à échéance le 15 novembre, date de remboursement au Fonds européen de coopération monétaire (FECOM) d'emprunts contractés en juillet pour défendre le franc. De toute façon, la secousse avait été telle (plus de 300 milliards de francs de sorties de devises) que le retour au *statu quo* prend du temps.

Cette semaine, plusieurs événements bénéfiques ont favorisé le franc, notamment les prévisions de l'OCDE, suivant lesquelles le pire serait passé pour l'économie française. Au reste, comme le soulignait, la semaine dernière, François Chevallier, économiste à la BFCE, on assiste à une *« normalisation »* du système monétaire européen. Ce n'est ni le mark qui s'effondre, ni le franc qui s'envole, mais seulement la devise allemande qui réintègre le système sous l'effet des débouclements des positions spéculatives prises en juillet.

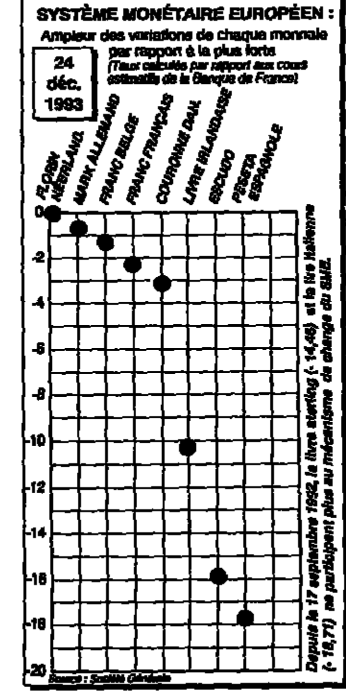
Quant au dollar, il s'est montré bien faiblard cette semaine, glissant, à Francfort, au-dessous de 1,70 DM et, à Paris, au-dessous de 5,80 francs. D'un côté, la banque et les grandes multinationales « ferment leurs livres » pour la fin de l'année et, en particulier, soldent les positions à terme, personne ne voulant, au 31 décembre, se trouver « long », c'est-à-dire acheter sur le dollar. De l'autre, l'incertitude plane sur les intentions de la Réserve fédérale en matière de taux d'intérêt, ce qui freine les initiatives. Ajoutons la baisse d'activité sur le marché au moment des fêtes, et on aura expliqué, pour une bonne partie, la relative atonie du dollar en cette veille de Noël.

FRANCOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 20 AU 24 DÉCEMBRE
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,5050	–	17,3168	69,5410	59,0145	2,8345	52,6593	0,00602
	1,4900	–	17,0699	68,7049	58,6235	2,8177	52,3478	0,00593
Paris	8,6914	5,7750	–	401,5994	340,8085	16,3690	304,1074	3,4747
	8,6097	5,8320	–	400,6870	341,8924	16,4328	305,2924	3,4591
Zurich	2,1642	1,4380	24,9004	–	84,8628	4,0760	75,7241	0,8652
	2,1687	1,4555	27,3932	–	85,3265	4,1012	76,1922	0,8633
Francfort	2,5502	1,6945	29,3420	117,8373	–	4,8030	89,2312	1,0196
	2,5416	1,7058	29,5334	117,1968	–	4,8064	89,2949	1,0117
Bruxelles	53,0964	35,28	6,1091	24,5341	20,8203	–	18,5782	2,1227
	52,8801	35,49	6,0947	24,3834	20,8055	–	18,5782	2,1050
Amsterdam	2,8580	1,8990	328,8311	1,32058	112,0684	5,38265	–	1,142599
	2,8463	1,9103	332,4979	1,31247	111,98851	5,38264	–	1,133036
Milan	2501,31	1662,00	287,7922	1155,7719	980,8203	47,10884	875,1975	–
	2512,14	1686,00	275,9918	1158,3648	980,3225	47,10884	882,5839	–
Tokyo	166,83	110,85	19,19481	77,08623	65,41753	3,14201	58,37203	0,066697
	163,97	110,05	21,57249	75,60976	64,5151	3,10087	57,60875	0,065273

A Paris, 100 yens étaient cotés le vendredi 24 décembre 5,2097 F contre 5,2994 F le vendredi 17 décembre 1993.



MATIÈRES PREMIÈRES

Les coulisses du caoutchouc

Après des mois difficiles, les cours du caoutchouc se montrent soutenus en cette fin d'année. L'indice INRO (accord international sur le caoutchouc), calculé sur un panier de monnaies et reflétant la moyenne sur cinq jours du prix quotidien publié par l'Organisation internationale du caoutchouc, était de 168 cents le kilo, soit 2 cents au-dessus du « may buy », c'est-à-dire du niveau auquel le stock régulateur peut intervenir. Instrument de gestion du marché, ce fameux « buffer stock » retire puis injecte de la marchandise pour que les prix restent raisonnables, sans excès dans un sens ou dans un autre. C'est ainsi, à la mi-décembre, que l'INRO a acheté sur les trois marchés principaux – Thaïlande, Indonésie, Malaisie – 25 000 tonnes de caoutchouc.

Cet organisme, qui venait de recevoir le financement nécessaire à la poursuite de son action, s'est empressé d'intervenir à une période judicieusement choisie. *« L'INRO a profité des dérèglements climatiques pour faire remonter les cours »*, souligne Jean-Marc Seyman, vice-président de Safic-Alcan (une société internationale de négoce de caoutchouc et d'huiles). En effet, alors que la gomme devrait connaître une période de forte production, une saison émaillée de typhons et de pluies ravageuses sévit en Extrême-Orient. Du coup, les embarquements sont retardés. Le phénomène est surtout visible en Malaisie et en Thaïlande. Le latex serait probablement délaissé au profit de l'huile de palme, jugée plus rentable.

De plus, le principal client de la Malaisie et de la Thaïlande est le Japon qui, en ce moment, traverse une crise dans son secteur automobile. Or le pneumatique constitue un débouché primordial pour cette matière première. L'heure de la révolte contre les pays consommateurs semble avoir sonné pour la Malaisie tout particulièrement, qui voit le coût de sa main-d'œuvre augmenter au fur et à mesure de l'avancée de son industrialisation. Ainsi, 16 % des hévéas de ce pays n'ont pas été exploités au cours de cette année.

Une demande stable

Face à cet effritement de la production mondiale qui, selon les derniers chiffres, ne devrait pas dépasser 5,5 millions de tonnes, la consommation mondiale se stabilise autour du même tonnage. La consommation des pneumatiques est particulièrement bonne aux Etats-Unis. Elle augmenterait probablement de 8 % en 1994 par rapport à l'année dernière. Ce mouvement devrait à peu près compenser les déficiences de l'Europe de l'Est – les experts prévoient qu'elle consommera 10 % de gomme de moins que l'année dernière – et même celles du Japon, de l'Allemagne et de la France (à peu près 5 % de moins pour chacun d'eux).

Mais c'est l'INRO la véritable cause du soutien des cours. Très contesté par les pays producteurs tout au long de cette année, ce traité sera finalement renouvelé pour une période d'un an, alors qu'il devrait expirer en décembre. Non seulement les pays producteurs n'ont pas ouvert les négociations pour un nouveau pacte sur les prix, comme ils en avaient l'intention, car ceux pratiqués actuellement ne leur semblaient pas assez rémunérateurs, mais ils ont accepté que le niveau auquel le stock régulateur peut intervenir soit baissé de 5 %.

Voilà un compromis sorti de l'impasse alors que tout semblait augurer du contraire. Et ceci malgré les protestations véhémentes des pays du Sud, et en particulier de l'Indonésie, pourtant peu encline d'habitude à émettre des contestations. Mais qui peut prévoir l'évolution de « l'arbre qui pleure », cet arbre dont l'histoire connut de multiples rebondissements, des heures de gloire, puis celles du déclin, et ensuite les affres d'une renaissance intermittentes?

MARIE DE VARNEY

PRODUITS	COURS DU 24-12
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1 800,5 (+ 53,50) Dollars/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 122,50 (+ 126,50) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	5 340 (=) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mars 1994	284,50 (– 1,10) Dollars/tonne
Café (Londres) Mars 1994	1 230 (– 33) Dollars/tonne
Cacao (New-York) Mars 1994	1 177 (– 32) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Mars 1994	N.C. (–) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Mars 1994	N.C. (–) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Mars 1994	198,40 (– 0,50) Dollars/t. courte
Pétrole (Londres) Février 1994	13,64 (– 0,04) Dollars/baril

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 17-12-93	Cours 23-12-93
Or fin (kilo en barre)	72 000	71 400
– (kilo en lingot)	72 050	71 550
Pièce française (20 F)	411	410
• Pièce française (10 F)	370	378
Pièce suisse (20 F)	411	413
Pièce latine (20 F)	412	409
• Pièce tunisienne (20 F)	410	409
Souverain	521	520
• Souverain Elisabeth II	521	521
• Demi-souverain	320	322
Pièce de 20 dollars	2 645	2 695
– 10 dollars	1 450	1 350
• – 5 dollars	793,75	740
– 50 pesos	2 665	2 665
• – 20 marks	510	510
– 10 florins	440	431
• – 5 roubles	283	280

• Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La baisse des taux longs à toute vapeur

Anticipons, anticipons! C'est le mot d'ordre à la veille des fêtes et avant le début de l'année nouvelle. Anticiper quoi? La baisse des taux d'intérêt, parbleu, et si on veut être prudent sur les taux courts, suspendus au bon vouloir de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), on reste audacieux sur les taux longs, livrés au jugement des marchés et qui ont fait l'objet d'un nouveau cran à la baisse : l'emprunt d'Etat français à dix ans (OAT 6,75 % 2003) à 5,65 % au comptant (à compléter au plus bas depuis trente ans), contre 5,78 % la semaine dernière, l'emprunt d'Etat allemand (bund) de même durée à 5,63 %, à 0,02 point d'écart.

Quant au Matif, il a battu, à nouveau, tous ses records à près de 126,50 sur le contrat notionnel (emprunt d'Etat à dix ans) pour l'échéance décembre, désormais virtuelle, et à 130,70 pour la nouvelle échéance de référence, celle de fin mars.

En fait, tous les marchés jouent une nouvelle diminution du taux des pensions à court terme (REPO) de la Bundesbank à partir du 5 janvier prochain, date à laquelle expire le maintien à 6 % de ce REPO, annoncé le 2 décembre. Comme le taux d'escompte de la Banque centrale allemande est à 5,75 % et qu'elle veut, toujours, maintenir un écart d'au moins un quart de point avec le REPO, il est pratiquement acquis que la prochaine décision de la Buba sera d'abaisser d'un demi-point son taux d'escompte à 5,25 % maximum, pour lui permettre de reprendre le processus de diminution du taux de ses pensions à court terme.

La Banque de France, contrairement à l'espoir de certains, n'a pas touché aux 6,20 % de son appel d'offres, attendant, sans doute, que son homologue allemande reprenne l'initiative. Elle préfère probablement maintenir les taux à court terme sur la place de Paris à un demi-point au-dessus des taux pratiqués à Francfort, afin de conserver une prime pour le franc.

Cette semaine, l'atmosphère a été plus sereine sur le marché obligataire américain où les rendements des emprunts du Trésor (T Bonds) ont baissé, revenant de 5,78 %-5,80 % à 5,69 % sur l'échéance à dix ans et de 6,29 %-6,30 % à 6,21 % pour l'échéance à trente ans. Ces rendements, après avoir touché, le 15 octobre, leurs plus bas niveaux depuis vingt-cinq ans, respectivement 5,17 % et 5,77 %, avaient amorcé en novembre et décembre une remontée qui les avait portés à 5,85 % et 6,39 %, avant de retomber un peu comme on l'a vu.

Le combat féroce des gouverneurs de la Fed

En ce qui concerne les taux américains, essentiellement le court terme, fixé par la Réserve fédérale (Fed), mais aussi le long terme, qui est fixé par des marchés sensibles aux inflexions de la politique monétaire de la Fed, on connaît les thèses en présence. Le redémarrage de l'économie des Etats-Unis, que personne ne met plus en doute maintenant, risquerait de rallumer les feux mal éteints de l'inflation, et, donc un durcissement préventif de ladite politique monétaire s'imposerait, disons au premier semestre 1994. En ce cas, comme le relève René Defossez, économiste à la BFCF, *« la question n'est plus de savoir si les taux vont monter à New York, mais quand et de combien »*.

Et d'évoquer le combat féroce que se livrent les gouverneurs de la Fed : John Lamare, une « colombe », affirme : *« Je n'entends pas dans l'immédiat de sonnettes d'alarme pour l'inflation »*, et le « *faucon* » (Laurence Lindsey) : *« Le génie de l'inflation est bien dans la bouteille, mais le bouchon n'est pas sur la bouteille »* (allusion au contes des Mille et Une Nuits). Les « faucons » ajoutent que, pour ne pas perturber les marchés, notamment Wall Street, où le relèvement brutal serait susceptible de provoquer une baisse sensible des cours, voire un mini-krach, la Fed devait agir avec doigté.

Mais, pourra-t-on objecter, toute hausse des taux d'intervention américains (Federal Funds, actuellement à 3 %) entraînera, immanquablement, une hausse parallèle du dollar. En ce cas, le déficit commercial des Etats-Unis, déjà passé de 65 milliards de dollars à 115 milliards de dollars en moins de deux ans, serait aggravé, puisque la croissance de l'économie outre-Atlantique restait supérieure d'au moins deux points à celle de l'Allemagne et du Japon en 1994; le rendement du billet vert ne sera pas suffisant pour freiner les exportations américaines.

Durcissement préventif

Ajoutons qu'à la Maison Blanche, Bill Clinton a mis en garde Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale et partisan, dit-on, d'un durcissement préventif, contre toute décision prématurée. Un relèvement des taux directeurs serait *« une erreur »*, a-t-il déclaré, estimant qu'il n'y avait, jusqu'à présent *« aucune pression inflationniste dans l'économie américaine »*. De fait, l'inflation paraît sous contrôle actuellement (+2,7 % sur les prix de détail en novembre) et, surtout, la baisse du coût de l'énergie, notamment du pétrole brut, au plus bas depuis vingt ans à moins de 14 dollars le baril, pèse lourdement dans l'argumentation des « colombes ». Reste posé, néanmoins, un problème fondamental et non encore résolu : quel est le délai de réaction des économies aux stimuli exercés par les gouvernements ou les banques centrales et quels critères retenir pour mesurer ce délai, que ce soit la masse monétaire, le taux de change ou les indices de tout poil?

FRANÇOIS RENARD

CARNET

Naissances

Catherine et Thierry ALLEMAND,
ainsi que
Louise

ont la joie d'annoncer la naissance de

Geoffroy,

le 15 novembre 1993, à Courbevoie.

Décès

– France. Canada. Turquie. Etats-Unis.

Marylène Bassmadjian,
son épouse,
Edouard et Lydie Bassmadjian,
ses parents,
Iris Bassmadjian,
sa tante,
Rafi et Hasmig Berberian,
ses parrain et marraine,

Les familles Apkarian, Basmaçyan, Sedef, Mardirossian, Desteian, Deirmengian, Swichmezian, Tavitian, Hatchadourian,

Léonard et Rolande Verdier,
ses beaux-parents,
Angela Delpech,
sa filleule,
Ses beaux-frères et belles-sœurs,
Son neveu,

ont la très grande douleur de faire part du décès de

Henri BASSMADJIAN,
artiste,

survenu à Paris, le 18 décembre 1993.

Les funérailles ont eu lieu, selon ses vœux, dans l'intimité familiale la plus stricte, le 23 décembre.

15, avenue Reille,
75014 Paris.

– Henri est parti rejoindre sa baleine blanche.
Si vous en rencontrez une, dites-lui bonjour,
Henri ne sera pas loin.

Henri BASSMADJIAN,

nous a quittés le 18 décembre 1993.

Ses amis.

– La direction des Musées de France,
Le Musée national d'art moderne,
Le Musée national Message biblique Marc-Chagall,
ont la tristesse de faire part de la disparition de

Mme Marc CHAGALL,
grand donateur des musées,

survenue à Saint-Paul-de-Vence.

[Valentina Brodsky avait épousé le peintre Marc Chagall en 1952 alors qu'il résidait à Vence, et l'encouragea à entreprendre, à l'âge de soixante-sept ans, la série des dix-sept grandes toiles, dessins, gouaches et eaux-fortes consacrés au « Message biblique » dont on peut voir l'essentiel, à Nice, au Musée national spécialement construit pour accueillir ces œuvres. Elle est décédée le 23 décembre à Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes). Elle était âgée de quatre-vingt-huit ans.]

– Mme Charles Cohen,
née Martine Spira,
sa mère,
Mme Alain Cochaux,
née Caroline Cohen,
Et Mlle Sophie Cohen,
ses sœurs,
MM. Jérôme et Laurent Cohen,
ses frères,
Et toute sa famille,
ont l'immense douleur d'annoncer le décès subit de leur fils et frère,

Paul COHEN,

le 17 décembre 1993, à l'âge de trente-trois ans.

L'inhumation aura lieu mardi 28 décembre, à 14 heures, au cimetière israélite de Jungholtz (Bas-Rhin), auprès de son père

Charles COHEN
(1971)

qui lui a tant manqué.

Une pensée affectueuse est demandée pour sa marraine

Simone JURGENS,

et son beau-frère

Alain COCHAUX,

décédés en 1991.

Tous ceux qui l'ont connu l'ont aimé.

Mme Martine Cohen,
58, avenue des Ternes,
75017 Paris.

– Saint-Cannat.

Mme Egalon,
Ses enfants,
Et sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roger EGALON,

survenu dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques se dérouleront le lundi 27 décembre 1993, en l'église de Saint-Cannat, à 11 heures, dans l'intimité familiale.

Roc'Ecler, Aix,
42-27-41-31.

– M. et Mme Paul Dubertret,
ses enfants,
MM. Philippe, Julien et Benjamin Dubertret,
ses petits-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maurice DAYET,
née Elleen Jacob,

endormie dans la paix du Seigneur, le 22 décembre 1993, dans sa quatre-vingt-douzième année.

L'inhumation aura lieu le 27 décembre, à Gramans (Jura).

Un office religieux sera célébré le lundi 3 janvier 1994, à 18 heures, en l'église anglicane Saint-Georges, 7, rue Auguste-Vacquerie, Paris-16e (métro Kléber).

– Jacqueline et Serge Klugman,
ses enfants,
Nicolas et Patrick Klugman,
ses petits-fils,
Et ses proches,
ont la tristesse et la douleur de faire part du décès de

Fanny FRYDMAN,
née Grajewska,

survenu le 24 décembre 1993, en son domicile, 74, avenue d'Iéna, Paris-16e.

Les obsèques auront lieu le lundi 27 décembre, au cimetière du Montparnasse.

On se réunira à l'entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e, à 16 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

– Le 26 décembre 1987,

Anatoli MASLOV,

disparaissait brutalement à l'âge de trente-six ans.

Catherine,
sa femme,
demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé de garder vivant le souvenir de son sourire.

« ... Cherchant la trace aimée parmi la foule, je reconnais Noël et ses sapins, ses lumignons crépitant dans la neige. Rien ne pourrait me dire ton adresse mieux que ce cri errant dans les ténèbres, cristal limpide et goutte de poison... »
Iossif Brodsky.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11
Microfilms : (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE S.A.
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guiu.
Isabelle Tsaïdi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-29-04-56

MÉTÉOROLOGIE

Alors que la décrue s'amorce en Lorraine

Les départements de l'Aisne, de l'Oise et des Ardennes sont toujours inondés

Si la décrue semblait s'amorcer en Lorraine dans la matinée, samedi 25 décembre, une montée des eaux d'une ampleur historique était en revanche attendue, en ce jour de Noël, sur l'ensemble du bassin de l'Aisne. Selon un communiqué de la préfecture publié dans la matinée, l'eau continuait de progresser *« à un rythme voisin de 2 centimètres par heure à Vailly et à Soissons »*, où l'évacuation préventive des habitants vers des stuctures d'accueil a débuté vendredi après-midi. Selon les prévisions des autorités, la ligne ferroviaire Paris-Bruxelles restera sans doute encore impraticable plusieurs jours à hauteur de Beautor, tandis que la ligne Paris-Laon est sous surveillance dans le secteur de la rivière Aisne.

La situation reste également préoccupante dans le département de l'Oise, où les inondations provoquées par les crues de la rivière Oise, grossie en amont par l'Aisne, ont entraîné, vendredi, l'évacuation d'environ 200 personnes de plusieurs communes (Longueil-Annel, Le Plessis-Brion) et dans certains quartiers de Compiègne.

Tempête sur les côtes

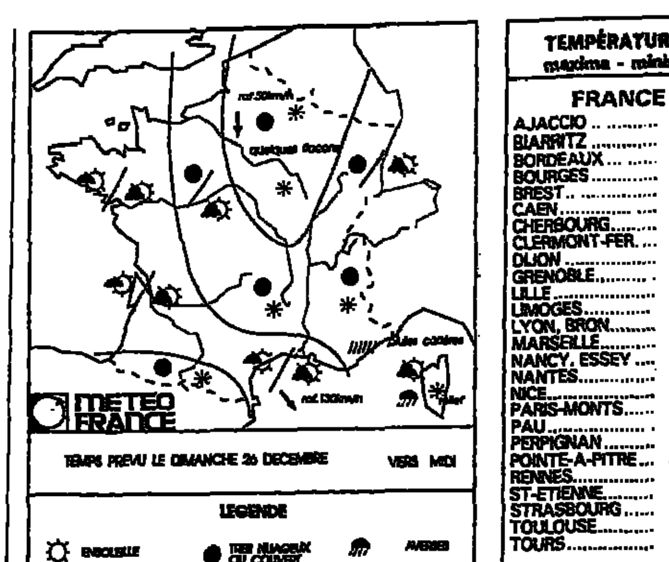
Dans les Ardennes, deux gendarmes de la brigade d'Attigny, partis jeudi soir en patrouille dans les zones inondées, ont disparu pendant la nuit. Malgré les recherches entreprises par une centaine d'hommes avec l'aide d'un hélicoptère, ils n'avaient toujours pas été retrouvés dans la matinée de samedi.

Le mauvais temps n'a pas non plus épargné les côtes de la France. Dans la journée de vendredi, deux membres d'équipage d'un pétrolier français ont dû être évacués par hélicoptère, à l'entrée de l'estuaire de la Gironde, après avoir été blessés par un paquet de mer. Le même jour, un pêcheur était emporté par une vague près du port de Nice (Alpes-Maritimes), tandis que les vents, soufflant en rafale à plus de 210 km/heure, contraignaient les autorités à fermer l'un des deux sémaphores installés à l'extrême pointe du cap Corse (Haute-Corse).

Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, a alloué, vendredi 24 décembre, un crédit de 500 000 F d'aide d'urgence aux sinistrés, qui devrait être rapidement réparti entre les préfets des départements du Nord et de l'Est les plus touchés par les inondations. Jacques Chirac, quant à lui, a annoncé qu'il proposerait *« au Conseil de Paris, lors de sa prochaine réunion, de voter un crédit exceptionnel pour venir en aide aux victimes les plus démunies »*.

Dans une lettre adressée au premier ministre, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, Alain Bocquet, a demandé que soit reconnu *« l'état de catastrophe naturelle pour les régions sinistrées, »*, et estime qu'une *« aide exceptionnelle et immédiate »* doit leur être apportée. Par ailleurs, une aide d'urgence de 500 000 écus (environ 3,3 millions de francs) a été octroyée par la Commission européenne à tous les pays de l'Union européenne touchés par les intempéries. Aide qui, outre la France, devrait en premier lieu concerner l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. – *(AFP.)*

PESTICIDES : des centaines de sachets sur des plages du Pas-de-Calais. – Plusieurs centaines de sachets en plastique, contenant des pesticides et des insecticides, ont été découverts, jeudi 23 décembre, sur le littoral du Pas-de-Calais, de Berck-Plage à Calais. Ces sachets, dont la manipulation est dangereuse, proviennent vraisemblablement, selon les autorités, de la cargaison que le navire français *Sherbro* a en partie perdue au large du Cotentin lors d'une tempête (*le Monde* du 14 décembre). Quatre-vingt-huit conteneurs étaient tombés à la mer, dont six renfermaient des produits chimiques.

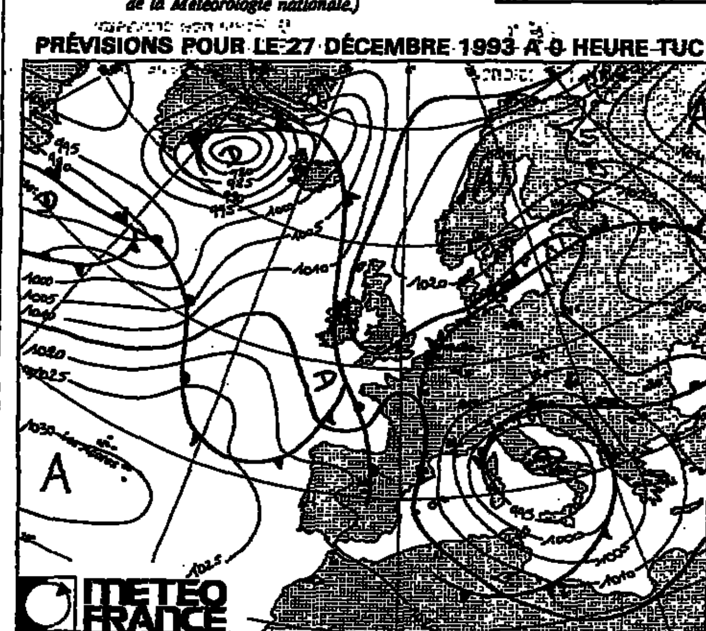


LÉGENDE : ENSOLEILLÉ — ÉCLAIRCIES PEU NUAGEUX — NUAGEUX COUVERT ÉCLAIRCIES — TRÈS NUAGEUX OU COUVERT — PLUIE OU BRUINE — NEIGE — AVERSES — ORAGES — BRUMES ET BROUILLARD — SENS DE DÉPLACEMENT

Dimanche : froid, neige, vent violent en Méditerranée. – Le matin, exceptés le Languedoc-Roussillon, le Poitou-Charentes, la Normandie, les Pays de Loire et la Bretagne où il y aura des éclaircies, le ciel sera très nuageux partout ailleurs. Des précipitations tomberont sous forme de neige sur les Pyrénées, les Alpes, le Jura, le Massif Central à très basse altitude, la Champagne-Ardenne, le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, l'Ile-de-France. Des averses se produiront en Corse avec des flocons à basse altitude.
L'après-midi, le ciel se couvrira sur la Bretagne et les précipitations continueront sous forme de neige sur les massifs ainsi que sur le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, l'Ile-de-France, la Champagne-Ardenne et la Lorraine.
Le vent de nord atteindra 50 km/h sur le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie et l'Ile-de-France et renforcera l'impression de froid.
En Méditerranée, les vents seront violents : 100 km/h pour le mistral et 130 km/h pour la tramontane sur le Roussillon.
Les températures seront assez fraîches : le matin, il fera entre 0 et -4 degrés sur le Nord, le Nord-Est, le Centre-Est, le Centre, entre 0 et – 4 degrés ailleurs, localement 5 à 7 degrés près de la Méditerranée.
L'après-midi, le thermomètre remontera entre 0 et 3 degrés sur le Nord, le Nord-Est, le Centre-Est, le Centre, 3 à 7 degrés ailleurs et localement 10 degrés près de la Méditerranée.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 27 DÉCEMBRE 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima

FRANCE	
AJACCIO	14/ 9
BIARRITZ	11/ 7
BORDEAUX	8/ 5
BOURGES	5/ 1
BREST	8/ 5
CAEN	6/ 1
CHERBOURG	7/ 0
CLERMONT-FER.	4/ 2
DIJON	3/ 2
GRENOBLE	7/ 0
LILLE	5/ 2
LIMOGES	3/ 0
LYON, BRON	6/ 3
MARSEILLE	11/ 3
NANCY, ESSEY	4/ 1
NANTES	8/ 4
NICE	11/ 8
PARIS-MONTS	5/ 4
PAU	8/ 6
PERPIGNAN	11/ 5
POINTE-A-PITRE	31/22
RENNES	8/ 3
ST-ETIENNE	4/ 2
STRASBOURG	5/ 1
TOULOUSE	7/ 4
TOURS	6/ 0
ÉTRANGER	
ALGER	17/ 9
AMSTERDAM	6/–1
ATHÈNES	16/11
BANGKOK	29/18
BARCELONE	15/ 4
BELGRADE	13/ 8
BERLIN	3/ 2
BRUXELLES	5/ 1
COPENHAGUE	3/ 1
DAKAR	25/19
GENÈVE	6/ 0
ISTANBUL	10/ 8
JÉRUSALEM	15/ 8
LE CAIRE	23/13
LISBONNE	15/11
LONDRES	5/ 0
LOS ANGELES	16/ 7
LUXEMBOURG	1/ 0
MADRID	15/ 3
MARRAKECH	16/ 6
MEXICO	20/ 8
MILAN	4/–7
MONTRÉAL	-11/-19
MOSCOU	0/–3
NAIROBI	25/16
NEW-DELHI	22/ 6
NEW-YORK	1/–5
PALMA-DE-MAJ.	16/10
PÉKIN	8/–3
RIO-DE-JANEIRO	28/21
ROME	15/ 4
HONGKONG	21/13
SÉVILLE	17/ 4
SINGAPOUR	26/24
STOCKHOLM	0/–7
SYDNEY	25/18
TOKYO	14/ 5
TUNIS	19/ 6
VARSOVIE	2/ 1
VENISE	8/ 2
VIENNE	8/ 1

Valeurs extrêmes relevées entre le 24-12-1993 à 18 heures TUC et le 25-12-1993 à 6 heures TUC

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 6200

HORIZONTALEMENT

I. Des femmes qui peuvent travailler à la chaîne. – II. Prend la moitié dans le milieu. Trou d'air. – III. Libre, c'est une façon de faire le ménage. Parfois montée par des gens qui veulent descendre. – IV. Sont à nos pieds. Le faux peut mener loin. Illustre viennois. – V. Le cochon fait partie du menu. Symbole. – VI. Bande d'étoffe. Dans la Haute-Garonne. Un peu de noir. – VII. Une question. Parmi ceux qu'on passe. – VIII. Morceau de savon. Des gens qui ne sont pas à leur place. – IX. Un endroit où l'on court. On y voit le jour. Point commun. – X. Un vieil industriel. Quand il y en a, c'est que c'est un peu fort. – XI. Blanc pour des vêtements d'innocent. Sont un peu négligés. – XII. Dans les Pyrénées-Orientales. Protège une phalange. Souvent réclamée à grands cris. – XIII. Enchâsser. Lettre. – XIV. Pas nets. Autrefois, pouvait être une réponse à la question. Enigmatique personnage. – XV. Qui n'accroche pas. Des femmes avec qui toute discussion est impossible.

VERTICALEMENT

1. Pas perdus. – 2. En Sicile. Ça dresse ! Pronom. Pouah ! – 3. Perdu pour le juriste. Si on les perce, c'est pour pouvoir les emprunter. – 4. Dans le Nord. Petites, pour des bagatelles. Difficulté. – 5. En feu. Une grande pièce. Se mouille. – 6. Abréviation princière. Endroits où l'on peut trouver des parasols. – 7. Mauvaise conseillère quand elle est damnée. Apporter un adoucissement. – 8. Peuvent tout emporter quand elles sont grosses. Interjection. Grecque. – 9. Peut blesser. Qui ne causera aucune surprise. – 10. Dont on ne verra pas la fin. Dans l'équipement du chasseur. – 11. Quand il est mauvais, on peut avoir beaucoup de « peine ». Procédait à la fermeture. A sa clé. – 12. N'a généralement qu'une petite cage quand il est raide. Est plus fort qu'un Suisse quand il est d'Auvergne. – 13. L'hygiène était parfois sa raison d'être. Comestible quand elle est charbonnière. Préposition. 14. Golfe. Pas original. Vaste plaine. – 15. Deviendrais très coulant. Comme un esprit capable de réaliser des « opérations ».

Solution du problème no 6199

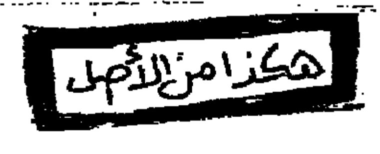
Horizontalement

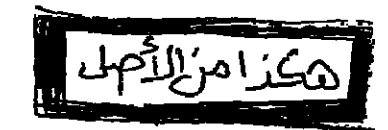
I. Gaiement. – II. Absoute. – III. Séance. Ho. – IV. Têt. Aod. – V. Irrigué. – VI. Ossu. Ger. – VII. Pi. Bannir. – VIII. Orgelet. – IX. De. Este. – X. Enclos. An. – XI. Se. Eu. Pus.

Verticalement

1. Gastropodes. – 2. Abée. Sirène. – 3. Isatis. – 4. Eon. Rubéole. – 5. Mucor. Al. Ou. – 6. Eté. Ignées. – 7. Ne. Agents. – 8. Houri. Tau. – 9. Mode. Riens.

GUY BROUTY





RADIO-TÉLÉVISION

SAMEDI 25 DÉCEMBRE

TF 1

15.15 Disney Noël.
17.25 Téléfilm : Fantôme malgré elle. De Kenneth J. Hall.
19.05 Série : Beverly Hills.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Divertissement : Le Grand Bluff. Emission présentée par Patrick Sébastien (rediff.).
22.45 Spectacle : Le Cirque de Moscou sur glace. Mise en scène d'Alexandre Severtsev.
0.10 Journal et Météo.
0.20 Concert : Roch Voisine. A 1.45, Roch Voisine l'idole, chronique d'un triomphe en France, entretien réalisé par Michel Drucker ; Extraits de sa tournée à Montréal et à Paris.

FRANCE 2

15.25 Tiercé, en direct de Vincennes.
15.40 Magazine : Samedi sport. Rétrospective de l'année 1993.
17.15 Série : Sauvés par le gong.
18.50 INC.
18.55 Magazine : Frou-frou. Présenté par Christine Bravo. Les immontrables.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Divertissement : Chacun son tour. Présenté par Patrice Laffont. Avec Bernadette Lafont, Pierre Mondy, Mathilda May, Antoine de Caunes, Jacques Villeret, Yves Mourousi, Paul-Loup Sulitzer.
22.30 Sport : Patinage artistique. Championnat du monde professionnel, en différé de Landover (Maryland).
0.05 Journal et Météo.
0.30 Magazine : La 25e Heure. Présenté par Jacques Perrin. Nous partîmes 2 000 : génération Europe, de Jean-Claude Robert.
1.55 Opéra : Orfeo. De Monteverdi, par l'Ensemble vocal de la Chapelle royale, l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. : Michel Corboz.

FRANCE 3

13.00 Les Minikeums.
16.10 Jeu : Les Délires d'Hugo.
17.10 Téléfilm : L'Enfant du désert. De John Badham.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *L'Homme sans postérité*, d'Adalbert Stifter.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.05 Divertissement : Yacapa.
20.30 Le Journal des sports.
20.50 ► Téléfilm : Maria des Eaux-Vives. De Robert Mazoyer (1re partie).
22.35 Journal et Météo.
23.00 Téléfilm : Une brève rencontre, Edith Piaf. De Michel Wyn.
0.00 Hommage à Bugs Bunny. What's up Doc? A Salute to Bugs Bunny, documentaire américain de Carl Lindahl (v.o.).
1.30 Dessins animés : Soirée Tex Avery. Don't Look Now (7 min 20 sec) ; I Have Only Eyes for you (7 min) ; A Subonnet Blue (7 min 10 sec) ; Penguin Parade (7 min 10 sec) ; Early Worm Gets the Bird (8 min 20 sec) ; Land of the Midnight Fun (7 min) ; Cross Country Detours (9 min 15 sec) (v.o.).

CANAL PLUS

15.20 Animation : La Créature du docteur Porkenstein. De Will Winton.
15.50 Canaille peluche. Spécial Noël.
17.05 Sport : Football américain. Championnat de la FNL : Miami Dolphins-Buffalo Bills.

— *En clair jusqu'à 20.30* —

18.00 Décode pas Bunny.
18.55 Série animée : Chipie & Clyde.
19.05 Dessin animé : Les Simpson.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Magazine : Le Plein de super. Lenny Kravitz (rediff.).
20.30 Téléfilm : Bijoux, hot-dogs et tasses de thé. De Georges Schaefer.
22.00 Documentaire : La Vie quotidienne des kangourous géants. De Jan Aldenhoven et Glen Carruthers.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Timescape. ■ Film américain de David Twohy (1991).
0.34 Pin-up des créateurs. Chantal Thomass.
0.35 Cinéma : La Tentation de Vénus. ■■ Film britannique d'Istvan Szabo (1991, v.o., dernière diffusion).

ARTE

— *Sur le câble jusqu'à 19.00* —

17.00 Documentaire : Un reste de paradis (rediff.).
17.50 Magazine : Mégamix (rediff.).
19.00 Magazine : Via Regio. Voyage hivernal. Jutland. Frise de l'Ouest, Bavière.
19.25 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Faut-il changer le G7 ?
19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités soviétiques et françaises de la semaine du 25 décembre 1943.
20.28 Chaque jour pour Sarajevo.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Téléfilm : Le Grand Bellheim. De Dieter Wedel (1re partie). *Ce téléfilm en quatre parties a remporté un énorme succès en Allemagne.*
22.25 Série : Monty Python's Flying Circus.
23.05 Documentaire : Sottovoce. De Claudio Pazienza.
0.50 Cinéma d'animation : Snark.

M 6

14.50 Série : Berlin antigang.
15.45 Série : Jason King.
16.40 Série : Les Professionnels.
17.35 Série : Destination danger.
18.30 Série : Le Saint.
19.15 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Classe mannequin.
20.35 Magazine : Stars et couronnes (et à 0.40).
20.45 Téléfilm : Les Voyageurs de l'infini. De James Goldstowe.
23.40 Série : Soko, brigade des stups.

FRANCE-CULTURE

20.30 Musique : Soirée gospel. Le groupe Faith, en direct de la salle Olivier-Messiaen, à la Maison de Radio-France : gospel songs traditionnels et contemporains.
22.35 Concert (enregistré le 11 décembre au studio 101 de la Maison de Radio-France) : Howard Buten.
0.05 Clair de nuit. Rencontre avec Christophe Mortagne et Rémy Laeron.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Soirée lyrique (donné le 1er janvier 1993 à la Philharmonie de Berlin) : The Fairy Queen, de Purcell, par le Petit Chœur de la Rias de Berlin, l'Orchestre baroque de Fribourg, dir. Marcus Creed.
23.00 Maestro. Erich Leinsdorf, par Anne-Charlotte Remond. Fantaisie et variations pour piano et orchestre, de Dello Joio ; Le Barbier de Séville, extraits, de Rossini.
0.05 Les Fantaisies du voyageur. Par Caroline Bourgine.

IMAGES

Menu de réveillon

LE journal de 20 heures d'Hervé Claude s'est ouvert en cette soirée de réveillon par une petite fable, larmoyante à souhait, intitulée « Noël des pauvres ». Une mère au bord du trou noir de la misère se lamente de ne pouvoir gâter sa fillette, qui doit se contenter de « *bisous* » en guise de cadeaux. Interrogée – plutôt sadiquement – pour savoir si elle aime les cadeaux, l'enfant a cette réponse improbable : « *Non, ce qui compte, c'est l'amour.* » Une voisine – la bonne fée du conte – produit de l'argent comme par miracle. La morale édifiante de l'histoire, chuchotée par la mère en larmes à sa fille attendrie : « *Tu vois, les gens ne sont pas tous mauvais.* »

Le reste du journal s'appliquait pourtant à démontrer le contraire. Faisant remarquer que c'était décidément un Noël bien maussade – entre les inondations catastrophiques dans les Ardennes ou en Lorraine et les bouchons (« *jusqu'à 45 km d'attente* ») dans le Sud-Ouest –, le présentateur semblait se délecter à égrener le chapelet des folies humaines.

Cupidité, violence, haine. Voici l'affaire Pelat de retour, avec de nouvelles révélations qui risquent d'éclabousser le président de la République lui-même. La prise d'otages en Russie a révélé la faiblesse d'un pouvoir vulnérable, contraint à payer la rançon... Et la guerre, encore et toujours. A commencer par le non-respect de la trêve de Noël en Bosnie. Comme soulignait le cardinal Lustiger sur place, bouleversé : « *On massacre un peuple qui ne demande qu'une chose : vivre !* » Sarajevo, Belfast, Jérusalem, villes symboles de la haine. Où la religion, censée apporter la paix, est un facteur de division et de discorde. A Bethléem, le fait même de célébrer la messe de minuit constituait un petit miracle en soi.

Même les nouvelles qui se voulaient plus souriantes faisait ressortir le contexte plus sombre. Les ouvriers qui recevaient une prime d'intéressement aux bénéfices de leur entreprise rappelaient les milliers d'autres menacés par le chômage, et le patient au cœur artificiel, roulant en Ferrari, nous rappelait tous ceux qui attendent une greffe d'organe.

Il n'est certes pas aisé de composer un menu de journal télévisé, surtout la veille de Noël, sans tomber dans la mièvrerie ou le cynisme. Racontez des fables édifiantes, et on vous accusera d'endormir l'opinion ; énumérez les maux de la planète, et on vous reprochera de démoraliser le public en privilégiant tout ce qui est négatif. Il faut un véritable talent de cuisinier-chef pour naviguer entre euphorie et indigestion, équilibrer champagne et Christmas pudding !

ALAIN WOODROW

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 26 DÉCEMBRE

TF 1

6.00 Série : Passions.
6.30 Club mini Zig-Zag. Cubitus ; Omer et le fils de l'étoile.
7.10 Club Dorothée Noël.
8.05 Le Disney Club. L'Ecole de la brousse ; Tic et Tac ; Super Baloo ; Myster Mask ; La Bande à Dingo ; Dessin animé ; Reportages ; Invité : Alain Gillot-Pétré ; Variétés : Hugues Aufray.
10.30 Magazine : Auto Moto. Rétrospective du championnat du monde des rallyes ; Résumé du Master Karting de Bercy ; L'actualité de la formule 1 ; Concours : élection de la plus belle voiture de l'année.
11.05 Série : Chips.
11.58 Météo (et à 12.23).
12.00 Jeu : Millionnaire.
12.25 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Hooker.
14.10 Série : Arabesque.
15.00 Série : Starsky et Hutch.
15.55 Série : Enquêtes à Palm Springs.
16.45 Divertissement : Vidéo gag.
17.00 Disney Parade. Un cadeau pour Noël : remise des cadeaux ; Dessin animé : Donald gagne le gros lot ; Un nouveau Noël de Disney.
18.10 Des millions de copains. Avec la série : Alerte à Malibu.
19.10 Divertissement : Chutes sur chutes. Le bêtisier des sportifs.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Cinéma : La Septième Compagnie au clair de lune. □ Film français de Robert Lamoureux (1977).
22.10 Magazine : Ciné dimanche.
22.20 Téléfilm : Règlement de comptes aux Bahamas. De Harvey Hart.
0.15 Journal et Météo.
0.20 Magazine : Le Vidéo Club.
0.40 Documentaire : Embarquement porte no 1. Grenade.
1.05 TF1 nuit (et à 1.40, 2.40, 3.55).
1.10 Documentaire : L'Aventure des plantes.
1.45 Documentaire : Histoires naturelles.
2.45 Téléfilm : Le Vignoble des maudits (1re partie).
4.00 Série : Intrigues.
4.25 Musique.
4.35 Téléfilm : Via Mala (2e partie).

FRANCE 2

5.40 Animalia (rediff.).
6.50 Dessin animé.
7.00 Debout les petits bouts.
8.45 Connaître l'islam.
9.15 Emission israélite.
9.30 Orthodoxie.
10.00 Présence protestante.
10.25 Le Jour du Seigneur. La prophétie du bien-aimé, téléfilm de Patrice Chagnard.
11.25 Messe. Célébrée à la communauté de l'Arche à Trosly-Breuil (Oise).
12.00 Comédie musicale : Destination demain. Musique de Bob Geldof. Adaptation, scénario et dialogues de Nuala Ni Dhomhnaill.
12.55 Loto, Journal, Météo et Point route.
13.25 Dimanche Martin. Avec Pierre Perret.
15.05 Série : L'Equipée du Poney Express.
15.55 Dimanche Martin (suite).
17.30 Documentaire : Mémoire d'Orénoque. D'Alain Kerjean et Alain Rastoin.
18.30 Magazine : Stade 2.
19.25 Série : Maguy.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Cinéma : La Forêt d'emeraude. ■ Film américain de John Boorman (1985). Avec Powers Boothe, Meg Foster, William Rodriguez.
22.45 Opéra : Les Noces de Figaro. De Mozart. Mise en scène de Jean-Louis Thamin. Avec The Monteverdi Choir, The English Baroque Soloists, dir. : John Eliot Gardiner ; solistes : Bryn Terfel, Alison Hagley, Rodney Gilfry, Hillevi Martinpelto, Pamela Helen Stephen, Susan McCulloch, Carlos Feller, Francis Egerton, Julian Clarkson, Contanze Backes. Spectacle enregistré au Théâtre du Châtelet en juin 1993, diffusé simultanément en stéréo sur France-Musique.
1.40 Journal et Météo.
2.00 Magazine : Frou-frou (rediff.).
2.50 Magazine : Stade 2 (rediff.).
3.45 Dessin animé (et à 4.10).
3.55 24 heures d'info.
4.20 Série : Quo Vadis.
5.30 Magazine : D'un soleil à l'autre (rediff.).

FRANCE 3

7.15 Bonjour les petits loups. Les Moomins ; Les Volbecs : Souris, souris ; Les Histoires du père Castor.
8.00 Les Minikeums. Le Cristal magique ; Les Animaux du bois de quat'sous ; Jeu : les Mondes fantastiques ; Microkids ; Les Contes de Pierre Lapin ; Les Fables géométriques ; le Pot de terre et le Pot de fer.
10.30 Magazine : D'un soleil à l'autre. Avec Yannick Jaulin à propos de son spectacle Pougne-Hérisson.
11.00 Magazine : Mascarines.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : Musicales. Présenté par Alain Duault. La Petite Sirène, conte musical de Dominique Probst ; livret de Marguerite Yourcenar, d'après le conte d'Andersen ; mise en scène de Charlotte Nessi. *Un Opéra interprété par les enfants de l'Ecole de musique de Poligny (Jura).*
14.20 Téléfilm : Les Hors-la-loi. De William Graham, avec Don Murray, Edmon O'Brien.
15.55 Magazine : Sports 3 dimanche. Spécial Paris-Dakar-Paris. Présentation du parcours ; Rétrospective : quinze ans d'histoire.
18.00 Magazine : Rétro 1993. Présenté par Anne de Coudenhove. Invités : le général Morillon ; Amin Maalouf, écrivain ; Laurent Voulzy, chanteur-compositeur.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.05 Divertissement : Yacapa.
20.50 ► Téléfilm : Maria des Eaux-Vives. De Robert Mazoyer, avec Maria Schell, Victor Lanoux (2e partie).
22.40 Journal et Météo.
23.05 Documentaire : Planète chaude. Présenté par Bernard Rapp. La Transamazonienne, de Bernard Giraudeau. 1. Le Rêve blanc. *Une route de 4 500 kilomètres à travers l'Amazonie : l'acteur devenu cinéaste porte un regard respectueux sur les hommes et les paysages rencontrés. Déjà diffusé sur Canal + en août 1992.*
0.00 Cinéma : Nick Carter Master Detective. ■ Film américain de Jacques Tourneur (1940). Avec Walter Pidgeon, Rita Johnson, Henry Hull (v.o.).
0.55 Cinéma : Destry Rides Again. ■ Film américain de Ben Stoloff (1932). Avec Tom Mix, Claudia Dell, Zazu Pitts (v.o.).
1.45 Cinéma : Straight Shooting. ■ Film américain de John Ford (1925). Avec Harry Carey, Molly Alone, Duke Lee (v.o.).

CANAL PLUS

— *En clair jusqu'à 7.25* —

6.59 Pin-up des créateurs. Chantal Thomass.
7.00 CBS Evening News. Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Chung.
7.24 Pin-up des créateurs. Chantal Thomass.
7.25 Décode pas Bunny.
8.20 Série animée : Chipie & Clyde.
8.25 Prince Cendrillo.
8.50 Série animée : Souris souris.
9.00 Cinéma : Larry le liquidateur. □ Film américain de Norman Jewison (1991). Avec Danny De Vito, Gregory Peck, Penelope Ann Miller. *De Niro cabotine, et c'est insupportable.*
10.40 Cinéma : Croc-Blanc. □ Film américain de Randal Kleiser (1991). Avec Ethan Hawke, Klaus Maria Brandauer, Seymour Cassel. *Le roman dur et cruel de Jack London transformé en conte.*

— *En clair jusqu'à 14.00* —

12.29 Pin-up des créateurs. Chantal Thomass.
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Télés dimanche. Présenté par Michel Denisot.
13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols.
14.00 ► Téléfilm : Le Cirque de puces. D'Alan Dossor, avec Anthony Hill, Nigel Hawthorne.
15.35 Documentaire : Les Allumés... Il danse pour ses cormorans, de Frédéric Fougea.
16.05 Documentaire : Sous le charme d'Audrey Hepburn. De Gene Feldman et Suzette Winter.
16.50 Surprises.
17.10 Dessin animé : Les Simpson.
17.30 Animation : La Légende de Lochnagar. De Chris Fenne et John Hefin. *D'après le livre du Prince de Galles* le Viel Homme de Lochnagar.
18.00 Cinéma : Les Tortues Ninja 2. ■ Film américain de Michael Pressman (1991). Avec Paige Turco, David Warner, Michelan Sisti. *Les recettes du premier film.*

— *En clair jusqu'à 20.35* —

19.25 Flash d'informations.
19.30 Ça cartoon. Présenté par Philippe Dana. Spécial Tom et Jerry . Foyer... Doux foyer ; la Nuit de Noël ; les Surprises de l'amour ; Une tarte pour Tom ; le Triomphe de Jerry.
20.35 Cinéma : Grand Canyon. □ Film américain de Lawrence Kasdan (1991). Avec Danny Glover, Kevin Kline, Steve Martin.
22.40 Flash d'informations.
22.50 Magazine : L'Equipe du dimanche. Football ; Basket américain ; Boxe.
1.19 Pin-up des créateurs. Thierry Mugler.
1.20 Cinéma : A demain. ■ Film français de Didier Martiny (1992). Avec Laurent Lavergne, Jeanne Moreau, François Cluzet. *Un petit garçon et son extravagante famille. Les souvenirs personnels du réalisateur.*

ARTE

— *Sur le câble jusqu'à 19.00* —

17.00 Feuilleton : Le Grand Bellheim. De Dieter Wedel, avec Mario Adorf (1re partie, rediff.).
19.00 Série : Absolutely.
19.25 Documentaire : Palettes. D'Alain Jaubert. Le rêve de la diagonale. Piero Della Francesca, la Flagellation.
20.28 Chaque jour pour Sarajevo.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Feuilleton : Le Grand Bellheim. De Dieter Wedel, avec Mario Adorf (2e partie). *Bellheim et ses compères doivent présenter un plan de redressement à leur banque. Ils font courir le bruit qu'un groupe coréen s'intéresse à l'affaire... L'univers de l'argent, étude d'un microcosme, gros succès en Allemagne.*
22.35 Documentaire : Marcel Marceau. Ou le poids de l'âme, d'Alain Dhénaut. *Le mime Marceau raconte les moments importants de sa vie d'artiste et livre les clés de sa magie.*
23.35 Musique : Baroque Duet. De Peter Gelb (85 min.). *Quand la soprano Kathleen Battle rencontre le trompettiste Wynton Marsalis... Fous rires et moments de grâce, répétitions, univers familial et musical de chacun, préparation d'un disque et d'un concert au Lincoln Center.*

M 6

8.35 Musique : Flashback. Tubes 1967. Spécial Aretha Franklin.
9.00 Magazine : Grandeur nature. Noël au Kenya.
10.35 Magazine : Spécial Ciné 6. Présenté par Laurent Weil. Tout effet.
11.35 Magazine : Turbo (rediff.).
12.05 Série : Les Années coup de cœur.
12.30 Série : Ma sorcière bien-aimée.
13.00 Série : Brigade de nuit.
13.50 Série : Rock and Love.
14.40 Série : Les Champions.
15.35 Magazine : Fréquenstar. Alain Souchon.
16.30 Magazine : 1993, par ici la sortie. Présenté par Laurence Romanne et Olivier Cachin. Provoc à bloc ; Tares et couronnes ; La chute des idoles ; L'ascension des anti-stars ; Malade de pub ; Femmes, le retour ; le sport pas très sport ; Dance à Donfe ; Hollywood brûle.
17.25 Téléfilm : L'Homme au masque de fer. De Mike Newell, avec Richard Chamberlain, Patrick McGoohan.
19.00 Série : Flash.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Classe mannequin.
20.35 Sport 6 (et à 0.55).
20.45 Cinéma : La Bataille de Marathon. ■ Film franco-italien de Jacques Tourneur (1959). Avec Mylène Demongeot, Steve Reeves, Daniela Rocca.
22.20 Magazine : Culture pub. Spécial Noël : et Dieu dans tout ça ?
22.50 Cinéma : Emmanuelle 4. □ Film français de Francis Leroy et Iris Letans (1984).
0.20 Six minutes première heure.
0.30 Magazine : Fax'O.
1.05 Boulevard des clips (et à 6.10).
2.30 Rediffusions. Salzbourg, festival et contrepoint ; La Ferté-Alais 1991 ; Voir et revoir la France (Versailles) ; Airlift rodéo.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Donc la radio – La radio, donc.
22.25 Poésie sur parole. Les poètes de Ghaouti Faraoun.
22.35 Musique : Concert (enregistré en la basilique Saint-Denis, à Argenteuil (Val-d'Oise), le 19 juin 1993) : motets de Bach, par le Tolzer Knabenchor, dir. : Gerhard Schmidt-Gaden.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.32 Concert (donné le 3 octobre lors du Festival de musique française de Leon) : Quatuor pour piano et cordes en sol mineur op. 7, de Castillon ; Quatuor pour piano et cordes en si mineur, de Lekeu ; Quatuor pour piano et cordes en mi bémol majeur op. 47, de Schumann, par le Quatuor Kandinsky (Claire Désert, piano ; Philippe Aïche, violon ; Nicolas Bone, alto ; Nadine Pierre, violoncelle).
22.03 L'Oiseau rare. Par Michèle Lejeune et Jean-Claude Biette. Harmoniae Caelestis, cantates nos 18 à 24, de Esterhazy.
22.30 Concert (donné en juin au Théâtre du Châtelet) : Les Noces de Figaro, opéra en quatre actes, de Mozart, par The Monteverdi Choir, The English Baroque Solists, dir. : John Eliot Gardiner ; sol. : Bryn Terfel, Rodney Gilfry, Hillevi Martinpelto, Alison Hagley, Pamela Helen Stephen, Suzann McCullogh, Carlos Feller, Francis Egerton, Julian Clarkson, Constanze Backes.

Les interventions à la radio

France-Inter, 13 heures : le Père Bénéteau, curé de Saint-Eustache (« A titre provisoire »).
RTL, 13 h 30 : rediffusion du concert de Pavarotti à Central Park.
RTL, 18 h 30 : « Les hommes et les événements qui ont marqué l'année 1993 ».
Europe 1, 20 heures : concert donné par Frank Sinatra en 1962 (« Il était une fois Musicorama »).

Le Monde

AU JOUR LE JOUR

Toujours plus

La France qui gagne ? Elle a ses suppressions d'emplois records, ses inondations recordsau nord et à l'est, son acharnement record du petit juge Thierry Jean-Pierre, ses magouilles records en filigrane d'un soumois amendement sur la promotion immobilière, sa consommation record de tranquillisants, ses saisies records de stupéfiants, ses contaminations records par le virus du sida, sa baisse record des investissements, son pessimisme record des prévisionnistes de tout poil. Et surtout ses sondages records en faveur du docte Edouard Balladur.

De telles performances ne pouvaient laisser indifférents les spécialistes des marchés financiers à la veille des fêtes de Noël. Vénérables investisseurs institutionnels, prudents petits épargnants, chevaliers blancs chenus, yuppies surexcités et golden boys rutilants, bref, tous les spéculateurs ont uni leurs efforts pour faire au pays un beau cadeau : la Bourse, elle aussi, est à un niveau record !

PROCYON

L'ESSENTIEL

DATES

Le premier Goncourt

Le 16 juillet 1896, Edmond de Goncourt mourait. Son testament prévoyait que l'héritage familial servirait à la constitution d'une société de dix membres, laquelle serait chargée de décerner, en décembre de chaque année, le *«prix des Goncourt»* à une œuvre en prose, novatrice et *«hardie»*. Les choses furent très longues à se mettre en place. Et ils n'étaient que neuf – le plus jeune des Rosny ayant manqué le rendez-vous – lorsqu'ils se retrouvèrent, le 21 décembre 1903, pour dîner au restaurant Champeaux, place de la Bourse, et annoncer, devant quelques rares journalistes, l'attribution du premier prix Goncourt à John-Antoine Nau – qui s'appelait, en fait, Eugène Torquet – pour son roman, *Force ennemie...* *(page 2)*.

INTERNATIONAL

Mexique : la vérité, vingt-cinq ans après ?

Constituée en septembre par une vingtaine d'intellectuels mexicains pour déterminer les responsabilités dans le massacre de plusieurs centaines d'étudiants sur la place des Trois-Cultures à Mexico, le 2 octobre 1968, la Commission de la vérité affirme, dans le rapport qu'elle vient de publier, que *«les forces de l'ordre ont commis un génocide»* sur ordre du président de l'époque, Gustavo Diaz-Ordaz *(page 3)*.

Indonésie : avertissement aux étudiants

Réélu pour un sixième mandat consécutif en mars, le président Suharto avait appelé, en août, à une libéralisation politique. Les étudiants se sont engouffrés dans la brèche, multipliant les manifestations, notamment dans l'île de Java . Vingt et un d'entre eux, arrêtés alors qu'ils avaient pénétré dans l'enceinte du Parlement à Jakarta, vont être jugés. Ils risquent une peine de six ans de prison. *«Nous devons demeurer en état d'alerte»*, aurait déclaré le général-président... *(page 5)*.

COMMUNICATION

France-Info et ses clones

Le succès croissant de France-Info donne des idées aux radios françaises et européennes. A RMC, les rendez-vous «tout info» se multiplient. Europe 1 étudie le projet d'une chaîne parisienne d'information continue. Et la BBC va lancer, sur le modèle de la radio de service public français, une station «sport and news» *(page 6)*.

CULTURE

Le bilan du Festival d'automne

Robert Wilson, Isabelle Huppert, Strehler, Sellars pour le théâtre, Lucinda Childs, Twyla Tharpe, Régine Chopinot pour la danse, Steve Reich, Marc Monnet pour la musique : ces créateurs et interprètes ont assuré le succès du XXII[e] Festival d'automne à Paris, qui a comptabilisé plus de 140 000 entrées. Les promoteurs de la manifestation n'en restent pas moins fidèles à un délicat équilibre entre prestige et découvertes *(page 9)*.

ÉCONOMIE

Un plan de relance japonais

Alors que les derniers indices publiés montrent que l'état de l'économie japonaise continue de se dégrader – les exportations d'automobiles, notamment, ont atteint, en novembre, leur plus faible niveau depuis quinze ans, – le premier ministre, Morihiro Hosokawa, a annoncé un programme de relance pour la mi-janvier *(page 11)*.

Services

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier «Radio-télévision» folioté 1 à 40

Dans notre prochain numéro
L'Economie

A l'heure des bilans, l'année 1993 aura été marquée par la confirmation du redécoupage géographique de l'économie mondiale. Les «nouveaux riches» ne viennent ni d'une Amérique où la reprise manque d'assurance, ni d'une Europe engluée dans la récession, mais d'Asie.

Le numéro du «Monde» daté samedi 25 décembre 1993 a été tiré à 394 249 exemplaires

Ces «cousins» d'Irlande du Nord devenus si extrémistes...

Au-delà d'une ancienne rhétorique émotionnelle, rares sont les citoyens de l'Eire qui aspirent à une réunification avec des Irlandais du Nord jugés fanatiques et violents

DUBLIN

de notre envoyé spécial

En cette période de Noël, la question de la paix en Ulster ne passionne guère les Dublinois. Dans cette Irlande du Sud qui reste un des bastions du catholicisme pratiquant, la fête de la Nativité revêt une importance particulière. Les journaux ont beau, jour après jour, consacrer une partie de leur première page à soupeser les chances d'une cessation de la violence, le sujet est bien souvent jugé ennuyeux, comme une antienne.

Les Irlandais de la République ont des préoccupations plus urgentes, au premier rang desquelles le chômage. Ensuite ? Encore le chômage. Avec près de 19 % de la population active sans emploi, difficile d'échapper à cette fatalité sociale qui frappe, peu ou prou, toutes les familles. Le «Nord», c'est une sorte de tumeur de la société irlandaise, mais avec laquelle on a appris à vivre. On n'en attend, de toute façon, rien de bon.

Les «républicains» et les «nationalistes» d'Ulster (1) bénéficient d'un avantage dialectique et émotionnel : lorsqu'ils demandent leur réunification avec l'Eire et affirment que celle-ci est non seulement logique et naturelle, mais aussi voulue par le Sud, ils savent que personne, en République, ne va répondre : *«Désolé, trop tard, nous n'en voulons plus !»* Or, c'est peut-être bien de cela qu'il s'agit.

Garret Fitzgerald, l'ancien premier ministre de l'Irlande (de 1982 à 1987), qui nous reçoit au milieu de cadeaux de Noël, explique pourquoi : *«Cette aspiration de la réunification existe, dans une certaine mesure ; mais si elle devait se formaliser, devenir possible, elle s'évanouirait : une majorité des Irlandais n'y seraient pas favorables. On ne vous le dit pas comme cela, et pour cause : c'est difficile pour un nationaliste de nier son nationalisme».*

«Au fond on ne les aime pas...»

«Pour les gens du Sud, ajoute M. Fitzgerald, *le Nord représente la violence, le danger. Ils n'y vont pas, ou peu. Surtout, ils ne comprennent pas le fanatisme des gens du Nord, ils en ont peur. Au fond, je crois qu'ils ne les aiment pas.»*

Jugement trop abrupt ? Mis à part le Sinn Fein, peu d'interlocuteurs, à Dublin, tiennent un discours différent. *«L'espoir de l'union existe en chaque Irlandais*, renchérit *un diplomate, mais comme une profession de foi* ancienne. Au *niveau populaire, il y a une grande sympathie pour cette idée, et plus on s'élève dans la hiérarchie sociale, et plus on vous explique que, pour un tas de raisons, ce serait difficile, voire impossible.»*

Les sondages confirment cette désaffection : en 1991, 56 % des Irlandais se déclaraient hostiles à une réforme visant à substituer aux articles 2 et 3 de la Constitution (qui prévoient formellement la réunification de l'île) une simple «aspiration» à l'unité. Ils n'étaient plus que 41 % en 1992, et 28 % en novembre dernier. Au Sud – comme d'ailleurs en Irlande du Nord, – c'est la formule d'une administration conjointe (anglo-irlandaise) de l'Ulster qui recueille la majorité des suffrages. Enfin, les «sudistes» ne sont que 19 % à accepter le principe d'une augmentation des impôts pour prix de la réunification... Sur le plan politique, le décalage est frappant entre les positions de principe et les explications de plus en plus alambiquées, dès que l'on évoque les étapes qui pourraient transformer cet «espoir» en réalité.

Le Fianna Fail (*Guerriers de la destinée*), le parti du premier ministre Albert Reynolds, professe, publiquement, un engagement militant sur ce thème : parti historique de Eamon de Valera, «père» de l'indépendance irlandaise et ancien chef du Sinn Fein, comment pourrait-il faire autrement ? M. Reynolds doit donc tenir compte des pressions internes exercées par les «barons» du parti, qui rappellent régulièrement au *Taoiseach* (premier ministre) ses devoirs historiques.

De son côté, John Bruton, le chef de l'opposition et du Fine Gael (centre-droit), est connu pour éprouver peu de sympathie pour la «cause républicaine». Parti des milieux d'affaires libéraux, le Fine Gael ne voit pas d'un bon œil une réunification porteuse de désordres, peut-être de violences, sûrement de déséquilibres financiers.

Car le coût de l'Ulster est lourd : les subventions du Trésor britannique à l'Irlande du Nord se sont élevées à 3,3 milliards de livres en 1992-1993 (2). Si l'on ajoute à ce total les dépenses militaires, la «facture» de l'Irlande du nord atteint environ 3,7 milliards de livres. Enfin, lorsqu'on compare les chiffres de la production par habitant à ceux de la consommation, on s'aperçoit que la province consomme 28 % de plus qu'elle ne produit. L'Ulster est donc un fardeau financier.

Eugene McCarthy, président de l'Institut de recherche économique et sociale (ESRI) de Dublin, assure, certes, qu'en cas de réunification, l'Union européenne accorderait des fonds importants pour la «reconstruction» de la province. *«Il n'est pas exclu d'autre part*, ajoute-t-il, *que les Etats-Unis, compte tenu de leurs intérêts économiques et surtout sentimentaux* [près de 38 millions d'Américains disent avoir des «racines» en Irlande], *financent une sorte de* «mini-plan Marshall» *pour l'Ulster.»*

Dans le doute, les milieux financiers de Dublin soulignent qu'il n'existe pas de réelle complémentarité entre les deux économies, et que le gouvernement de l'Eire devrait consentir des sacrifices budgétaires que sa situation économique ne lui permettrait pas. Sauf à accepter, pour la coalition au pouvoir, une forte dose d'impopularité : s'il est vrai que Londres ne pourrait pas se désintéresser rapidement de l'avenir économique de la province, un partage de la «facture» nord-irlandaise entre les deux pays reviendrait à imposer une baisse de pouvoir d'achat de 12 % aux habitants du Sud !

Hypothèse cauchemardesque

Quel gouvernement prendrait un tel risque ? Il en existe d'autres : *«En rattachant les 1,6 million d'habitants du Nord – dont environ 57 % sont protestants – au Sud, vous créez un* «vote protestant» *dans une Irlande réunifiée. Les protestants faisant et défaisant les majorités dans l'Irlande catholique : c'est certes très hypothétique mais aussi... cauchemardesque»*, souligne notre diplomate.

Mais tout cela n'est rien, comparé au danger que représenterait l' «exportation» des haines confessionnelles du Nord sur le territoire de la République. A 160 kilomètres seulement de Belfast, la communauté protestante d'Irlande du Sud vit en effet une réalité bien différente, et n'éprouve aucun réel sentiment de solidarité avec les «unionistes» de l'Ulster.

Le sénateur Shane Ross, l'un de ses principaux porte-parole, explique cette évolution : *«En 1921, nous fûmes loyaux à la Couronne d'Angleterre. Nous représentions alors environ 15 % de la population de la partie Sud. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que 3 %* [environ 100 000 personnes], *et nous n'éprouvons plus aucune loyauté à l'égard de Londres. Nous sommes Irlandais à part entière et nous ne ressentons aucun sentiment d'identification avec des gens comme Ian Paisley* (3), *qui est un extrémiste. Les unionistes ont cependant le droit de faire valoir leur volonté de rester rattachés à la Couronne.»*

Alors qu'elle a longtemps occupé des positions dominantes dans le monde des affaires et de la finance, la communauté protestante est devenue peu voyante : *«Aujourd'hui, les protestants sont des gens naturellement calmes et discrets, qui sont parfaitement tolérés et acceptés par les catholiques.»* Sans ambition ni revendication politique, la communauté protestante n'oublie cependant pas qu'elle est isolée dans *«un Etat dominé par les catholiques»*.

Elle s'accroche donc à sa spécificité, notamment à ses écoles (fréquentées à l'occasion par les enfants de la bourgeoisie catholique) et à ses hôpitaux. S'agissant, d'autre part, de l'important décalage qui existe sur le plan des mœurs (divorce, contraception, avortement), les protestants «s'arrangent» : *«Nous sommes toujours allés divorcer en Angleterre... Disons que nous contournons certaines règles qui s'imposent aux catholiques.»*

Cette «paix confessionnelle», pour exemplaire qu'elle apparaisse, reste fragile. Si le territoire de la République est préservé, depuis de nombreuses années, de la violence terroriste, il le doit notamment à la politique de sécurité extrêmement stricte instaurée à l'égard des militants du «mouvement républicain» et des «loyalistes» d'Ulster.

«Nous avons toujours été plus durs à l'égard des gens de l'IRA que dans le Nord, rappelle Garret Fitzgerald. *En témoignent notre régime de réduction des peines ou celui de la libération sur parole des prisonniers, qui sont beaucoup moins favorables. Prétendre que nous fermons les yeux sur les activités des groupes paramilitaires n'a donc pas de sens. C'est nous qui, parfois, serions en droit de nous plaindre des Britanniques. Lorsque j'étais premier ministre, je leur ai demandé à plusieurs reprises de prendre des mesures contre tel ou tel terroriste, et souvent ils ne faisaient rien.»*

Le Sinn Fein, à Dublin, se plaint de cette pression. Les locaux du mouvement, sur Parnell Square, sont soumis *«à une surveillance quasi-permanente»*, assure Rita O'Hare, porte-parole de l'organisation. *«Nous n'avons ici aucun droit*, ajoute-t-elle. *Nous sommes censurés à la radio et à la télévision. C'est une tentative de criminalisation de notre existence politique. Nous sommes soumis à des mesures bien plus draconiennes qu'en Irlande du nord.»*

Curieusement en effet, alors que Gerry Adams, le président du Sinn Fein, apparaît à la BBC (sa voix étant doublée par celle d'un acteur), la RTE irlandaise l'ignore totalement. Rita O'Hare dénonce *donc avec force* – et une certaine justification – le «républicanisme verbal» des Irlandais de la République. Mais alors, à quoi bon la réunification ?

LAURENT ZECCHINI

(1) En Irlande du Nord, les militants et sympathisants de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) et de sa branche politique, le Sinn Fein, se qualifient de *«républicains»*. Les catholiques modérés, qui suivent notamment John Hume, le chef du Parti travailliste et social-démocrate (SDLP), se disent simplement *«nationalistes»*.

(2) Une Livre sterling vaut environ 8,70 F.

(3) Le pasteur Ian Paisley est le chef de file du Parti unioniste démocrate (DUP) d'Irlande du nord.

Dans son message de Noël

La reine Elizabeth d'Angleterre évoque les espoirs de paix pour 1994

Dans son traditionnel message télévisé de Noël – diffusé samedi matin 25 décembre depuis la bibliothèque de sa résidence de Sandringham, dans le Norfolk (nord-est de l'Angleterre), où elle passe les fêtes de Noël en famille –, la reine Elizabeth II d'Angleterre a évoqué les espoirs de paix en Irlande du Nord : *«Puisse 1994 apporter aux braves gens qui vivent là-bas et qui mènent une vie droite la récompense qu'ils méritent : la paix.»*

Après les dernières années *«noires»* en Irlande du Nord, a ajouté la reine, *«nous voyons que la lumière de l'espoir peut à nouveau y briller»*. De son côté, au cours d'un sermon prononcé lors d'une messe de Noël en la cathédrale Saint-Patrick d'Armagh, dans le sud de l'Ulster, le chef de l'Eglise catholique d'Irlande, le cardinal Cahal Daly, a lancé aux fidèles : *«Vos prières doivent aller à tous ceux qui (...) ont la lourde responsabilité d'essayer d'obtenir la cessation de la violence et une paix durable.» «La tâche n'est pas facile»*, a-t-il ajouté, avant d'avertir : *«Ne nous attendons pas à ce que la paix vienne trop vite.»* – *(AFP, Reuter.)*

Prise d'otages en Russie

Un commando détient six personnes dans le Caucase du Nord

Les quatre hommes qui avaient pris en otage la veille à Rostov-sur-le-Don plusieurs personnes, dont une dizaine d'enfants de militaires, restaient bloqués, samedi matin 25 décembre, par le brouillard à l'aéroport de Mineralnye-Vody, dans le sud de la Russie, à 300 kilomètres de leur point de départ (*le Monde* du 25 décembre). Le commando détenait encore six otages, trois enfants et trois adultes, dont les deux pilotes de l'hélicoptère Mi-8 mis à leur disposition par les autorités.

Après avoir annoncé son intention de rejoindre l'Iran – qui a condamné le rapt vendredi –, le commando souhaitait se rendre à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, *via* Makhatchkala, capitale de la République russe du Daghestan, selon Ivan Teterevianitkov, chef adjoint de la police de la région de Stavropol.

Les ravisseurs, dont on ignore toujours l'identité et la nationalité, ont reçu une rançon de 8 millions de dollars (environ 46 millions de francs)) et libéré huit des quinze personnes, dont toutes les fillettes, détenues dans leur hélicoptère bourré d'explosifs. Ils affirment avoir l'intention de relâcher tous leurs otages une fois arrivés à Bakou.

En fin de matinée, le gouvernement russe adressait un ultimatum aux ravisseurs, exigeant leur reddition et la libération des otages. – *(AFP, AP, Reuter, UPI.)*

Résultats définitifs des élections législatives pour la moitié de la Douma élue à la proportionnelle. – La commission électorale a annoncé, samedi 25 décembre, les résultats définitifs des élections législatives russes du 12 décembre pour les 225 sièges de la Douma (Chambre basse) élus au système proportionnel (les 225 sièges restants étant élus au système majoritaire). Parti libéral-démocrate (PLD, ultra-nationaliste) de Vladimir Jirinovski : 22,79 % des voix et 59 sièges. Parti des réformateurs radicaux Choix de la Russie, qui soutenait Boris Eltsine : 15,38 %, 40 sièges. Parti communiste : 12,35 %, 32 sièges. Femmes de Russie : 8,1 %, 21 sièges. Parti agraire : 7,9 %, 21 sièges. Parti réformateur Iabloko, dirigé par Grigori Iavlinski : 7,83 %, 20 sièges. Parti de l'Unité et de l'entente, du réformateur modéré Sergueï Chakhraï : 6,76 %, 18 sièges. Parti démocratique de Russie, de Nikolaï Travkin : 5,5 %, 14 sièges.

Les autres partis en course n'ont pas passé la barre des 5 % des voix permettant d'avoir des députés. Les résultats définitifs de l'autre moitié des sièges, attribués selon un système majoritaire, ne sont pas encore connus. – *(AFP.)*

